

**Cahiers du CRICIS
2014-3**

**Luttes sociales et
technologies médiatiques
numériques : pratiques de
mobilisation collective**

**Normand Landry
Michel Sénécal
France Aubin
Éric George**

Rapport de recherche effectué dans le cadre du projet
« La gouvernance des systèmes de communication »
(FRQSC – Soutien aux équipes de recherche, 2010-2015)



CENTRE DE RECHERCHE
INTERUNIVERSITAIRE

COMMUNICATION
INFORMATION
SOCIÉTÉ

Pour nous joindre

Faculté de Communication - CRICIS
Université du Québec à Montréal
Case Postale 8888 Succursale Centre ville
Montréal, QC H3C 3P8

<http://cricis.ca>

cricis@uqam.ca

ISBN - 978-2-920752-13-9

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationale du Québec, 2014

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2014

Table des matières

Résumé du projet	1
Équipe.....	3
Contexte.....	5
Éléments d'analyse	10
SECTION 1 - Pratiques médiatiques alternatives	11
Typologie des pratiques étudiées.....	12
Retour sur les pratiques.....	21
Présentation des organisations dont les activités s'apparent à des pratiques médiatiques alternatives.....	22
Choix des organisations : enjeux et synthèse.....	33
SECTION 2 - Pratiques de résistance à la gouvernance des technologies médiatiques numériques	34
Pratiques de résistance à la gouvernance des technologies médiatiques numériques	34
Typologie des pratiques étudiées.....	36
Retour sur les pratiques.....	40
Présentation des organisations dont les activités s'apparent à des pratiques de résistance à la gouvernance des technologies médiatiques numériques .	42
Choix des organisations : enjeux et synthèse.....	61
CONCLUSION GÉNÉRALE	62
Bibliographie	66
Bibliographie des études de cas.....	88

Résumé du projet

Cette étude s'intéresse aux militances ayant pour champ d'action le développement et l'appropriation collective des technologies médiatiques numériques. Elle se consacre plus spécifiquement à l'articulation de deux catégories de pratiques militantes. L'analyse de ces pratiques expose des formes de résistance aux relations de pouvoir et de domination s'exprimant tout à la fois dans les mesures de contrôle appliquées aux usages des dispositifs technologiques médiatiques, et dans les processus de gouvernance par lesquels ces mesures de contrôles sont définies, débattues et appliquées.

Cette étude a conséquemment pour ambition d'étudier, d'exposer et de problématiser les relations entre des pratiques médiatiques alternatives et des pratiques de résistance à la gouvernance des technologies médiatiques numériques. Par « pratiques médiatiques alternatives », nous entendons l'appropriation collective des technologies médiatiques numériques effectuée par des individus et des organisations de mouvements sociaux¹ à des fins de mobilisation sociale, de réseautage et de communication en lien avec des actions de résistance à des rapports sociaux considérés oppressifs (Jong *et al.*, 2005; Donk *et al.*, 2004; Stein, Kidd & Rodríguez, 2011 ; Boler, 2008 ; Hands, 2011; Karatzogianni, 2006). Par « pratiques de résistance à la gouvernance des technologies médiatiques numériques », nous entendons les démarches collectives entreprises par des individus et des organisations de mouvements sociaux afin d'influencer, de contester et de modifier des pratiques, des normes et des effets de la gouvernance des technologies médiatiques numériques. Les acteurs de ces pratiques réclament l'accès aux technologies et aux institutions régulatrices afin de participer à l'élaboration des politiques et des réglementations les concernant, et refusent la criminalisation et la marginalisation des usages novateurs, imprévus, alternatifs, spontanés et radicaux socialement constitués de ces technologies (McChesney, Newman & Scott, 2005 ; Lessing, 2008 ; Zittrain, 2008). L'analyse de ces pratiques doit identifier et mettre en relation les éléments suivants :

1. Les thèmes associés aux usages politiques et alternatifs des technologies médiatiques et à la gouvernance de ces technologies ;
2. Les enjeux associés à chacun de ces thèmes ;
3. Les normes, valeurs et principes associés à chacun de ces enjeux ;
4. Les acteurs et catégories d'acteurs impliqués ;

¹ Le concept « organisations de mouvements sociaux » est employé afin d'invoquer les organisations formellement établies dont l'objectif premier est la transformation de rapports sociaux et le changement social (Armstrong & Bartley, 2007).

5. Les sites stratégiques de gouvernance identifiés.

L'un des objectifs de cette étude est la constitution d'un savoir sur les manières selon lesquelles les technologies médiatiques numériques sont conceptualisées et employées par des organisations politiquement actives. Il s'agit à la fois de présenter, à partir d'études de cas, des usages politiques spécifiques des technologies médiatiques numériques et de faire émerger des perspectives fréquemment marginalisées quant aux rôles joués par ces technologies dans la structuration des rapports de pouvoir et de domination que l'on retrouve au sein de notre société.

Pour ce faire, nous avons entrepris l'exploration d'un certain nombre d'études de cas répondant aux caractéristiques suivantes :

1. Les organisations étudiées devaient être des organisations de mouvements sociaux démontrant un investissement significatif de ressources et d'énergie dans des pratiques médiatiques alternatives ou dans des pratiques de résistance à la gouvernance des technologies médiatiques numériques;
2. Elles devaient faire montre d'une pérennité organisationnelle, soit la présence de ressources (locaux, employés, sources de financement);
3. Elles devaient disposer d'une notoriété établie les positionnant comme des acteurs importants dans leurs secteurs d'activités;
4. Elles devaient maintenir des pratiques collectives prenant place à différentes échelles (locale, nationale, régionale ou internationale).

Ont été retenues les organisations suivantes :

pour la catégorie « pratiques médiatiques alternatives » :

- WITNESS,
- Adbusters,
- Prometheus Radio Project,
- Rabble.ca;

pour la catégorie « pratique de résistance à la gouvernance des technologies médiatiques numériques » :

- Article 19²,
- Creative Commons,
- Electronic Frontiers Foundation,

² Cette organisation a été déplacée de la première à la seconde catégorie de pratiques à la suite de l'analyse du dossier.

- Free Press,
- Free Software Foundation,
- Open Media,
- Reporters sans frontières³,
- La Quadrature du Net.

Les critères de sélection employés afin de procéder à cette sélection ont été revus de manière critique à la lumière des informations obtenues sur les organisations sélectionnées.

La constitution des études de cas a été effectuée à partir de l'analyse des sites internet des organismes sélectionnés, de la documentation publique produite par ces organismes, d'une revue de presse traitant de ces derniers, et de la littérature scientifique.

Équipe

Normand Landry

La recherche est menée sous la direction de Normand Landry, professeur à l'Unité d'enseignement et de recherche Sciences humaines, Lettres et Communications de la Télécom et chercheur régulier au centre de recherche CRICIS. Il s'intéresse à la militance autour d'enjeux de la communication, aux controverses entourant la liberté d'expression, ainsi qu'à l'éducation aux médias.

Michel Sénécal

Michel Sénécal est professeur à l'Unité d'enseignement et de recherche Sciences humaines, Lettres et Communications de la Télécom et chercheur régulier au CRICIS. Il s'intéresse à la l'histoire des technologies médiatiques, à la sociologie critique des médias, à la gouvernance de l'espace public médiatique ainsi qu'à la relation entre création et technologies numériques.

France Aubin

France Aubin est professeure au Département de lettres et de communication sociale à l'Université du Québec à Trois Rivières (UQTR) et chercheure régulière au CRICIS. Elle s'intéresse à la gouvernance des systèmes de communication

³ Cette organisation a été déplacée de la première à la seconde catégorie de pratiques à la suite de l'analyse du dossier.

(notamment à la propriété intellectuelle et au droit d'auteur), aux relations entre mouvements sociaux, espace public et société civile ainsi qu'au droit des droits de la personne.

Éric George

Éric George est professeur à l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et directeur du centre de recherche CRICIS. Il s'intéresse à l'économie des médias, aux politiques culturelles et aux relations entre communication, capitalisme et démocratie.

Adjointes

Anne-Sophie Lettelier

Anne-Sophie Lettelier est étudiante à la maîtrise en communication à l'Université du Québec à Montréal et est adjointe de recherche au centre de recherche CRICIS. Elle s'intéresse au rapport entre technique, société et idéologie, particulièrement dans l'étude des pratiques de désobéissance civile électronique.

Myriane Lefebvre

Myriane Lefebvre est étudiante au doctorat en communication à l'Université du Québec à Trois-Rivières et assistante de recherche au centre de recherche CRICIS. Ses intérêts de recherche incluent le droit de propriété intellectuelle ainsi que les rapports entre droit et usages citoyens des technologies.

Ana Cláudia Costa

Ana Costa est étudiante à la maîtrise en communication à l'UQAM. Elle a obtenu son baccalauréat en communication sociale à l'Université catholique de Brasilia. Ses travaux se concentrent sur les impacts sociopolitiques des médias socionumériques, les implications culturelles des nouvelles technologies, le cyberactivisme, ainsi que sur la communication et la promotion des droits humains.

Contexte

Le caractère politique des technologies médiatiques numériques n'a peut-être jamais été aussi apparent. Les usages militants de ces technologies ont été largement discutés dans le cadre des vagues d'indignation populaire survenant en Occident à la suite de la crise financière de 2008 (McCurdy, 2012). De plus, les révoltes populaires dans le monde arabe ont exposé des tactiques sociales d'organisation populaire, de lutte à la censure et de transmission de l'information mobilisant les médias sociaux (Howard & Hussain, 2013). Enfin, la grève étudiante québécoise de 2012 a fait état des usages discursifs, politiques et tactiques de ces technologies dans des manifestations de masse, dans l'élaboration des cadrages médiatiques et dans la constitution d'un rapport de force soutenu avec l'État en période de répression policière (Poirier St-Pierre & Ethier, 2013).

Les usages militants des technologies médiatiques numériques s'inscrivent dans une tradition séculaire d'instrumentalisation des caractéristiques des dispositifs favorisant la production, la transmission et la diffusion de l'information par-delà les distances, les contrôles politiques et les contraintes temporelles (Landry, 2012). Les usages militants des technologies médiatiques, mais aussi l'attention médiatique et scientifique considérable accordée à ces derniers (Shade & Landry, 2012), s'inscrivent dans le contexte de découverte progressive des opportunités inédites qu'elles offrent en matière de mobilisation collective. Si les emplois militants de ces technologies tendent à s'étendre et à se diversifier, des controverses perdurent quant à l'importance qu'ils occupent dans les processus de mobilisation collective et à leur capacité de favoriser des processus significatifs de changement social et politique (Morozov, 2011; Lievrouw, 2011). Ces controverses s'inscrivent dans un contexte marqué par la surveillance croissante des utilisateurs des technologies médiatiques numériques par des agences étatiques et privées.

Parallèlement, un mouvement de réforme de la gouvernance des médias tend à s'affirmer au Canada et à l'étranger (Shade, 2012). Ce mouvement, dont les racines peuvent être retracées au développement de la radiodiffusion (Raboy, 1996; McChesney & Scott, 2004), s'internationalise depuis une trentaine d'années (MacBride, 1980; Raboy, Landry & Shtern, 2010). Il se constitue autour de la critique des processus de gouvernance des technologies médiatiques et se concentre notamment sur les conditions d'accès et de participation aux processus et sites de gouvernance, sur la critique des décisions qui sont prises dans ces arènes et de leurs impacts sociaux, politiques, économiques et culturels.

Les technologies médiatiques numériques se présentent ainsi simultanément comme des outils et un objet de militance; la question qui anime cette étude est celle des liens existant entre ces deux dimensions.

La problématique de recherche

Cette étude vise à développer une approche permettant d'aborder simultanément les deux catégories de pratiques préalablement introduites afin d'offrir une analyse des enjeux qu'elles soulèvent. Par conséquent, elle doit considérer ces deux perspectives à première vue distinctes comme étant les facettes d'une problématique plus large où l'accès et le contrôle des ressources de communication constituent à la fois des instruments et des attributs de pouvoir. Ces deux catégories de pratiques sont généralement traitées de manière distincte par la littérature ou ne sont pas théorisées dans les rapports de tension, de complémentarité et de contradiction qu'elles entretiennent mutuellement (voir notamment Earl & Kimport, 2011 ; Mansel & Raboy, 2011 ; Hackett & Carroll, 2006). Cette étude se propose d'aborder les questions suivantes : quels liens peuvent être tissés entre pratiques médiatiques alternatives et pratiques de résistance à la gouvernance des technologies médiatiques numériques ? Quels sont les enjeux sociopolitiques les plus saillants propres à chacun de ces deux types de pratiques et quelles en sont leurs dimensions constitutives ? De quelles manières les travaux scientifiques traitent-ils de ces pratiques ? Ces traitements correspondent-ils aux visions, priorités et interprétations d'organisations des mouvements sociaux mobilisées autour des technologies médiatiques numériques ?

Les travaux consacrés aux intersections existant entre les mouvements sociaux, les technologies médiatiques et leur gouvernance se divisent en deux grands corpus de littérature.

Un premier corpus de littérature s'est progressivement constitué en fonction du rôle joué par les technologies médiatiques dans l'organisation des conflits sociaux et la mobilisation de forces sociales. Les études publiées sur ces questions se concentrent sur l'exploration de pratiques médiatiques alternatives, de leurs significations, de leur importance et de leurs impacts (Downing, 2011; Frey & Carragee, 2007 ; Bailey, Cammaerts & Carpentier, 2007; Atkinson, 2010 ; Kozolanka, Mazepa & Skinner, 2012). Plus précisément, ces technologies sont principalement traitées comme des véhicules et des espaces au travers desquels

des « cadres d'action collective⁴ » peuvent être articulés, testés, présentés et disséminés, des capacités humaines peuvent être accrues, et de nouveaux « répertoires d'actions collectives⁵ », développés et employés. Les recherches ont ainsi démontré que le développement rapide des technologies médiatiques au cours de la seconde moitié du XX^e siècle et le développement de l'informatique au cours des dernières décennies ont contribué à générer de nouvelles structures organisationnelles décentralisées fonctionnant en réseau; à disséminer les perspectives, cadres, et argumentaires des différents mouvements; à recruter de nouveaux adhérents; à élaborer de nouveaux répertoires d'actions collectives ; et à contester les discours dominants produits et disséminés par les détenteurs de pouvoir (Diani, 2003 ; Coopman, 2011; Opel & Pompper, 2004 ; Costanza-Chock, 2003). Il apparaît donc que les technologies médiatiques sont partie prenante de nombreux mouvements sociaux leur servant à la fois dans l'organisation des dynamiques de contestation sociale et dans les processus d'organisation interne. Elles font ainsi montre de ce que David Noble qualifie de « double vie » de la technologie : l'une se conformant « aux intentions des concepteurs et aux intérêts du pouvoir et l'autre les contredisant, procédant derrière le dos de ses architectes afin de révéler des conséquences inattendues et des possibilités non-anticipées » (traduction libre, Noble 1984: 324-325, cité dans Shade et Landry, 2012). Or, certains usages politiques des technologies indisposent fréquemment les pouvoirs publics ainsi que les manufacturiers qui les produisent et les distribuent. Trois types de contrôle sont généralement appliqués en vue de les restreindre:

1. Un contrôle technologique, créé en amont par les fabricants et les développeurs de logiciels dans le but de confiner les fonctionnalités des dispositifs technologiques aux seuls usages anticipés et souhaités;
2. Un contrôle judiciaire, par le développement ou la mise en place d'un régime réglementaire venant criminaliser ou pénaliser ce qui est considéré être des utilisations illégitimes de technologies médiatiques numériques;
3. Un contrôle étatique, par la surveillance et le suivi, le harcèlement et la répression (Landry 2012b; Brooke, 2011).

⁴ La notion de « cadres d'action collective » est définie par Snow & Benford (2000 : 614) comme « l'ensemble des croyances et des significations qui inspirent et légitiment les activités et les campagnes d'une organisation de mouvement social ».

⁵ Le concept de « répertoire d'actions collectives » évoque l'ensemble des stratégies, méthodes et tactiques employées par des militants engagés dans des mouvements sociaux afin de déstabiliser leurs adversaires et d'obtenir des gains politiques. Les innovations successives dans le domaine de l'action sociale et politique non institutionnalisée ont conduit à des élargissements progressifs des répertoires disponibles (Tilly, 1995 ; Tilly & Tarrow, 2007).

Ces contrôles font, à leur tour, l'objet de tentative de résistance et de contournement. La gouvernance des technologies médiatiques numériques, et plus particulièrement le processus par lequel les règles régissant leur accès et leur utilisation sont définies, est donc une question qui doit être examinée dans le contexte de l'analyse des processus de mobilisation sociale employant des technologies médiatiques numériques.

Un second corpus de littérature, actuellement en croissance rapide, se consacre à l'étude de la mobilisation sociale autour d'enjeux de gouvernance des institutions et des technologies médiatiques. Au nombre de ces enjeux figurent les droits de propriété intellectuelle, la propriété des entreprises, la convergence des contenus et la surveillance des communications (Calabrese, 2004; Padovani & Pavan, 2009; Shade, 2011; Napoli, 2007 ; Raboy & Mansell, 2011). L'expression « gouvernance des technologies médiatiques » renvoie aux processus délibératifs, juridiques, consultatifs et décisionnels par lesquels les lois, les normes sociales, les rapports économiques et les architectures technologiques règlementant les accès, les usages et le contrôle des technologies médiatiques sont élaborés, maintenus ou revisités (Lessig, 2006). Les résistances sociales à la gouvernance des technologies médiatiques se concentrent essentiellement autour des trois pôles suivants :

1. critiques des processus d'élaboration des politiques, des règlements et des législations en matière de communication et gouvernance des technologies (Cameron & Stein, 2002 ; Raboy, Landry & Shtern, 2010 ; Kahler, 2009);
2. critiques de ces politiques, règlements et législations (McChesney, 2009 ; Wasko, Murdock & Sousa, 2011) ;
3. critiques des biais idéologiques, des intérêts privilégiés et des rapports de domination créés et reproduits par le système de gouvernance des technologies médiatiques (Couldry & Curran, 2003; Dines & Humez, 2011; Melucci, 1996 ; Zittrain, 2008).

Ces actions de résistance s'opposent ainsi aux « stratégies formelles et informelles, soutenues par des intérêts politiques et économiques, qui façonnent l'émergence de mécanismes visant à structurer la direction et les comportements des acteurs dans l'environnement médiatique (Freedman, 2008 : 23, traduction libre) ».

D'une part donc, des usages militants positionnent les technologies médiatiques numériques comme des supports à la mobilisation collective et des outils pour la militance sur des enjeux multiples. D'autre part, ces technologies constituent, en elles-mêmes, des objets de lutte : les règles encadrant leurs usages et

définissant les intérêts qu'elles se trouvent à privilégier participent à l'organisation de rapports sociaux marqués par des dynamiques de domination. L'analyse des pratiques militantes introduites suit dans les sections à venir. Le détail de ces pratiques viendra exposer les enjeux qu'elles soulèvent et contribuent à définir.

Éléments d'analyse

Introduction

Le processus de recherche implique les éléments suivants :

Section 1

- Détail de la catégorie « pratiques médiatiques alternatives »;
- Présentation des organisations sélectionnées dont les pratiques sont jugées concordantes avec cette catégorie;
- Retour sur l'articulation entre la catégorie de pratique et les organisations sélectionnées;

Section 2

- Détail de la catégorie « pratiques de résistance à la gouvernance des technologies médiatiques numériques »
- Présentation des organisations sélectionnées dont les pratiques sont jugées concordantes avec cette catégorie;
- Retour sur l'articulation entre la catégorie de pratique et les organisations sélectionnées;

Section 3

- Discussion générale sur l'articulation entre la problématique de recherche, le cadre théorique et les études de cas identifiées.

La bibliothèque virtuelle regroupe l'ensemble des références bibliographiques mobilisées dans le cadre de cette étude.

SECTION 1 - Pratiques médiatiques alternatives

Dans le cadre de cette étude, nous définissons le concept de « pratiques médiatiques alternatives » comme étant l'appropriation collective des technologies médiatiques numériques effectuée par des individus et des organisations de mouvements sociaux à des fins de mobilisation sociale, de réseautage et de communication en lien avec des actions de résistance à des rapports sociaux considérés oppressifs. Cela signifie :

1. Que sont exclues les pratiques qui ne mobilisent pas des technologies médiatiques numériques;
2. Que sont exclues les pratiques inusitées, imprévues et controversées qui ne s'inscrivent pas dans une militance orientée dans une perspective de changement social;
3. Que les « pratiques médiatiques alternatives » s'inscrivent dans un ensemble plus large de pratiques communicationnelles militantes, comme la production d'affiches et de journaux imprimés, la distribution de tracts et la tenue d'assemblées populaires, qui ne mobilisent pas les technologies médiatiques numériques ou seulement de manière secondaire.

La liste suivante regroupe les principales catégories de pratiques médiatiques alternatives soulevées dans la littérature. Celle-ci n'a pas la prétention d'être exhaustive; elle a pour fonction de participer à une cartographie préliminaire des militances qui nous intéressent.

1. Alternatives technologiques
2. Appel à la mobilisation
3. Brouillage culturel (*culture jamming*)
4. Cadrage médiatique
5. Collecte de fonds
6. Communication tactique
7. Cyberterrorisme
8. Dénonciation publique
9. Diffusion
10. Événement-image
11. Formation
12. Hacktivisme
13. Lobbying électronique
14. Productions par les pairs
15. Recherche

- 16. Réseautage
- 17. Surveillance inversée

Ces pratiques s'insèrent dans le cadre de pratiques communicationnelles militantes plus large. Elles ont pour spécificité de s'appuyer massivement sur des technologies médiatiques numériques.

Typologie des pratiques étudiées

Alternatives technologiques : Développement d'infrastructures de communication pour les mouvements sociaux et la société civile. Prestation de serveurs et de réseaux sans fil et d'infrastructures logicielles, développement de logiciels libres ou à code ouvert (systèmes de gestion de contenu, outils de cryptage), et autres infrastructures de communication. Mise en place d'interfaces de recherche web (listes et sites web de diffusion) et de points d'accès internet gratuits (Hintz & Milan, 2009).

Codage politique : Développement d'infrastructures logicielles à des fins politiques (Samuel, 2004). Les logiciels libres ou à code ouvert, les systèmes de gestion de contenu, les proxys et les outils de cryptage ainsi développés sont utilisés dans le but de contourner ou de contrecarrer des normes jugées abusives. Engagés dans une démarche politique les activistes cherchent, dans les outils logiciels, des solutions technologiques à des problèmes sociaux (Meikle, 2002).

Laboratoires d'innovations (*tech labs*) : Utilisation de ressources matérielles et humaines dans le but de générer des moyens novateurs de contestation en ligne. Lieux physiques où l'on trouve un accès à internet, des espaces d'expérimentation numérique, de collaboration horizontale, d'auto-organisation et des ateliers publics (Juris, 2007). Ces lieux regroupent des gens qui se caractérisent par un niveau élevé de conscience critique, une expertise technique dans divers domaines, une structure organisationnelle réduite, ainsi qu'un esprit d'innovation et de coopération (Meikle, 2002). Qualifiés de « serres innovantes » ils agissent comme des incubateurs d'innovations qui peuvent ensuite être diffusées à des groupes de mouvement plus établis (Rolfe, 2005). Des laboratoires médiatiques temporaires s'organisent également en marge des sommets et des mobilisations altermondialistes où les participants ont l'occasion d'utiliser et d'expérimenter de nouvelles technologies numériques dans la zone des medias alternatifs (Juris, 2007).

Appel à la mobilisation : Processus de cadrage motivationnel qui consiste à offrir aux militants des raisons de s'engager dans une action collective, un « appel aux armes » (Benford & Snow, 2000). Utilisation d'internet ou d'autres

communications électroniques pour faciliter les efforts de mobilisation et les actions collectives. Comprend les appels à l'action distribués par courrier électronique, listes de diffusion, sites web, sessions de clavardage, ainsi que sur les réseaux sociaux (Costanza-Chock, 2003; Van Laer & Van Aelst, 2010).

Appel au boycottage : Mot d'ordre lancé par des individus ou des groupes à ne plus utiliser les services ou les produits d'une entreprise dont les valeurs ou les actions contredisent celles des instigateurs de la démarche. Ou encore à adopter des habitudes de consommation en lien avec ces mêmes valeurs (*buycott*) (Van Laer & Van Aelst, 2010).

Brouillage culturel (*culture jamming*) : Acte de subvertir un média de l'intérieur. Travestissement de sens qui repose sur des techniques artistiques et vise à générer des messages alternatifs qui remettent en question les pouvoirs dominants. Recours aux techniques d'appropriation, de collage, d'inversion ironique et de juxtaposition à travers notamment le cybergraffiti et l'altération de sites web (Meikle 2002). Jiu-jitsu cognitif reposant sur une stratégie de détournement qui consiste à sortir de leur contexte des éléments dominants de la culture de masse pour les recombinaison de manière inattendue (Richardson, 2003). Rendre visibles certains présupposés politiques et sociaux qui sous-tendent la culture commerciale (Dery, 2010). Internet permet une diffusion accrue des produits du brouillage culturel par les réseaux sociaux, les listes de distribution courriels et les sites web (Edwards & Tryon, 2009).

Cassage de pub : Parodie ludique et souvent malicieuse de publicités commerciales ou de logos dans le but de générer des messages alternatifs qui remettent en question le pouvoir des entreprises. Le piratage de panneaux réclames, les graffitis ironiques et l'altération de sites web en sont des exemples (Klein, 2000; Lasn, 2000).

Guérilla sémiotique : Juxtaposition créative d'éléments servant à générer des significations subversives. Le paradoxe est utilisé dans le but de court-circuiter les ententes tacites sur les notions relatives au fonctionnement du monde et de ce fait ouvre un espace de formulations alternatives (Autonome a.f.r.i.k.a., 2003).

Mashup : Usage d'outils logiciels pour recombinaison de deux ou plusieurs pièces médiatiques numériques (vidéos, audio) préexistantes dans une nouvelle œuvre. Ce travail dérivé se veut généralement humoristique et génère de nouvelles significations à travers la juxtaposition de matériaux bruts originaux (Edwards & Tryon, 2009; Landry, 2012).

Remix : Sélectionner des objets culturels existants, les combiner et les manipuler de manière à créer un nouvel objet créatif (Knobel & Lankshear, 2008). Le processus nécessite une pièce médiatique dite mère à partir de laquelle est créé le produit remixé dit enfant. Il existe une relation de

dépendance claire entre les pièces mères et enfants dans cet arrangement (Hutchinson, 2013).

Cadrage médiatique : Utilisation des technologies numériques pour développer et construire un argumentaire destiné aux médias de masse et aux médias numériques. Sélection de certains aspects d'une réalité rendus saillants dans un texte médiatique de manière à promouvoir une définition particulière d'un problème (Entman, 1993). Processus de collaboration au cours duquel les journalistes et leurs sources négocient la formation d'un texte médiatique (Hannigan, 2006). Des seuils de sélection rédactionnelle sont imposés aux organisations de mouvements sociaux qui aspirent à la diffusion de leurs cadres de l'action collective via les médias de masse (Benford & Snow, 2000).

Collecte de fonds : Activités ayant pour but d'amasser des fonds devant servir une cause visant le changement social. Appel aux membres ou à la société directement ou par le biais de la vente d'articles en ligne (*t-shirts*, livres, macarons, affiches) (Costanza-Chock, 2003). Cette pratique est facilitée par le recours au publipostage assisté par ordinateur ainsi qu'à des campagnes où il suffit de cliquer pour faire un don (*click-to-donate*). (Garrett 2006; Van Laer & Van Aeslt, 2010).

Communication tactique : Utilisation de l'internet et d'autres communications électroniques pour aider les efforts de mobilisation à la fois avant et pendant les actions collectives de rue. Cela comprend les appels à l'action distribués par courrier électronique, listes de diffusion, sites web, forums de discussion, les réunions virtuelles, ainsi que la coordination des actions au cours de la manifestation par les technologies de communication (Denning, 2001; Costanza-Chock, 2003).

Smart mobs : Manifestation publique dont le fonctionnement repose sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour mobiliser et coordonner les efforts des participants (Rheingold, 2002; Van Laer, 2010). On vise à diffuser de l'information sur les raisons et les objectifs de l'action, mais également des informations plus stratégiques concernant l'action elle-même. Via internet, les organisations fournissent des informations détaillées sur le temps et le lieu de l'action. Des guides pratiques informant les manifestants de leurs droits et des façons de se protéger contre les préjugés sont parfois disponibles (Van Laer & Van Aelst, 2010; Youmans & York, 2012).

Flash-mobs : Représentations publiques éphémères semi-spontanées dans lesquelles les participants utilisent les technologies de communication mobiles (SMS) pour se coordonner dans le but de perturber le déroulement du quotidien. Ces manifestations peuvent être organisées en quelques heures, ce qui les rend imprévisibles et difficiles à contrôler par les pouvoirs publics (Hirsch & Henry, 2005; Shade & Landry, 2012).

Essaimage (*swarming*) : Utilisation de téléphones multifonctionnels et ordinateurs portables afin de coordonner les participants d'une manifestation principalement dans le but de submerger les forces policières. Unités dispersées d'un réseau généralement de petite taille qui convergent vers une cible de plusieurs directions à la fois. L'objectif global est une impulsion durable - les réseaux d'essaim doivent être capables de fusionner et d'avancer rapidement et furtivement sur une cible, pour ensuite se rassembler et se redisperser, immédiatement prêts à se recombinaison pour une nouvelle impulsion (Arquilla & Ronfeldt, 2000, 2001; Rheingold, 2002; Shade & Landry, 2012). Les technologies de l'internet permettent aux militants d'être informés de manière continue et en temps réel sur les actions et les interactions avec la police (Van Laer & Van Aelst, 2010).

Réseau d'alerte : Dispositif humain et technologique visant à prêter main-forte à un militant qui se retrouve en situation irrégulière (expulsion, arrestation) au cours d'une action collective. Le réseau repose sur des échanges transitant sous forme d'appels téléphoniques, textos, courriels et télécopies, et implique des militants normalement actifs autant que les abonnés d'une liste de distribution qui décideraient de se mobiliser de manière ponctuelle. Un premier signal sert à avertir de la déconvenue, ce qui active un réseau qui transmet un appel à l'action (par exemple, se mobiliser devant le poste de police où un manifestant serait détenu) (Granjon, 2002).

Cyberterrorisme : Convergence du cyberespace et du terrorisme (Denning, 2001). Coordination et planification de manifestations violentes, d'attaques ciblées contre des populations civiles et les forces de l'ordre par l'usage de la messagerie texte, des réseaux sociaux et des technologies informatisées. Perturbation, piratage et détournement d'infrastructures de communication informatisées vitales (Costanza-Chock, 2003).

Dénonciation publique : Accusation motivée par l'intérêt public visant à porter à la connaissance d'instances officielles, par le biais des médias traditionnels ou numériques, les pratiques illégales, immorales ou illégitimes d'une organisation, d'une institution ou d'un État (Near & Miceli, 1995; Jubb, 1999; Slobbe & Verberkt, 2012).

Diffusion : Dissémination d'informations politiques sur les réseaux numériques par le biais de sites web, de listes de diffusion, de babillards électroniques, de forums de discussion, de sites ftp et autres canaux internet. L'information peut être destinée à un public large ou plus spécifique, par exemple des communiqués de presse, des rapports scientifiques, des extraits audio ou vidéo visant à être diffusés. La même information peut être adaptée pour différents publics (Denning, 2001; Meikle 2002; Costanza-Chock 2003; De Jong & Shaw 2005; Stein 2009).

Cyber-diffusion des répertoires d'actions collectives : Diffusion rapide d'informations par le moyen d'ordinateurs, indépendamment de l'emplacement géographique (Ayres, 1999). Partage des stratégies et tactiques de contestation novatrices utilisées par les mouvements sociaux à un niveau transnational (Keck & Sikkink, 1998). Les sites web des organisations offrent des listes de diffusion pour recevoir des informations, la possibilité de joindre d'autres réseaux de militants et des liens connexes pour des informations relatives à diverses campagnes (Ayres, 1999, 2005).

Microblogage : Usage d'un compte personnel pour publier en temps réel des messages contenant des phrases courtes et des liens hypertextes sur un site de réseau social (Twitter). Ces messages sont accessibles via le site, les téléphones intelligents, et dans certains pays, par service de messages courts (SMS) (Shade & Landry, 2012).

Représentation : Promotion des organisations de mouvements sociaux et des causes qu'elles soutiennent par le biais d'un site web. On y retrouve généralement des sections consacrées à la mission, aux projets, à l'histoire, aux membres, aux liens vers des groupes affiliés ainsi qu'aux informations permettant de contacter l'organisation (Costanza-Chock, 2003; Petray 2011).

Site web protestataire : Site web consacré à la diffusion d'informations relatives à une cause sociale et utilisé pour mobiliser le soutien d'adhérents, mais surtout pour déstabiliser les cibles de la campagne (Van Laer & Van Aelst, 2010).

Production vidéo : Usage de la vidéo comme outil tactique dans un but de changement orienté vers la justice sociale. À court terme, les objectifs visés par la diffusion incluent la dissuasion des violences policières, la mise à l'agenda politique d'une cause, et la sensibilisation du public (Harding, 2001). Processus facilité en termes de coûts et de temps par l'utilisation des technologies numériques portables devenues largement disponibles (Allan & Thorsen, 2009).

Vidéo plaidoyer : Processus vidéo vu en tant qu'outil servant à initier le changement social et dans lequel le sujet est partie intégrante de la planification jusqu'à la production. Les vidéos sont constituées notamment de témoignages de victimes, d'abus captés sur vidéo, d'entretiens avec des défenseurs des droits de l'homme, de présentations de preuves, d'enquêtes impliquant une caméra cachée (Cain, 2009).

Événement-image : Mise en scène des actes de protestation destinés à la diffusion par les médias et visant à séduire le public. Ce type d'actions recourt à différents procédés comme l'occupation d'arbres (*tree-sitting*), les barricades humaines sur les routes, ou l'enchaînement au matériel d'exploitation forestière. Constituent les pratiques argumentaires centrales de certains groupes écologiques radicaux comme Greenpeace et Earth First! (Delicath & Deluca, 2003).

Formation : Dispositifs théoriques et techniques permettant à des individus et organismes de s'initier à l'utilisation politiques des technologies de l'information et de la communication. Vise l'intégration des notions permettant notamment l'usage des médias sociaux dans un but de mobilisation, l'enregistrement de témoignages et d'événements, la gestion des contacts, l'utilisation de données complexes. Les organisations de mouvements sociaux dédient généralement une section de leur site web à la formation. On y retrouve de l'information sous forme de tutoriels vidéo, des ateliers en ligne ainsi que des guides pratiques et des trousseaux d'outils (Shade & Landry, 2012; WITNESS : How to).

Éducation aux médias : Développement de la pensée critique sur les médias, le développement des capacités à lire et produire des textes médiatiques, ainsi que l'introspection personnelle face aux médias (Downing, 2001).

Hacktivism : Mariage entre hacking et activisme. Utilisation à des fins politiques des techniques de piratage illégales ou potentiellement illégales contre un site web cible ou un système de communication informatique avec l'intention d'en perturber les opérations normales, sans toutefois causer de dommages sérieux ou permanents aux infrastructures de communication. Comprend les actes de désobéissance civile électronique, notamment la défiguration de sites web (parodies, cybergraffitis), les attaques contre les systèmes (DoS, *sit-ins* virtuels) et le coulage d'informations. Les vols de données et l'usage de logiciels malveillants en font également partie (Denning, 2001; Samuel, 2004; Juris, 2007; Slobbe & Verberkt 2012).

Attaque par déni de service (DoS) : Diverses tactiques qui portent atteinte à la disponibilité d'un système (Samuel, 2004; Anderson, 2008; Slobbe & Verberkt, 2012). L'attaque par déni de service distribué (DDoS) est effectuée au moyen d'un logiciel qui utilise un réseau d'ordinateurs zombies (*Botnet*). Ce réseau constitué de milliers d'ordinateurs personnels infectés par des logiciels malveillants est placé sous le contrôle d'un individu en charge de lancer l'attaque par déni de service (Shade & Landry, 2012; Slobbe & Verberkt, 2012). Quand les cibles sont des entreprises qui s'appuient sur les ventes en ligne, ces actions peuvent avoir un impact économique, mais également symbolique (Costanza-Chock, 2003).

Inondation de boîte de courriels (*e-mail bomb*) : Quantités importantes de courriers électroniques envoyés via un logiciel sur un compte courriel ou un système cible, afin de submerger le serveur (Denning, 2001; Van Laer & Van Aelst, 2010). Le système ciblé devient incapable de fonctionner lorsqu'il est obligé de traiter un volume trop élevé de courriels, particulièrement si ces messages comportent des pièces jointes volumineuses comme des fichiers d'images de grande résolution ou des textes très longs. (Costanza-Chock, 2003; Van Laer & Van Aelst, 2010).

Désobéissance civile électronique (*electronic civil disobedience*) : Formes électroniques d'actions directes non-violentes reposant sur la participation d'une masse d'individus décentralisée. Adaptation virtuelle des tactiques d'intrusion, de blocage (*blockade*) et d'occupation (*sit-in*) dans le but de perturber le fonctionnement d'un site web ou d'un système de communication (Critical Art Ensemble, 1994, 1996; Wray, 1999; Costanza-Chock, 2003).

Cybergraffiti : Subvertir une page d'un site web, généralement la page d'accueil, en lui accolant un message composé d'images ou de textes relatifs à la cause défendue par l'activiste (Schwartau, 2000).

Détournement de site web : Entrée illégale des sites cibles dans le but de les altérer ou de réacheminer automatiquement les visiteurs vers un site différent qui exprime souvent un point de vue opposé aux politiques et actions véhiculées sur le site cible (Besson 2000; Denning, 2001; Costanza-Chock, 2003, Samuel, 2004). La parodie quant à elle consiste spécifiquement à cloner un site existant et à modifier sa réplique dans le but de ridiculiser ou de provoquer la cible (Meikle, 2002; Samuel, 2004; Van Laer & Van Aelst, 2010).

***Sit-in* virtuel** : Action consistant à recharger rapidement et à répétition une page web spécifique dans le but de la mettre hors service et d'attirer l'attention sur la cause (Denning, 2001; Costanza-Chock, 2003; Samuel, 2004). Contrairement à l'attaque par déni de service classique, cette méthode ne recourt pas à l'utilisation d'un logiciel mais nécessite plutôt une participation active afin d'atteindre une masse critique de participants et ainsi de produire un effet (Slobbel & Verberkt, 2012). Les *sit-ins* virtuels ne causent pas de dommages permanents : le principe n'est pas de détruire, mais bien de perturber le fonctionnement des sites web. Les cibles sont souvent prévenues, et les actions sont généralement revendiquées (Dominguez 2002; Klang 2005).

Logiciels malveillants : Logiciels conçus pour des actions diverses incluant la destruction de données informatiques, l'accès aux documents protégés, le contrôle à distance de serveurs, ou l'affichage de messages. Ils peuvent être introduits dans un système spécifiquement ciblé ou dans les réseaux internet publics (virus informatiques, *Worms*, *Trojan Horses*) (Denning, 2001; Costanza-Chock, 2003).

Vol et destruction de données : Utilisation des technologies numériques pour accéder aux serveurs de grandes entreprises, de gouvernements, d'institutions multilatérales ou d'autres serveurs cibles dans le but de voler des documents privés ou classifiés, pour attirer l'attention des médias ou à d'autres fins tactiques. L'objectif peut également être de détruire ou d'altérer des données informatiques (Costanza-Chock, 2003; Samuel, 2004; Slobbe & Verberkt, 2012).

Lobbying électronique : Inclut les versions électroniques de certains types d'actions collectives visant directement à influencer le processus politique et les

résultats législatifs. Les pétitions en ligne et les campagnes par courrier électronique entrent dans cette catégorie. Les cibles peuvent être des élus et des organismes gouvernementaux, des institutions multilatérales, des organisations non gouvernementales ou d'autres mouvements sociaux (Denning, 2001; Costanza-Chock, 2003).

Pétition électronique : Extension de la pétition papier, la pétition électronique consiste en un formulaire électronique visant à recueillir le nom du signataire, certaines informations personnelles, et parfois des commentaires. On y accède directement sur les sites web des organisations de mouvements sociaux, ou encore par voie de courrier électronique ainsi que sur les réseaux sociaux. Des sites web se spécialisent dans l'hébergement de pétitions en ligne (Earl, 2006; Earl & Kimport, 2011). Les pétitions électroniques constituent le répertoire d'actions collectives le plus répandu en ligne (Della Porta & Mosca, 2005).

Pétition mondiale de groupes (déclaration commune) : Forme de pétition en ligne où plusieurs mouvements sociaux joignent leur voix et leurs efforts afin d'atteindre un but qui leur est commun (Strange, 2011).

Campagne par courrier électronique : Ces campagnes consistent en l'envoi d'une grande quantité de courriels par les participants à un député, un ministre, une instance gouvernementale ou une compagnie, leur enjoignant de poser une action. Il peut s'agir de modifier une loi ou un règlement, de libérer un prisonnier politique, etc. (Cammaerts, 2005)

Productions par les pairs : Collaboration en ligne d'actions individuelles auto-sélectionnées générant des informations, des connaissances ou des biens culturels dont la coordination est indépendante du marché ou des hiérarchies centralisées. Productions fondées sur le bien commun, dans lesquelles les intrants et extrants du processus sont partagés, librement ou sous certaines conditions. Les logiciels libres ou à code source ouvert en sont des exemples types, mais on y inclut également les plateformes de rédaction collaborative (*wikis*), le journalisme citoyen, les radios ou chaînes de télévision participatives, ainsi que les sites ouverts à la publication comme les blogues. (Benker, 2006; Benkler & Nissenbaum, 2006; Breindl, 2012).

Blogage : Exploitation, modification et mise à jour de sites web dans le but d'y publier et d'y archiver du texte, des images et des fichiers vidéo. Ces sites sont interactifs et permettent aux lecteurs de contribuer en ajoutant du contenu ou des commentaires (Atton & Hamilton, 2008; Shade & Landry, 2012).

Journalisme citoyen : Productions journalistiques amateurs faisant état d'une situation d'actualité du point de vue citoyen (Atton, 2009). Processus facilité par les technologies de communication numériques devenues largement disponibles en raison de leur faible coût, en plus d'être discrets, et portables (Allan & Thorsen, 2009). Les téléphones multifonctionnels facilitent également l'envoi des

vidéos numériques directement sur internet permettant à des réseaux de « journalistes pair-à-pair » de faire leur apparition (Rheingold, 2002). Les projets basés sur internet, comme Indymedia, ont développé un journalisme multi-perspective qui rassemble des nouvelles de dernière heure, des récits de témoins oculaires, et des commentaires (Atton & Hamilton, 2008). L'inversion des rôles de producteur et de récepteur favorise chez le journaliste citoyen un sentiment d'autonomie et de pouvoir (Rodriguez, 2001).

Logiciels libres (*open source*) : Développement logiciel basé sur la collaboration individuelle dans un modèle non propriétaire. Les logiciels permettent aux utilisateurs d'accéder, de modifier et de reprogrammer leur code source afin de les améliorer ou de les personnaliser selon leurs besoins et intérêts. Comme les logiciels à code source fermé, les logiciels libres sont protégés par des accords de licence prévoyant des règles et une réglementation des usages et de la distribution. (Benkler & Nissenbaum, 2006; Shade & Landry 2012)

Rédaction collaborative (*wiki*) : Utilisation d'outils de rédaction collaborative pour l'élaboration d'une plateforme web dont le contenu est fourni et contrôlé par les utilisateurs. Les pages web sont créées, publiées, éditées et révisées par une communauté d'utilisateurs disposés à participer et à investir du temps dans un projet de connaissances communes. Le développement de *wikis* reposent fréquemment sur l'utilisation de logiciels libres ou à code ouvert (Benker & Nissenbaum, 2006; Shade & Landry, 2012)

Recherche : Recherche d'informations en ligne (Denning, 2001) et contribution des chercheurs universitaires et des *think thanks* aux causes défendues. Pour les mouvements sociaux, internet est une ressource permettant de collecter des informations pertinentes en lien avec la cause défendue. S'y retrouvent également des informations sur leurs adversaires, des informations provenant d'autres mouvements sociaux, des études de cas, contexte historique, théories, données économiques ou environnementales, revues de presse (Costanza-Chock, 2003).

Réseautage : Recours aux réseaux numériques pour rassembler des militants de divers mouvements autour de causes communes (Denning, 2001). Formation de mouvements transnationaux et leur articulation dans une structure décentralisée. Génération ou expansion de réseaux horizontaux et indépendants où s'effectuent le partage d'informations et de ressources, l'organisation des actions, et la coordination des campagnes (Juris, 2007). Les médias sociaux permettent notamment de publier de manière virale des informations, des photos, des liens ou des vidéos, et d'organiser et coordonner des événements. Les informations publiées par les utilisateurs des médias sociaux peuvent être accessibles au public ou d'accès restreint (Diani, 1992, 2000; Shade & Landry, 2012; Youmans & York, 2012).

Surveillance inversée Utilisation des technologies de l'information et des communications pour exposer les malversations et imputer la responsabilité aux institutions en place (gouvernement, forces de l'ordre, multinationales) par le biais de la recherche, le journalisme et l'information citoyenne. Ces outils contrebalancent le panoptisme numérique (Drezner, 2010) en permettant d'observer les élites (Rosenkrands, 2004).

Vidéo témoin : Enregistrement et diffusion des abus, malversations et comportements non éthiques d'adversaires afin de les tenir imputables (violence policière, propos racistes, discrimination, corruption) (Shade & Landry, 2012).

Retour sur les pratiques

Ensemble, ces différentes pratiques viennent constituer un élargissement des « répertoires d'actions collectives » mobilisés par des militants dans le cadre de leurs activités sociales et politique (Tarrow, 1998). Un répertoire d'actions collectives est constitué de l'ensemble des initiatives pouvant être mobilisées par des militants inscrits dans des mouvements sociaux afin de réaliser des gains politiques. Il est appelé à s'élargir et à se modifier à mesure que de nouvelles tactiques de mobilisation sociale sont déployées et que les conditions sociales, culturelles et politiques à l'intérieur desquelles prennent place les activités militantes se modifient (Tilly, 1995; Tilly & Tarrow, 2007). Les usages militants des technologies médiatiques numériques favorisent l'émergence de ce que Costanza-Chock (2003) qualifie de « répertoires d'actions électroniques », c'est-à-dire l'élaboration de tactiques militantes reposant sur l'appropriation des opportunités de mobilisation sociale et d'action politique. Il n'est ainsi pas surprenant que des intérêts constitués (politiques et économiques) cherchent à restreindre ces opportunités : les formes de contrôles déployées à ces fins ont des incidences sur les modes de mobilisation sociale et constituent en elles-mêmes des enjeux de militance. Pour plus de détail, voir la section des pratiques de résistance à la gouvernance des technologies médiatiques numériques.

Notons que les pratiques recensées dans notre corpus ne correspondent pas à certaines des pratiques recensées sous cette catégorie. Les pratiques non représentées sont les suivantes :

- collecte de fonds,
- communication tactique,
- cyberterrorisme,
- éducation aux médias,
- événement-image.

Cependant, le nombre restreint des études de cas recensées ne permet pas de conclure que le recours à l'une ou l'autre de ces approches tactiques n'est pas encouragé dans le cadre d'autres pratiques du même type.

Présentation des organisations dont les activités s'apparent à des pratiques médiatiques alternatives

Les organisations présentées ci-dessous, ainsi que celles qui seront présentées dans la section suivante, ont fait l'objet d'une étude extensive. Une monographie de trente à quarante page a été réalisée pour chacune d'elles. Nous présentons ici le résumé de leurs principales caractéristiques.

Nom de l'organisation	Adbusters
Adresse	1243 West 7 th Avenue, Vancouver, BC, V6H 1B7, CANADA
Mandat	Adbusters est un organisme à but non lucratif canadien indépendant qui utilise le brouillage culturel comme pratique médiatique alternative afin de dénoncer « l'érosion de l'environnement mental et physique par les <i>forces commerciales</i> » ⁶ . Son mandat est d'éveiller la conscience des gens pour qu'ils se « fâchent contre la désinformation corporative, les injustices entraînées par les activités économiques » ⁷ et qu'ils passent ainsi du stade de spectateurs à celui d'acteurs se mobilisant contre ces forces commerciales.
Structure organisationnelle	Cofondé par Kalle Lasn et Bill Schmalz en 1989, Adbusters est un organisme à but non lucratif enregistré au Canada. Aucune donnée n'est présente sur le site web de l'organisme quant aux employés - seuls Kalle Lasn

⁶ Traduction libre : <https://www.adbusters.org/about/adbusters>

⁷ *Idem.*

	<p>(éditeur, fondateur) et Darren Fleet (éditeur senior) sont mentionnés.</p> <p>Des membres sont recrutés majoritairement pour leur soutien financier à l'organisme (Friends of the Foundation).</p> <p>Aucune précision sur la mobilisation bénévole.</p>
Revenu annuel	<p>Aucun rapport annuel n'est disponible en ligne.</p> <p>La principale source de financement est la vente du magazine (60 000 abonnés) et la vente de produits dérivés (kits, souliers, etc.). L'organisme est également financé par des dons personnels.</p>
Pratiques	<p>Cette organisation s'est développée autour d'une pratique médiatique alternative spécifique : le brouillage culturel. Le brouillage culturel part du principe que plusieurs codes culturels ont été <i>colonisés</i> par des secteurs de la société, et que les corporations les utilisent à leur avantage (Traduction libre : Jordan, 2002)</p> <p>Il s'agit donc, dans une optique de lutte sociale, de se réapproprier les codes, de réinterpréter les messages porteurs de pouvoir (publicité, messages politiques) en les brouillant, de manière à exposer les relations de pouvoir contestées. Selon Lasn, le brouillage culturel est une métaphore nécessaire pour arrêter le spectacle commercial, défaire sa syntaxe et la remplacer avec une nouvelle. Cette dernière porte en elle les instructions pour agir de manière différente dans le monde⁸.</p> <p>Adbusters utilise, d'un point de vue tactique, l'art comme moyen de contestation. Cette forme de mobilisation propose une réappropriation de l'espace public et occupe de ce fait l'environnement qu'il critique, transformant les logos et les slogans des</p>

⁸ Traduction libre : Lasn, K. (1999). *Culture Jam: How to Reverse America's Suicidal Consumer Binge - And Why We Must*. New York, NY: Haper Collins Publishers, p.101.

	<p>corporations en messages critiques de nature anticonsumériste.⁹</p> <p>De ce point de vue, le principe du brouillage culturel est utilisé dans de nombreuses activités de l'organisme :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Magazine Adbusters ; 2. Organisation de journées de contestation, d'appel au boycottage (Buy Nothing Day, par exemple) ; 3. Par la vente des souliers blackspot dans l'objectif de faire contrepoids aux grandes compagnies comme Nike et Converse. 4. La réclamation de l'accès à l'environnement médiatique canadien par le biais de la publicité, notamment.
Enjeux associés	<p>Surconsommation; mode de production capitaliste; pollution physique (environnementale); pollution mentale et psychologique; liberté d'expression; droit de communiquer; accès à la diffusion de publicités alternatives sur les ondes; homogénéisation culturelle.</p>
Théâtre(s) d'opérations	<p>Le magazine Adbusters est fait au Canada.</p> <p>Majorité de la clientèle au Canada et aux États-Unis - mais distribution de copies à l'international.</p>

Par ses pratiques de brouillage culturel, l'organisme Adbusters utilise l'art comme moyen de contestation pour déconstruire et dénoncer les effets destructeurs de surconsommation sur les environnements physique et mental. Ces enjeux sont omniprésents dans toutes les campagnes menées par l'organisme. Ainsi la revue bimensuelle publiée par l'organisme et l'affichage publicitaire mettent-ils de l'avant un *marketing des idées* où les logos et slogans sont détournés de leur sens initial pour soulever les enjeux de surconsommation, de pollution mentale et physique. L'organisation de journées de contestation (Buy Nothing Day, Occupy Wall Street) témoigne du désir de l'organisme de mobiliser des activistes autour d'actions symboliques basées sur ces mêmes enjeux. Finalement, Adbusters milite également pour une réforme du paysage

⁹ Traduction libre : Haiven, M. (2007). Privatized Resistance: AdBusters and the Culture of Neoliberalism. *Review of Education, Pedagogy, and Cultural Studies*, 29 (1), p.98.

médiatique canadien qui permettrait aux groupes activistes d'avoir accès aux espaces publicitaires en mettant de l'avant les enjeux de la liberté d'expression, du droit de communiquer, de la lutte contre l'homogénéisation culturelle.

Nom de l'organisation	Prometheus Radio Project
Adresse	401 S. Broad Street, P.O Box 421518, Philadelphia, PA, 19101, États-Unis
Mandat	Prometheus Radio Project est une organisation non gouvernementale qui a pour mandat principal de favoriser l'accès aux ondes radiophoniques et le contrôle des médias par les groupes communautaires.
Structure organisationnelle	Prometheus Radio Project est une organisation à but non lucratif formée de 6 employés, de 3 stagiaires (qui changent année) et de bénévoles, le tout, sous la supervision d'un conseil d'administration formé de 5 administrateurs. L'organisation a été fondée en 1998 par un regroupement de plusieurs stations de radio communautaires dans la région de Philadelphie.
Revenu annuel	Information non disponible sur le site web.
Pratiques	<p>Le mandat de l'organisme se développe autour de deux pratiques :</p> <p>(1) Accompagnement et mentorat auprès de gestionnaires de nouvelles stations de radio locale ou communautaire dans leur développement et dans leurs démarches d'obtention du permis de radiodiffusion</p> <p>(2) Lobbyisme et pression politique auprès du Congrès et de la FCC (Commission fédérale des communications, USA) afin de modifier la législation américaine pour favoriser l'accès aux ondes et le contrôle des médias par la communauté.</p> <p>Ces pratiques s'appuient sur 2 concepts généraux :</p> <p>(1) la radio est perçue comme un outil de justice sociale. L'expression via les médias est donc cadrée comme un outil visant à assurer une plus grande participation politique et démocratique. Elle est un outil de mobilisation autour d'enjeux locaux.</p> <p>(2) La radio, en plus d'être un outil d'émancipation sociale, est également un outil organisationnel pour la</p>

	construction d'un mouvement social.
Enjeux associés	Liberté d'expression; intérêt public; accès aux ondes; diversité; représentativité; démocratisation des médias; développement communautaire; politisation citoyenne;
Théâtre(s) d'opérations	<p>Principalement national (États-Unis) : Avec la nouvelle loi <i>Local Community Radio Act</i>, les actions de PRP se concentreront d'avantage dans le soutien et le développement de radios communautaires en milieu urbain, milieu actuellement peu développé (dans le domaine des radios communautaires) à la suite des décisions législatives prises par la FCC en 2000.</p> <p>International : De manière marginale, PRP offre son assistance technique à des groupes de radio locale ou communautaire dans les pays en voie de développement.</p>

Les pratiques du Prometheus Radio Project sont indubitablement liées aux enjeux soulevés par l'organisme. Effectivement, PRP milite d'une part auprès de la FCC afin de favoriser l'accès aux ondes et le contrôle médiatique par les communautés, et d'autre part, il offre une assistance technique sur le terrain pour faciliter la mise en place de radios communautaires en toute conformité. L'objectif étant ici de promouvoir la liberté d'expression, l'intérêt public, l'accès aux ondes et à un contenu médiatique diversifié et représentatif grâce à l'établissement de médias locaux, favorisant de ce fait le développement communautaire, la participation citoyenne et, plus largement, la participation à la vie sociale et démocratique.

Nom de l'organisation	Rabble.ca
Adresse	En 2012, rabble.ca employait du personnel en Colombie-Britannique, au Québec, en Ontario et à Washington DC. Rabble.ca est membre du <i>Centre for Social Innovation</i> à Toronto, du <i>W2 Community Media and Arts Central</i> à Vancouver et du <i>Under One Roof</i> à Ottawa où

	l'organisme dispose de locaux pour le travail et les rencontres. Leur boîte postale renvoie au <i>Centre for Social Innovation</i> (Suite 400, 215 Spadina Avenue, Toronto, ON, M5T 2C7, Canada)
Mandat	Rabble.ca est une organisation non gouvernementale canadienne qui se définit comme une source d'information progressiste, indépendante et publique. Elle a comme mandat principal la production et la distribution (gratuite) des nouvelles alternatives et progressistes ¹⁰ afin de donner voix à des acteurs marginalisés et d'exprimer des points de vue et des opinions occultés par les médias dits dominants.
Structure organisationnelle	Rabble.ca est enregistré au Canada comme un organisme à but non lucratif. Il a été fondé en 2001 par Judy Rebick (première éditrice en chef de Rabble.ca). L'organisme compte actuellement 18 employés sous la supervision de l'éditrice en chef et d'un comité consultatif (6 membres). Rabble.ca recrute également des stagiaires et mobilise des bénévoles.
Revenu annuel	Rabble.ca a eu un budget opératoire de 302 610\$ en 2012. 60% du revenu provient de partenaires financiers, 14% de dons individuels, 16% du membership et 7% de revenus publicitaires.
Pratiques	Cette organisation s'est développée autour d'une pratique médiatique alternative spécifique : l'utilisation du web comme plateforme d'actualité progressiste et alternative. Ainsi, il s'agit de développer un nouveau réseau de nouvelles militantes qui mettent de l'avant une « analyse alternative de l'actualité mettant de l'avant un cadrage basé sur une justice sociale, plutôt que sur les approches <i>marketing</i> des médias dits dominants qui restreignent la manière dont les nouvelles d'intérêt public sont traitées et débattues ». ¹¹

¹⁰ <http://rabble.ca/about/welcome>

¹¹ Traduction libre : Redden, J. (2011). Poverty in the News. *Information, Communication & Society*, 14 (6), p.820.

	<p>D'un point de vue <i>tactique</i>, cette pratique médiatique alternative s'appuie sur une <i>reconquête de l'espace public</i> dans l'optique de développer des pensées politiques progressistes et d'introduire des changements sociaux.</p> <p>(1) Diffusion d'information : le site de rabble.ca est un site d'actualités (écrits, vidéo, podcast) mettant un accent particulier sur l'interactivité entre les usagers du site web.</p> <p>(2) Mobilisation militante concrète: il s'agit de divers outils pour agir dans les événements activistes canadiens. (présence d'un calendrier d'événements, répertoire de pétitions électroniques, etc.)</p>
Enjeux associés	Accès à l'information; diversité de l'information; démocratisation des médias; intérêt public; liberté d'expression; qualité du journalisme; politisation/engagement citoyen.
Théâtre(s) d'opérations	<p>Canada.</p> <p>10% du lectorat est américain</p>

Les pratiques de rabble.ca se concentrent sur deux enjeux principaux : l'accès à de l'information alternative de qualité comme vecteur de mobilisation politique citoyenne. Les pratiques de l'organisme visent donc une reconquête de *l'espace public* perçu comme restreint par les grosses corporations et les médias dits dominants. Il propose de ce fait un modèle de nouvelles basé sur l'accès, la gratuité, l'interaction, et la diversification de l'information.

- (1) Accès à l'information - les articles sont disponibles gratuitement. De plus, les notions de gratuité et d'accès sont directement liées, dans le discours de l'organisme, à la notion de progrès, de justice sociale et de démocratie.
- (2) Démocratisation des médias : la structure participative du site web témoigne de ce souci de rendre floue la frontière entre lecteurs et contributeurs afin « de créer un espace propice à la discussion, à l'exploration de passions politiques et à l'expansion des idées »¹².

¹² Traduction libre : <http://rabble.ca/about/landing>

- (3) Diversification de l'information : Rabble.ca existe principalement pour « traiter des nouvelles d'un point de vue souvent délaissé par les médias dits dominants ».¹³
- (4) Interaction : Finalement, la notion d'interaction semble centrale dans le travail de rabble.ca, notamment par l'établissement de la section du site web exclusivement consacrée à l'échange sur différents sujets.

Nom de l'organisation	WITNESS
Adresse	80 Hanson Place, 5th Floor, Brooklyn, New York, États-Unis.
Mandat	WITNESS est une organisation non gouvernementale basée aux États-Unis qui utilise la vidéo et les technologies médiatiques numériques dans une optique de promotion et de défense des droits humains.
Structure organisationnelle	Organisme de charité enregistré aux États-Unis. Emploie une trentaine de personnes, et mobilise un réseau de bénévoles. Cofondé en 1992 par le musicien britannique Peter Gabriel. L'organisme ne fait pas référence à des possibilités de membership.
Revenu annuel	5 millions de dollars (juin 2011-Juin 2012). Les principales sources de financement proviennent des fondations (1,98 million de dollars US), d'activités de financement (1,2 million de dollars US), et de donateurs individuels (0,96 million de dollars US)
Pratiques	Cette organisation s'est développée autour d'une pratique médiatique alternative spécifique : l'enregistrement et la diffusion tactique de vidéos exposant des violations des droits humains, le plus souvent le fait des forces policières ou d'agents gouvernementaux. Cette pratique est qualifiée par l'organisation de « plaidoyer par la vidéo », soit « un

¹³ Traduction libre : www.rabble.ca/about/welcome

	<p>processus qui va apporter des changements dans les politiques, la loi ou le comportement de personnes » par l'utilisation de « médias visuels comme un outil ciblé qui encouragera les gens à créer du changement ». ¹⁴ À cette fin, WITNESS distribue des caméras, envoie des gens sur les lieux pour assurer la formation des organisations locales et des militants à la production médiatique et à la distribution tactique de contenu, et offre des ressources en ligne, des collections de vidéos ainsi que des boîtes à outils.</p> <p>D'un point de vue tactique, cette pratique médiatique alternative s'appuie sur deux principes généraux :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Témoigner, en faisant la lumière et en apportant la preuve, notamment de la brutalité, de la corruption et des malversations, essentiellement en ce qui concerne l'État et la répression policière. 2. La mobilisation de la honte, une idée qui, citant McLagan, « repose sur l'idée qu'en exposant l'écart entre des normes autoproclamées et des comportements, des militants peuvent humilier les États et les forcer ainsi à changer leur comportement » (traduction libre, 2006: 196). <p>Les vidéos produites ont six principaux publics:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les tribunaux et autres instances judiciaires: les vidéos sont utilisées comme preuve dans les procédures judiciaires. 2. Les organes législatifs et exécutifs: les vidéos sont utilisées pour sensibiliser les décideurs de niveaux national et international. 3. Les institutions de défenses des droits humains des Nations Unies et les ONG internationales travaillant
--	--

¹⁴ <http://www.witness.org/about-us/video-advocacy>

	<p>sur les droits humains: encore une fois, les vidéos sont utilisées comme preuves et outils de prise de conscience.</p> <p>4. Les institutions financières internationales et les organismes d'aide économique: les vidéos sont utilisées afin d'influencer les décisions politiques, pour étayer des rapports et des recommandations.</p> <p>5. Les groupes de solidarité et les organismes communautaires, notamment afin de contribuer au développement de liens sociaux.</p> <p>6. Les médias: ceux-ci servent à amplifier les voix des victimes, à humilier des adversaires et à exposer des violations des droits fondamentaux.</p>
Enjeux associés	<p>Blocage de sites web où sont diffusées les vidéos par les autorités; arrestations de blogueurs et menaces contre les cybermilitants; assurer la préservation de la confidentialité des communications et de l'anonymat des témoins et des activistes apparaissant sur les vidéos; préserver et assurer l'authenticité des contenus; retrait de vidéos de plateformes de médias sociaux pour violation des conditions d'utilisation; usages militants (remix) de productions culturelles jugées incompatibles avec des standards de droits d'auteur; législations nationales incompatibles avec la protection de la liberté d'expression et la protection de la vie privée.</p>
Théâtre(s) d'opération	<p>International. L'organisation est active dans plus de 80 pays.</p>

La pratique de la vidéo plaidoyer a pour objectif d'agir à titre de source alternative d'information militante et comme preuve juridique valable pour tenir les forces de l'ordre imputables de leurs *violations* des droits humains. En premier lieu, il est nécessaire de noter que les enjeux centraux entourant le plaidoyer par la vidéo restent la crédibilité et la sécurité de celle-ci pour les militants; c'est-à-dire qu'elle doit à la fois assurer la préservation de la confidentialité des communications et l'anonymat des témoins et activistes et assurer l'authenticité de son contenu. Il reste néanmoins que cette pratique rencontre de nombreux obstacles à sa pratique optimale, particulièrement à l'heure du numérique. Effectivement, ces obstacles sont reliés à la gouvernance

d'internet (retrait de vidéos pour violation aux conditions d'utilisation, blocage de sites web), à la censure (arrestations de blogueurs et menaces contre les cybermilitants), aux normes de protection de la propriété intellectuelle (remix de productions culturelles) et aux législations nationales répressives (incompatibilité avec la protection de la liberté d'expression et de la vie privée).

Choix des organisations : enjeux et synthèse

Au moment de documenter plus finement les activités des différentes organisations, il est apparu que certaines d'entre elles avaient pu être mal classées au départ. C'est le cas des organisations de Reporters sans frontières et Article 19 qui ont donc migré vers la seconde catégorie de pratiques, associées plus nettement aux enjeux de gouvernance. La difficulté de classement tient au fait que les critères distinctifs des deux types de catégories ne sont pas de même nature : les pratiques médiatiques alternatives se distinguent par le recours aux outils que constituent les technologies médiatiques numériques alors que les pratiques de résistance se caractérisent par le type d'enjeux qu'elles revendiquent. Certaines organisations militant sur des enjeux de gouvernance peuvent bien évidemment recourir à des technologies médiatiques numériques pour s'organiser et mobiliser leurs troupes. Dans ce cas, nous avons retenu le critère de l'enjeu pour départager les organisations.

SECTION 2 - Pratiques de résistance à la gouvernance des technologies médiatiques numériques

Cette seconde section du rapport reprend la structure de la première : le concept de « pratiques de résistance à la gouvernance des technologies médiatiques numériques » est présenté; le détail des catégories de pratiques qu'il évoque suit; les organisations s'inscrivant dans ces pratiques sont présentées.

Pratiques de résistance à la gouvernance des technologies médiatiques numériques

Par « pratiques de résistance à la gouvernance des technologies médiatiques numériques », nous entendons les démarches collectives entreprises par des individus et des organisations de mouvements sociaux afin d'influencer, de contester et de modifier des pratiques, des normes et des effets de la gouvernance des technologies médiatiques numériques. Les acteurs de ces pratiques réclament l'accès aux technologies et aux institutions régulatrices afin de participer à l'élaboration des politiques et des réglementations les concernant, et refusent la criminalisation et la marginalisation des usages novateurs, imprévus, alternatifs, spontanés et radicaux socialement constitués de ces technologies (McChesney, Newman & Scott, 2005 ; Lessing, 2008 ; Zittrain, 2008).

La liste suivante regroupe les principales catégories de pratiques de résistance à la gouvernance des technologies médiatiques numériques soulevées par la littérature.

1. Alternatives technologiques
2. Appel à la mobilisation
3. Cadrage médiatique
4. Collecte de fonds
5. Contestation publique
6. Contestation juridique
7. Dénonciation publique
8. Développement de standards et de normes informatives
9. Diffusion
10. Formation
11. *Hacktivism*
12. Lobbying politique

- 13. Participation aux instances de gouvernance
- 14. Recherche
- 15. Réseautage
- 16. Veille des informations

Typologie des pratiques étudiées

L'activisme politique visant les technologies de l'information et de la communication est particulier en ce sens que les moyens de mobilisation utilisés constituent en même temps le sujet de la contestation.

Alternatives technologiques : Développement, pour les militants et les citoyens, d'infrastructures de communication numériques alternatives qui facilitent l'accès et l'auto-organisation en ligne. Basées sur des principes d'organisation ascendante et autonome, ces initiatives visent à résister à des mesures contraignant l'accès ou l'usage libre des technologies (Hintz, 2012) ou encore à déjouer la surveillance. Les collectifs populaires d'innovations technologiques fournissent aux individus et aux groupes des serveurs et réseaux sans fil, des interfaces web (listes, sites web de diffusion, hébergement) et des points d'accès internet gratuits. Ces infrastructures peuvent être ponctuelles (campagne spécifique) ou de longue durée. Ces conceptions sont innovantes tant au niveau matériel que symbolique en fournissant des infrastructures et des ensembles de règles alternatifs. L'objectif est de court-circuiter les réglementations et d'élargir les espaces non-réglés ainsi que la mise à l'agenda de thèmes comme la protection de la vie privée, la propriété intellectuelle et l'accès à l'information (Milan & Hintz, 2012).

Contournement de la censure : Actions utilisées pour contourner la censure officielle lorsque cette dernière contredit les principes de droit à la vie privée, de liberté d'expression, de libre accès ou de libre circulation de l'information relatifs aux technologies médiatiques numériques. Les moyens utilisés incluent les proxys pour contourner les goulots ainsi que l'utilisation de mêmes (des concepts, images et idées se propageant de manière virale) pour échapper au filtrage des données par les passerelles (Deibert, 2013).

Laboratoires d'innovations : Partage entre groupes de militants de compétences techniques et de fichiers informatiques. Création de nouveaux groupes d'affinités, utilisation de produits « libres », développement de médias indépendants et promotion de moyens de relation et de production sociale alternatifs (Milan & Hintz, 2012). Les ateliers de médias parallèles comme ceux organisés dans le cadre d'événements comme les sommets constituent pour les groupes de résistance à la gouvernance des technologies numériques des possibilités d'apprendre et de partager leurs compétences techniques et théoriques en faisant la promotion de la production des médias indépendants.

Appel à la mobilisation : Processus de cadrage motivationnel qui consiste à offrir aux militants des raisons de s'engager dans une action collective, un « appel aux armes » (Benford & Snow, 2000). Réseautage, recrutement et motivation des adhérents et partisans à passer à l'action. Utilisation des technologies internet ou d'autres communications électroniques pour faciliter les efforts de mobilisation relatifs aux actions collectives. Cela comprend les appels à l'action

distribués par courrier électronique, listes de diffusion, sites web, sessions de clavardage, ainsi que sur les réseaux sociaux (Costanza-Chock, 2003; Van Laer & Van Aelst, 2010).

Appel au boycottage : Mot d'ordre lancé par des individus ou des groupes à ne plus utiliser les services ou les produits d'une entreprise dont les valeurs ou les actions contredisent celles des instigateurs de la démarche. Ou encore à adopter des habitudes de consommation en lien avec ces mêmes valeurs (*buycott*). Dans le secteur des communications, les appels au boycott ciblent fréquemment les entreprises produisant des logiciels propriétaires, les fournisseurs de services internet détenant des positions prédominantes dans un marché, et des entreprises de technologies dont les actions sont contestées (Van Laer & Van Aelst, 2010).

Cadrage médiatique : Articulation collective d'arguments et de cadres, et développement de contre-cadres relatifs aux enjeux de la gouvernance des technologies médiatiques numériques (Garrett, 2006; McAdam, McCarthy, & Zald, 1996; Breindl, 2012; Hintz, 2012). Sélection de certains aspects d'une réalité rendus saillants dans un texte médiatique de manière à promouvoir une définition particulière d'un problème (Entman, 1993). Processus de collaboration au cours duquel les journalistes et leurs sources négocient la formation d'un texte médiatique (Hannigan, 2006). Seuils de sélection rédactionnelle imposés aux organisations de mouvements sociaux qui aspirent à la diffusion de leurs cadres de l'action collective via les médias de masse (Benford & Snow, 2000).

Collecte de fonds : Activités menées avec comme but d'amasser des fonds devant servir à la militance sur des enjeux de gouvernance des technologies médiatiques numériques (Van Laer & Van Aelst, 2010).

Contestation publique : Tactiques de protestation, de mobilisation et de perturbation, visant à interagir avec les institutions ou autres acteurs de manière conflictuelle, exprimant une opposition fondamentale soit à une politique particulière, une attitude générale, à des débordements, ou au processus politique en tant que tel (Breindl, 2010; Milan & Hintz, 2012; Löblich & Wendelin, 2012).

Contestation juridique : Mobilisation des tribunaux afin de soutenir une cause, un individu ou des groupes, fréquemment contre des acteurs gouvernementaux, des agences réglementaires ou des entreprises privées (Postigo, 2010). Dans le secteur des communications, cette pratique se rencontre fréquemment dans la défense des libertés civiles dans les environnements numériques et dans la contestation des règles ou des poursuites touchant au droit d'auteur (Monographie *Electronic Frontier Foundation*. Letellier, 2013).

Dénonciation publique : Accusation motivée par l'intérêt public visant à porter à la connaissance d'instances officielles, d'associations ou des médias, les

pratiques illégales, immorales ou illégitimes d'une organisation, d'une institution ou d'un État (Near & Miceli, 1995; Jubb, 1999; Slobbe & Verberkt, 2012). Contestation des processus politiques, des actions, des règlements ou des législations en matière de gouvernance des technologies médiatiques numériques.

Développement de standards et de normes informatives : Modification des infrastructures légales et normatives dans un but de compatibilité plus grande avec les valeurs prônées par les mouvements (Liebowitz, 2003; Montgomery & Fitzgerald, 2006). Dans le cas des *Creative Commons*, on établit une architecture technologique en parallèle à l'architecture technolégale. Ce processus juridique, mais également technique, est ouvert afin de permettre la participation de la population. Les licences *Creative Commons* permettent à l'auteur de moduler ses droits en fonction de ses intérêts (monographie *Creative Commons*. Letellier, 2013).

Diffusion : Création par les militants de sites web, de plateformes de rédaction collaborative (*wikis*) et de listes de diffusion pour recueillir, analyser, produire et transmettre les informations politiques pertinentes (Denning, 2001). Diffusion de matériel argumentaire venant soutenir la cause par la publication de rapports, l'organisation de conférences, le travail avec les médias ainsi que la collaboration avec les communautés. Les informations obtenues de la part des institutions circulent parmi les activistes, par le biais de listes de distribution par courriel, mais aussi sur les forums de discussion, les sites de publication ouverte et par téléphone (Breindl, 2012).

Formation : Développement et prestation d'informations en ligne et d'ateliers offerts aux militants et à la population portant notamment sur la compréhension et l'interprétation de politiques publiques et de documents juridiques, les logiciels à code ouvert et les licences alternatives, dépannage relié aux infrastructures matérielles, et constitution de trousseaux d'outils (Shade & Landry, 2012).

Éducation populaire : Sensibilisation du public autour d'enjeux de la communication par le développement de stratégies pédagogiques diversifiées et la diffusion d'informations. Les démarches d'éducation populaire les plus courantes touchent à la concentration de la propriété des médias, aux règles et politiques qui encadrent l'usage des technologies médiatiques numériques et le secteur des industries culturelles, la propriété intellectuelle, et les droits et libertés dans les environnements numériques (Flowers, 2005).

Hacktivism : Techniques de hacking (DoS, détournement de site web) utilisées à des fins politiques comme moyen de représailles envers les acteurs des institutions qui violent les droits fondamentaux des individus relativement à la gouvernance des technologies numériques. Contrairement au *hacking* où les individus agissent dans l'anonymat, les cibles sont souvent prévenues de la

manœuvre et l'action est généralement revendiquée par ses auteurs (Dominguez, 2002). Certains hacktivistes possédant une grande expertise pratique gagnent également une couverture par les médias de masse grâce à leurs *hacks* spectaculaires mettant au jour des problèmes de sécurité dans le traitement des données personnelles par des administrations publiques et des entreprises (Löblich & Wendelin, 2012).

Attaque par déni de service (DoS) : Diverses tactiques qui portent atteinte à la disponibilité d'un système (Samuel, 2004; Anderson, 2008; Slobbe & Verberkt, 2012). L'attaque par déni de service distribué (DDoS) est effectuée au moyen d'un logiciel qui utilise un réseau d'ordinateurs zombies (*Botnet*). Ce réseau constitué de milliers d'ordinateurs personnels infectés par des logiciels malveillants est placé sous le contrôle d'un individu en charge de lancer l'attaque par déni de service (Shade & Landry, 2012; Slobbe & Verberkt, 2012). Quand les cibles sont des entreprises qui s'appuient sur les ventes en ligne, ces actions peuvent avoir un impact économique, mais également symbolique (Costanza-Chock, 2003; Benkler, 2011; Hintz, 2012).

Lobbying politique : Pressions et contacts politiques effectués auprès de représentants élus dans le but de les convaincre de modifier leur position sur des enjeux de gouvernance des technologies médiatiques numériques ou d'adopter une position spécifique. Les lettres en version électronique envoyées aux représentants élus ainsi que les pétitions en ligne sont les formes les plus souvent recensées (Costanza-Chock, 2003; Della Porta & Mosca, 2005).

Participation aux instances de gouvernance : Participation de la part de membres de groupes militants aux processus par lesquels les normes, règlements et lois encadrant les technologies médiatiques numériques sont définies et appliquées. Les contacts personnels, en particulier avec des initiés au sein de ces instances, sont utiles pour obtenir rapidement des informations sur le processus d'élaboration des politiques (Hintz & Milan, 2009; Breindl, 2012).

Représentation politique : Stratégie d'un groupe militant visant à intégrer un des organes d'un système politique en se faisant élire ou à créer son propre parti afin de participer de l'intérieur au processus d'élaboration des politiques législatives (Löblich & Wendelin, 2012).

Recherche : Usage des technologies de l'internet pour collecter des informations relatives aux causes défendues par les organisations de mouvements sociaux (Denning, 2001). Contribution des chercheurs des milieux universitaires et des *think thanks* aux mouvements de défense des droits numériques et de réforme des médias par la recherche sur les enjeux associés à la gouvernance des médias numériques (Postigo, 2010). Les articles scientifiques et les rapports produits par les chercheurs ou les mouvements eux-mêmes visent à informer les journalistes et la population, mais également les instances de régulations nationales et internationales. (Monographie *Electronic Frontier Foundation*. Letellier, 2013).

Certains mouvements mettent à la disposition du public des banques de données à même leur site web (Monographie *Creative Commons*. Letellier, 2013).

Réseautage : Recours aux réseaux numériques pour rassembler des militants de divers mouvements autour de causes communes (Denning, 2001). Formation de mouvements transnationaux et leur articulation dans une structure décentralisée. Génération ou expansion de réseaux horizontaux et indépendants où s'effectuent le partage d'informations et de ressources, l'organisation des actions, et la coordination des campagnes dans le but d'influencer les résultats internationaux et des politiques nationales (Juris, 2007; Kahler, 2009; Mueller, 2010).

Veille des informations : Surveillance par les militants des sites d'actualités et des pages web officielles et collecte des informations pertinentes en regard de la cause. Cette collaboration que Karanovic (2008) nomme *collective vigilance* renvoie à l'usage des technologies numériques comme leviers pour les contributions individuelles impliquées dans l'archivage de grandes quantités d'informations nécessaires à des campagnes parfois transnationales (Breindl, 2012).

Retour sur les pratiques

Dans l'ensemble, ces catégories de pratiques peuvent être classées, suivant Hintz & Milan (2009), en trois grandes catégories de positionnement des acteurs qui les mobilisent :

INTERNE	<ul style="list-style-type: none"> • Attitude coopérative : un engagement actif dans les processus politiques à travers la militance et la participation dans les processus multipartenaires. • Les institutions et les arènes politiques sont perçues comme des sites où des gains peuvent être réalisés. • Les acteurs acceptent les règles du jeu et reconnaissent les institutions auxquelles ils participent comme étant des détenteurs légitimes de pouvoir.
	<ul style="list-style-type: none"> • Action conflictuelle : les « interactions » avec les institutions se font par la protestation, la perturbation, les campagnes de mobilisation et la pression du public de «

EXTERNE	<p>l'externe ». Ce positionnement résulte de deux possibilités:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ soit parce que les groupes n'ont pas accès aux institutions et sites de gouvernance; ○ ou parce qu'ils rejettent les règles du jeu liées à ces institutions et ne les reconnaissent pas comme interlocuteurs légitimes.
AU-DELÀ	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune interaction avec les processus politiques, pas de dialogue avec les institutions. « Court-circuite » la réglementation et vise l'expansion des espaces non réglementés. • Positionnement se concentrant sur l'action préfigurative: il vise à concevoir et à créer un système différent, à la fois aux niveaux « matériel » et « symbolique », mise en place d'infrastructures alternatives et de définitions de normes alternatives.

Traduit et adapté de Hintz & Milan, 2009.

Dans la section qui précède la conclusion et qui revient sur le choix des organisations, nous reviendrons sur les liens que nous pouvons établir entre celles-ci et la typologie présentée dans le tableau de Hintz et Milan.

Mentionnons par ailleurs que notre corpus ne comprend pas certaines des pratiques recensées. Les pratiques non représentées sont les suivantes :

- contestation publique,
- désobéissance civile électronique,
- formation,
- représentation politique.

Il est enfin à noter que certaines pratiques se retrouvent dans les deux catégories de pratiques : pratiques alternatives et pratiques de résistance. C'est le cas par exemple de la recherche, de la communication tactique, de la collecte de fonds et du cadrage médiatique. En effet, nos catégories de pratiques ne sont pas mutuellement exclusives puisque les critères qui les déterminent ne sont pas de même nature, comme nous l'avons expliqué plus tôt.

Présentation des organisations dont les activités s'apparentent à des pratiques de résistance à la gouvernance des technologies médiatiques numériques

Nom de l'organisation	Article 19
Adresse	Bureau principal: 60 Farringdon Road, London, Ec1R 3Ga, UK
Mandat	Article19 ancre ses pratiques dans la défense de la liberté d'expression et de la liberté de presse dans une optique de promotion et de défense des droits humains.
Structure organisationnelle	<p>Article 19 est une société caritative créée par un acte constitutif le 5 février 1987 et enregistrée auprès de la <i>Companies House</i> (N°2097222) et de la <i>Charity Commission</i> (N° 327421). L'organisme est dirigé par un Conseil d'administration international (administrateurs en vertu du droit des sociétés).¹⁵</p> <p>L'organisme a été fondé en 1987 par Aryeh Nieier et Martin Ennals. Kevin Boyle en a été le premier directeur général. L'organisme compte quelque 80 employés à travers le monde sous la direction d'Agnès Callamard (directrice générale) et d'un conseil d'administration dirigé par Catherine Smadja. Article 19 recrute des stagiaires et mobilisent occasionnellement des bénévoles (aucun détail sur leurs activités).</p> <p>Article 19 a également des membres qui se réunissent tous les quinze mois dans une assemblée générale.</p>
Revenu annuel	<p>2 155 702 euros en 2011</p> <p>Les principales sources de financement sont les collectes de fonds et les dons d'organismes (Ford Foundation, Open Society Institute, etc.).</p>

¹⁵ Traduction libre : <http://www.article19.org/pages/fr/governance.html>

Pratiques	<p>Cette organisation s'est développée autour d'une pratique juridique de défense des droits à la liberté d'expression. Elle mobilise le principe comme tactique afin de tenir imputables les gouvernements répressifs, les tribunaux et autres instances juridiques et les forces policières.</p> <p>Article 19 agit donc à titre d'autorité morale et met un accent particulier sur l'application de l'Article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Effectivement, soutenant que la législation est un outil essentiel afin de faire reconnaître la liberté d'expression, Article 19 s'assure de fournir des évaluations juridiques sur les nouvelles pratiques de droit international et s'assure que les lois concernant la liberté d'expression et la liberté d'information soient conformes aux normes internationales via différentes actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • par l'analyse et l'amélioration de projets de loi existants ; • soumission de mémoire <i>d'amici curiae</i> et assistance juridique en plaçant des affaires qui ont fait jurisprudence au Comité des droits de l'homme des Nations Unies, à la Cour européenne des droits de l'homme et dans les tribunaux nationaux ; • en menant des campagnes pour la création de mécanismes internationaux de contrôle des droits de l'homme ; • en produisant des documents analytiques sur les normes internationales • en contribuant au développement de politiques ;¹⁶ • par les pratiques de surveillance inversée.
Enjeux associés	<p>Liberté d'expression; liberté de la presse; liberté d'accès à l'information; diffamation; consolidation médiatique; régulation de la presse par les gouvernements; censure de la part de gouvernements oppressifs; violence faite aux journalistes et travailleurs</p>

¹⁶ Traduction libre : <http://www.article19.org/resources.php?lang=en>

	des communications; anonymat et protection des sources; droit de savoir; surveillance gouvernementale sur les nouveaux médias; propriété intellectuelle dans les nouveaux médias; intérêt public.
Théâtre(s) d'opération	International. Présence de bureaux sur cinq continents. Article 19 travaille également auprès de la communauté internationale (ONU, Union Africaine, Organisation des États d'Amérique, Union Européenne, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe).

De manière concrète, l'organisme Article19 surveille les pratiques de communication à l'échelle internationale et veille à ce que celles-ci soient en conformité avec les droits de la liberté d'expression et de la liberté de presse. En ciblant spécifiquement les pays aux prises avec des régimes oppressifs, Article19 oriente ses pratiques pour tenir imputables les forces de l'ordre de violations de la liberté d'expression, soulevant des enjeux relatifs à la liberté de l'information et au respect de l'intégrité physique ou morale des individus. De plus, Article19 se pose comme observateur des mutations autour des technologies de l'information et de communication, soulevant de ce fait les enjeux de la surveillance gouvernementale et l'application des lois sur la propriété intellectuelle comme des menaces à la liberté d'expression sur les nouveaux médias.

Nom de l'organisation	Creative Commons
Adresse	444 Castro Street, Suite 900, Mountain View, CA 94041, États-Unis
Mandat	Creative Commons est une organisation non gouvernementale basée aux États-Unis, qui se donne comme mandat de réformer la structure législative entourant les lois de copyright/propriété intellectuelle.

Structure organisationnelle	Il s'agit d'une organisation non gouvernementale à statut caritatif enregistrée aux États-Unis ¹⁷ . Creative Commons compte une cinquantaine d'employés, incluant les membres du conseil d'administration (18), s basés aux États-Unis, des consultants ainsi que des coordonnateurs régionaux en poste sur les différents continents. L'organisme, composée de bénévoles et de membres (soutenant financièrement l'organisme) a été cofondée par Lawrence Lessig, Jonathan Zittrain et Eric Eldrer en 2002.
Revenu annuel	6 millions de dollars en revenus (pour l'année 2011). Les plus grandes sources de financement sont les subventions de fondations (William & Flora Hewlett Foundation), les dons corporatifs (Google, Nature Publishing Groupe, Red Hat Inc).
Pratiques	<p>Cette organisation s'est développée autour d'une tactique <i>technolégale</i> contre les éléments restrictifs de la loi du copyright dans les médias numériques (Postigo, 2005). Concrètement, les licences Creative Commons permettent de redéfinir la relation entre le créateur et l'utilisateur en proposant des <i>contrats flexibles</i> s'inscrivant à l'intérieur de la loi du copyright, mais qui permettent aux créateurs de choisir les droits à <i>céder</i>.</p> <p>Ainsi, Creative Commons « développe, supporte et gère des infrastructures techniques et légales qui maximisent la créativité, le partage et l'innovation dans le monde numérique »¹⁸. Les licences sont gratuites et accessibles facilement pour tous et sont disponibles pour plusieurs domaines d'activités (arts, médecine, science, etc.) à l'exception de celui de la programmation/logiciels informatique, dont l'expertise est laissée à la Free Software Foundation et à son Copyleft.</p>
Enjeux associés	Protection du domaine public dont le matériel et le travail créatif font historiquement partie intégrante

¹⁷ <http://creativecommons.org/about>

¹⁸ Traduction libre : <http://creativecommons.org/ourmission>

	(Lessig, 2003); droits de propriété intellectuelle; partage; innovation
Théâtre(s) d'opération	Creative Commons est basé aux États-Unis, mais est actif dans plus de 70 pays. Le théâtre d'opérations est conséquemment international.

Les pratiques de l'organisme Creative Commons sont directement liées à une critique de l'état actuel des lois sur la propriété intellectuelle. Effectivement, Creative Commons soutient que la structure législative entourant la protection intellectuelle n'est plus adaptée au contexte technologique et, de ce fait protège les forces du marché au lieu du domaine public. Ainsi, la criminalisation du partage d'*information* ou de *travail créatif* a nécessairement des impacts négatifs sur le « potentiel de développement et de productivité amené par le web. »¹⁹

Nom de l'organisation	Electronic Frontier Foundation
Adresse	San Francisco (bureaux principaux) : 815 Eddy Street, San Francisco CA 94109, États-Unis Washington: 1818 N Street, NW, Suite 410, Washington DC 20036, États-Unis
Mandat	L' <i>Electronic Frontier Foundation</i> (EFF) est une organisation non gouvernementale présentée par la littérature comme un groupe de <i>chiens de garde</i> des droits civils sur internet. Les actions entreprises par l'organisation visent tant à surveiller les institutions, qu'à mobiliser les citoyens autour de certaines problématiques, qu'à agir pour restreindre l'effet de projets de loi sur la population civile.
Structure organisationnelle	L'Electronic Frontier Foundation est une organisation non gouvernementale à statut caritatif enregistrée aux États-

¹⁹ Traduction libre : www.creativecommons.org/about

	<p>Unis fondée en 1990 par Mitch Kapor, John Gilmore et John Perry Barlow. EFF compte une quarantaine d'employés, quelques stagiaires sous la direction d'un conseil d'administration. Parmi les membres du conseil d'administration, notons la présence de Jonathan Zittrain (cofondateur de l'organisation Creative Commons), John Perry Barlow et John Gilmore. Le <i>Advisory Board</i>, quant à lui, est formé de 25 membres, dont Mitch Kapor (cofondateur - non présent dans le conseil d'administration de l'organisme).</p>
Revenu annuel	<p>3 676 087 dollars US (juillet 2009 à juin 2010).</p> <p>Subventions de fondations représentent 26% du revenu total de l'organisme; la cotisation de membership, 27%; dons majeurs d'individus, 16%; contributions corporatives, 12,7%.</p>
Pratiques	<p>La principale pratique de l'Electronic Frontier Foundation est le cadrage. Comme le web est un territoire <i>flou</i> en matière de législation, les batailles juridiques menées par l'organisme visent à défendre le droit des utilisateurs (en opposition à la notion de consommateur), mais surtout à établir, à légitimer un nouveau cadrage des activités sur le web, considérant le code comme une forme d'expression et, de ce fait, protégé par le Premier Amendement.</p> <p>La construction d'un cadrage centré sur l'utilisateur et mettant de l'avant le "fair use" fait directement référence au cadrage des individus non pas comme consommateurs, ni comme pirates, mais comme utilisateurs et admirateurs de matériel. L'idée dernière la redéfinition de ce cadre est de reconstruire, réinterpréter la relation entre l'utilisateur et l'objet culturel ou médiatique.</p> <p>EFF agit principalement auprès</p> <ul style="list-style-type: none"> - des organes législatifs et exécutifs aux États-Unis (FCC, NSA, par exemple) ; - diffuse également de l'information auprès des citoyens ; - fait pression auprès des médias pour que les

	problématiques traitées par l'organisme soient couverts.
Enjeux associés	Liberté d'internet; copyright; protection de la vie privée, protection des droits humains sur les nouvelles plateformes numériques; liberté d'expression; censure en ligne; contrôle du flux d'information, droit à la vie privée; neutralité du web; cybersurveillance; anonymat.
Théâtre(s) d'opération	États-Unis

L'essentiel de la relation entre les pratiques de l'Electronic Frontier Foundation et les enjeux mis de l'avant par celle-ci repose sur la défense de la *liberté d'internet* (comprise comme dans la Déclaration d'Indépendance de John Perry Barlow). Ainsi, les actions tenues par l'organisme visent-elles majoritairement à dénoncer les pratiques de surveillance par le gouvernement, ses entraves à la protection de la vie privée, la censure en ligne, le contrôle du flux de l'information par les corporations; à cadrer le citoyen du net non pas comme un consommateur (le criminalisant de ce fait pour un usage novateur technologies et l'usage illicite de matériel culturel protégé par le droit d'auteur), mais comme un utilisateur (cadrant donc les pratiques des utilisateurs comme relevant du droit à la liberté d'expression) ; ainsi qu'à promouvoir la neutralité du Net.

Nom de l'organisation	Free Press
Adresse	Free Press: 40 Main St., Suite 301, Florence, MA 01062, États-Unis Free Press Action Fund: 1025 Connecticut Ave. NW, Suite 1110, Washington, DC 20036, États-Unis
Mandat	Free Press est une organisation non gouvernementale basée aux États-Unis qui milite pour une réforme des médias. En mobilisant la société civile (Free Press) et par ses activités de lobbying électronique (Free Press Action Fund), l'organisme milite pour un plus grand

	interventionnisme de la part de l'État dans le paysage médiatique, notamment par la mise en place de politiques et de structures législatives favorisant un plus grand intérêt public. En bref, il s'agit de cadrer le journalisme comme un bien public.
Structure organisationnelle	<p>Free Press est une organisation non gouvernementale à statut caritatif enregistrée aux États-Unis. Fondée par Josh Silver, John Nichols et Robert W. McChesney en 2003, l'organisation est maintenant sous la direction de Craig Aaron (pdg). Les trois membres fondateurs siègent néanmoins toujours au conseil d'administration.</p> <p>Free Press et Free Press Action Fund emploient plus d'une trentaine d'employés, forment plusieurs stagiaires annuellement (4 programmes de stage offerts) et mobilisent des bénévoles. Une cotisation est demandée aux membres de l'organisme.</p>
Revenu annuel	<p>Free Press : 4 348 649 de dollars US</p> <p>Free Press Action Fund : 435 561 de dollars US (d'après le rapport financier de l'année 2011) FP & FP Action Fund (FPAF) se font majoritairement financer par des dons individuels - membership - (4,83%), par des dons d'organisme de charité & levées de fond (93,91%) ainsi que par des revenus sur l'investissement (1,26%).</p>
Pratiques	<p>Les activités menées par Free Press et Free Press Action Fund peuvent être divisées en trois catégories distinctes : les activités reliées à la recherche ; à la mobilisation citoyenne ; et au lobbying.</p> <p>(1) Activités de recherche : surveillance inversée (avancées législatives en matière de politiques médiatiques), recherche sur les politiques publiques.</p> <p>(2) Mobilisation citoyenne : pétitions en ligne/ lobbying électronique, surveillance inversée (fournir aux activistes quelques documents permettant d'inspecter les documents publics et politiques, de faire du lobbying auprès des élus - dans l'optique d'autonomiser le citoyen à agir de manière indépendante et à être informé des procédures légales qui</p>

	entourent une réforme législative) et la National Conference on Media Reform (Conférence invitant chercheurs, citoyens, journalistes, etc.). (3) Lobbying : Participation aux instances régulatrices de gouvernance par des pratiques de lobbying. Free Press mobilise aussi des citoyens autour des pratiques de lobbying électronique.
Enjeux associés	Intérêt public; neutralité du web; accès à internet; bande passante; cybersurveillance; droit à la vie privée; consolidation médiatique; diversité des médias; désinformation; financement et démocratisation des médias; liberté de presse; transparence des informations politiques et publiques des canaux de diffusion.
Théâtre(s) d'opérations	États-Unis

Les pratiques de Free Press visent majoritairement une réforme du paysage médiatique américain. Celles-ci s'orientent conséquemment autour d'actes de lobbying, de surveillance inversée et d'éducation populaire de manière à pouvoir recenser les politiques médiatiques qui ne sont pas orientées vers l'intérêt public et la liberté d'expression et à agir sur celles-ci.

Les enjeux relevés par Free Press peuvent être reliés à deux catégories différentes. En premier lieu, il s'agit de protéger la liberté d'expression et l'intérêt public par la neutralité du web. En second lieu, la législation du paysage médiatique et journalistique américain permettant une consolidation des médias et leur financement privé mènerait nécessairement, selon l'organisation, à des médias peu diversifiés et répondant aux besoins commerciaux plutôt que ceux du public. C'est dans cette optique de Free Press oriente ses actions de mobilisation dans l'objectif de cadrer les médias et l'information comme un bien public et d'exiger un plus grand interventionnisme de l'État.

Nom de l'organisation	Free Software Foundation
Adresse	51 Franklin Street, Fifth Floor, Boston, MA, 02110-1301, États-Unis
Mandat	La Free Software Foundation développe et défend les logiciels libres. En opposant ce type de logiciel aux logiciels propriétaires, la FSF propose une nouvelle vision du logiciel, mais également des relations de travail et beaucoup d'autres aspects de la production intellectuelle humaine. Cadrant ainsi les logiciels comme un bien public plutôt qu'un produit, le but de la FSF est de protéger le droit éthique de partager de l'information.
Structure organisationnelle	<p>L'organisme a été fondé en 1982 par Richard M. Stallman qui en assure toujours la présidence. FSF compte une vingtaine d'employés et plusieurs stagiaires. La direction de l'organisme est assurée par un conseil d'administration présidé par Stallman.</p> <p>FSF est également à la recherche constante de membres qui sont invités à contribuer au travail de l'organisme de différentes façons (par contribution financière ou technique). Ces membres n'ont pas le droit de vote. L'organisme mobilise également des bénévoles tant sur le plan de la programmation de logiciels que pour leurs activités juridiques.</p>
Revenu annuel	<p>Financement individuel et corporatif. Le principal partenaire financier de la Free Software Foundation est Google (qui appuie l'organisme à la hauteur de 50 000\$ annuellement). Sinon Oracle et IBM la soutiennent chacun pour 30 000\$ annuellement, HP Invent à la hauteur de 25000\$ et Intel, Nokia, Reddit, Mozilla, à la hauteur de 15000\$ chacun.</p> <p>FSF a un budget annuel de 1 070 357 (selon le rapport financier de l'organisme de septembre 2011 à septembre 2012)</p>

Pratiques	<p>Les pratiques de la FSF sont très ancrées dans <i>l'éthique du hacker</i>, basées sur la liberté du flux de l'information et sur l'accès non restreint aux ressources informatiques et critiquent directement l'usage commercial de l'internet (O'Neil, 2006). Effectivement, en créant des logiciels libres, Stallman met de l'avant un pouvoir décentralisé et enrichi par les différents utilisateurs du programme et s'oppose de cette manière au système en place. D'un point de vue tactique, les activités de la FSF s'orientent vers cinq pôles :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Méthodologie technique permettant l'élaboration et la mise en marché de logiciels libres (logiciel GNU). 2. stratégies technolégales (Copyleft & GNU Public License). 3. FSF travaille dans un registre de pratiques législatives afin d'enrayer les brevets pour les logiciels, qui nuisent au travail des développeurs de logiciel libre. 4. Recherche, mise en ligne d'information, appel au boycottage. 5. Lobbying électronique / pétitions en ligne.
Enjeux associés	Propriété intellectuelle; brevets sur les codes sources des logiciels; logiciels propriétaires; propriétérisation de l'information; innovation; partage; transparence; intérêt public.
Théâtre(s) d'opérations	International. Bien que l'organisme soit basé aux États-Unis, ses actions visent davantage à une portée internationale. Effectivement, tel qu'il le sera noté plus tard (voir section activités), FSF fait des recherches terrain et organise des conférences partout dans le monde. Finalement, le travail décentralisé de l'organisme favorise également une participation non restreinte aux frontières américaines.

Sommairement, les pratiques de la Free Software Foundation visent à favoriser une résistance technique et juridique à une situation jugée problématique en matière de propriété de logiciels. Effectivement, la technique développée par

Richard Stallman et la FSF vise à mettre en marché une alternative répondant aux critères de liberté, d'ouverture d'innovation, de transparence et de partage, cela en opposition aux logiciels propriétaires. En reconnaissant l'ancrage philosophique et politique derrière les lois de propriété intellectuelle et des brevets, Stallman soutient que les lois et règles en vigueur ne répondent pas au meilleur intérêt d'une société *libre*, et que la représentation de la liberté et des droits à l'heure actuelle est menacée par les logiciels propriétaires, les lois de copyright, la mondialisation, etc.²⁰ Il s'agit ainsi, pour l'organisme, de défendre et de militer pour la liberté des logiciels, d'être capable de l'utiliser pour n'importe quelle utilisation, d'étudier son fonctionnement, de distribuer gratuitement des copies et d'être libre d'améliorer un programme²¹. La notion de transparence, quant à elle, dénonce le contrôle exercé sur les usagers par les logiciels dits propriétaires. La FSF soutient que ces mesures de contrôle devraient être apparentes et ouvertes au changement (Stallman, 2002).

Nom de l'organisation	OpenMedia.ca
Adresse	1424 Commercial Drive, PO Box #21674, Vancouver BC, V5L 5G3, CANADA
Mandat	OpenMedia.ca est un organisme non gouvernemental canadien qui se positionne comme un organisme de réforme des médias. OpenMedia.ca mobilise des réseaux d'activistes par le biais du web dans l'optique de réformer les politiques de télécommunications au Canada.
Structure organisationnelle	OpenMedia.ca est enregistré comme étant une entreprise à but non lucratif, mais n'est pas un organisme de charité et ne peut donc émettre de reçu à des fins d'impôt. L'organisme a été fondé en 2008 par Steve Anderson (qui est toujours le directeur général) et compte 5 employés, 5 membres du conseil

²⁰ Traduction libre : Stallman, Richard M. 2002. *Free Software, Free Society: Selected Essays of Richard M. Stallman*. Boston, MA : Free Software Foundation p.5

²¹ Traduction libre : Stallman, Richard M. 2002. *Free Software, Free Society: Selected Essays of Richard M. Stallman*. Boston, MA : Free Software Foundation p.43

	d'administration, quelques stagiaires ainsi que quelques collaborateurs pour la rédaction de rapports de recherche.
Revenu annuel	OpenMedia.ca est financé par des dons individuels (76% des dons), des commandites (19%), des subventions (1%) et d'autres organisations sans but lucratif (4%) (données de l'année 2011). Sans que le budget soit détaillé sur le site web de l'organisme, on y apprend que les dépenses d'OpenMedia.ca s'élèvent à plus de 350 000\$.
Pratiques	<p>Comme le slogan de l'organisme le souligne (Engage, Educate, Empower), OpenMedia.ca oriente ses pratiques dans l'optique d'informer, de mobiliser et d'autonomiser les citoyens autour d'enjeux spécifiques. Les campagnes visent donc premièrement à informer les citoyens (notamment par la production de rapports et de recherches), puis à mobiliser les réseaux d'activistes par le biais du web.</p> <p>L'organisation s'est donc développée autour d'une pratique de <i>lobbying électronique</i> nommée, par l'organisme, <i>interactivism</i>. Il s'agit avant tout d'inclure le citoyen dans les actions de lobbying de l'organisme. Cette inclusion se fait de plusieurs façons, notamment en invitant entre autres les citoyens à :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. signer des pétitions électroniques; 2. transmettre des « formal submissions to the government » (Yeo, 2012, p.3); 3. transmettre aux éditeurs des lettres d'opinion concernant les thèmes et enjeux abordés par l'organisme; 4. transmettre à l'organisme des témoignages de manière à ce que OpenMedia.ca puisse les rapporter au CRTC, comme lors de la campagne Stop the Meter (https://openmedia.ca/campaigns#stoptheter) <p>De cette manière, il y a donc une utilisation tactique du réseau pour défendre le web (Yeo, 2012). Les recherches et campagnes produites ont trois principaux publics.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les citoyens canadiens qui sont appelés à être mobilisés autour d'enjeux spécifiques

	<p>2. Les médias canadiens et les journalistes afin de « les amener à couvrir les histoires liées à la justice des médias » (traduction libre : Yeo, 2012, p.3)</p> <p>3. Les organes législatifs et exécutifs, plus particulièrement le CRTC.</p>
Enjeux associés	<p>Les enjeux sur lesquels se basent les campagnes de OpenMedia.ca touchent deux thématiques : le marché des téléphones cellulaires et les politiques numériques.</p> <p>Marché des cellulaires : consolidation des marchés, transparence des contrats; les contrats restrictifs amenant une relation inégale entre compagnies et usagers.</p> <p>Politiques numériques: cybersurveillance, dont l'utilisation de données personnelles obtenues par internet ou les réseaux mobiles; propriété intellectuelle et copyright (TransPacific Partnership); neutralité du web; accès; bande passante; concentration des marchés; l'innovation; l'ouverture et la transparence des processus décisionnels.</p>
Théâtre(s) d'opérations	Canada (principalement le Canada anglais)

En diagnostiquant un système oligarchique et concentré, mené par des politiques orientées vers les grandes compagnies plutôt que vers les citoyens, OpenMedia.ca soutient que l'instauration de politiques plus transparentes et fondées sur le réel intérêt public²² résulterait nécessairement en un marché plus diversifié tout en favorisant tant l'ouverture et l'accessibilité des réseaux de communication qu'une utilisation innovatrice de ceux-ci par les entrepreneurs et les utilisateurs²³. Ses pratiques sont donc basées sur la défense de l'intérêt public en opposition à la protection des intérêts corporatifs qui transparaissent dans les politiques de télécommunication actuelles.

²² Traduction libre : <https://openmedia.ca/about-us#work>

²³ Traduction libre : <https://openmedia.ca/about-us#principles>

Nom de l'organisation	Reporters sans frontières
Adresse	France (secrétariat international) : 47 rue Vivienne, 75002, Paris - France
Mandat	Reporters sans frontières (RSF) est une organisation non gouvernementale internationale basée en France, qui consacre son travail à la liberté des médias. Son mandat repose sur la prémisse fondamentale selon laquelle la liberté des médias est une condition nécessaire à la démocratie. Depuis quelques années, l'organisation a ajouté à son mandat la défense de ces droits via internet et les médias numériques, critiquant notamment les pratiques de censure et de surveillance ayant émergé ²⁴ .
Structure organisationnelle	<p>Reporter sans Frontière est une organisation non gouvernementale internationale reconnue par l'UNESCO comme d'<i>utilité publique</i>. RSF se compose d'un Conseil International présidé par Gérald Sapey et formé de 10 autres membres (présidents de RSF en Europe), décidant des orientations stratégiques de l'organisation.</p> <p>RSF se compose de membres actifs et de membres donateurs. Tous les membres actifs peuvent être des candidats au Conseil d'Administration.</p> <p>Le conseil d'administration de RSF est formé de 25 membres, tous des Français élus par l'association. Le CA est chargé de mettre en œuvre les décisions du Conseil International.</p> <p>Aucune information n'est disponible concernant des employés ou des stagiaires. RSF mobilise cependant des bénévoles pour diverses activités (traduction, représentation lors d'actions militantes, vente de produits dérivés, etc.), y compris des activités journalistiques (RSF dispose d'un réseau de journalistes bénévoles responsables de la couverture médiatique de la liberté d'expression</p>

²⁴ RSF, Qui sommes-nous : <http://fr.rsf.org/qui-sommes-nous-12-09-2012,43360.html> (Consultée le 25/05/2013).

	dans plusieurs pays)
Revenu annuel	<p>4 millions d'euros en 2011</p> <p>Les recettes de Reporters sans frontières proviennent principalement de la vente de publications et de produits dérivés (37,2%) tels que des albums de photographies. Des ressources liées au mécénat d'entreprise et aux fondations représentent 18,1% des ressources de l'exercice 2011 tandis que 18,4% du financement provient de subventions et autres concours publics.</p>
Pratiques	<p>Se positionnant comme un « chien de garde » de la liberté d'expression, Reporters sans frontières affirme défendre et promouvoir la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde.</p> <p>La stratégie de l'organisme renvoie au concept de la mobilisation par la honte. Effectivement, les stratégies mises de l'avant consistent à attirer l'attention des médias pour tenir imputables les forces de l'ordre. Pour ce faire, Pour ce faire, RSF s'approprie un ensemble de techniques issues du journalisme, des relations publiques, de la publicité et du marketing pour arriver à ses objectifs. L'organisme s'inspire également de ce qui a fait le succès et la renommée internationale de Greenpeace, une organisation connue pour ses actions dites de « confrontation directe non violente » (Louédec, 2009).</p> <p>Publics cibles :</p> <p>Gouvernements et organisme internationaux</p> <p>Médias & journalistes</p> <p>RSF concentre ses efforts dans les pays en développement.</p>
Enjeux associés	Liberté des médias; liberté d'expression; liberté de presse; cybercensure; hacktivism; cybersurveillance; anonymat en ligne; neutralité du net.
Théâtre(s) d'opérations	International. RSF compte 12 bureaux sur les cinq continents et un réseau de 150 correspondants qui se trouvent surtout dans les pays où l'organisation n'a pas de

	bureau.
--	---------

Sommairement, la pratique principale de RSF est de protéger le droit à la liberté d'expression et de presse en surveillant et en dénonçant les politiques ou les pratiques gouvernementales qui ne protègent pas ces enjeux. De plus, depuis l'émergence d'internet et des réseaux sociaux, RSF milite pour la neutralité du web, l'anonymat en ligne, l'interdiction de la cybercensure et de la cybersurveillance. L'organisme estime en effet que le droit à la liberté d'expression doit également être protégé sur le web.

Nom de l'organisation	Quadrature du Net
Adresse	19 rue Richard Lenoir, 75011, Paris, France
Mandat	La Quadrature du Net est une organisation qui se définit comme une « boîte à outils citoyenne » (Zimmerman dans Médiapart, p.3) en matière de droits numériques. L'objectif de la QN est de donner des outils aux citoyens pour s'introduire dans le débat public. Selon Zimmerman (dans Médiapart, 2011, p. 3), « les gens qui légifèrent ne sont pas les mieux informés. C'est pour combler ce manque que la Quadrature existe (...) et pour permettre au citoyen de comprendre et s'introduire dans le débat ».
Structure organisationnelle	La Quadrature du Net est une association à but non lucratif, constituée selon la loi sur les associations en France de 1901. Une association, en France, est <i>a priori</i> à but non lucratif et, de surcroît, exempte d'impôt. L'organisation compte 12 employés, incluant les membres du conseil d'administration. Ce dernier assure la gestion de l'organisme. Pour être membre de l'organisme, il faut que la candidature du dit membre soit référée par deux membres.
Revenu annuel	225 000 euros (année 2013). L'organisme a été financé en 2012 à 65% par des citoyens, 30% par la Open Society Foundation, 3% par du financement participatif (clés

	Datalove), 2% par la Fondation Shuttleworth.
Pratiques	<p>La QN développe des outils permettant aux citoyens de s'informer et d'agir sur les projets législatifs entourant le monde numérique, et aux manières dont ces projets influencent les libertés individuelles, les droits fondamentaux et le développement économique.</p> <p>En se définissant comme une boîte à outils citoyenne, la QN oriente ses pratiques de manière à engager les citoyens dans le processus de législation, puisque, selon l'organisme, les engrenages politiques excluent presque d'emblée la participation citoyenne aux décisions politiques - amenant conséquemment la formation de lois et de réglementations favorisant les grandes corporations et entreprises (Secretan & Kyrou, 2012) au lieu de l'intérêt public.</p> <p>Les activités de l'organisme s'appuient sur trois pratiques :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Activités de lobbying menées par l'organisme auprès du Parlement français et de l'Union européenne. 2. Activités de recherche menées par l'organisme pour fournir de l'information alternative aux citoyens sur les enjeux traités par la QN (Mémoires soumis à des instances, revues de presse). 3. Outils conçus par la QN pour que les citoyens puissent intervenir eux-mêmes auprès des décideurs politiques (Piphone, Respect My Net, Law tracks, QuadPad, Redmine). <p>Les activités de l'organisme ont deux publics cibles.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Citoyens : les outils de recherche et les outils de <i>lobbying</i> ont pour objectif d'informer et de mobiliser les citoyens. 2. Organes législatifs et exécutifs : par le lobbying citoyen ou celui entrepris par la QN, l'organisme veut réintroduire l'intérêt des citoyens dans les débats publics concernant la législation du web, particulièrement dans des ententes internationales (ACTA, par exemple).
Enjeux associés	la liberté d'expression; droit à la vie privée; anonymat en ligne; le droit à un procès équitable; la neutralité du web; propriété intellectuelle; copyright; accès à l'information

	légale; représentation des citoyens; accès aux instances décisionnelles; censure.
Théâtre(s) d'opérations	France et Union Européenne. Dans une moindre mesure, à l'international (partenariat avec d'autres organismes et des projets de mobilisation contre des traités internationaux)

Le lien entre les pratiques de l'organisme et les enjeux relevés par celui-ci s'inscrit principalement dans la lutte contre l'établissement de nouvelles ententes internationales (ACTA, CETA, IPRED, LOPPSI, HADOPI, etc.). Ces potentielles ententes sont critiquées de plusieurs manières :

- (1) Mode décisionnel : la QN critique un mode décisionnel trop souvent en huis-clos, excluant d'emblée les citoyens des processus décisionnels.
- (2) Contenu : les lois contestées auraient des impacts nets sur la liberté d'expression (interdiction, entre autres, du remix), le droit à la vie privée (cybersurveillance) et la censure.
- (3) Impacts secondaires sur les droits humains : par exemple, les mesures renforçant la protection de la propriété intellectuelle laisse présager une présomption de culpabilité chez les accusés - affectant de ce fait le droit à un procès équitable.

De cette manière, les pratiques principales de la QN visent à informer et mobiliser les citoyens autour des enjeux relatifs au contenu des potentielles ententes internationales et à leurs impacts secondaires sur les droits humains. Elles visent ensuite à militer pour introduire les citoyens dans le débat, pour changer le mode décisionnel, de deux manières différentes :

- (1) en développant des outils servant aux citoyens à s'informer et à faire leurs propres actions de lobbying (excluant les pétitions en ligne) ;
- (2) en assurant une présence dans les sessions parlementaires afin de mettre de l'avant des pratiques de lobbying auprès des membres du parlement français et européen.

Choix des organisations : enjeux et synthèse

Tout comme les organisations de la catégorie des pratiques médiatiques alternatives, les organisations retenues pour documenter les pratiques de résistance à la gouvernance des technologies numériques médiatiques devaient répondre à certains critères, notamment ceux de notoriété et de pérennité organisationnelle. En conséquence, il est possible que nous n'ayons pas repéré certaines organisations qui travaillent à la frontière des deux catégories de pratiques. Revendiquant par l'action le refus de participer au débat balisé par les acteurs politiques et réglementaires, ces organisations pourraient en effet ne pas chercher la notoriété, mais souhaiter s'inscrire résolument dans le quadrant *Au-delà* de la typologie proposée par Hintz et Milan (présentée dans un tableau de la section 2). En lieu et place de la reconquête de l'espace public dominant, ces organisations pourraient décider d'occuper un espace public séparé (Fraser, 1993).

A contrario, toutes les organisations que nous avons retenues pourraient s'inscrire soit dans le quadrant interne (cherchent à faire des gains dans le système actuel), soit dans le quadrant externe (contestent le système actuel) du modèle de Hintz et Milan.

La plupart des organisations retenues exercent du lobbying, ce qui les place dans le quadrant interne (et les assimile aux groupes d'intérêt), mais certaines d'entre elles organisent aussi dans l'espace public (qui peut être en ligne) des activités de contestation (qui les assimile aux mouvements sociaux).

En fait, la frontière peut être très mince entre les 2 quadrants. Un des indicateurs qui pourraient servir à les départager est le statut d'organisme caritatif. C'est un statut fortement convoité en raison de l'attrait qu'il exerce sur d'éventuels donateurs qui pourront déduire leur contribution de leurs revenus. C'est le gouvernement qui octroie ce statut en établissant les critères de reconnaissance des organismes de charité. Par exemple au Canada, l'association Amnistie internationale est reconnue comme un organisme de charité mais pas Greenpeace. Il s'agirait de voir s'il est possible d'établir une correspondance entre le statut et le type d'activités, en recoupant les résultats avec la théorie des opportunités politiques.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Que conclure d'une recherche menée à titre exploratoire comme celle dont nous venons d'exposer les grandes lignes des résultats préliminaires et pour laquelle il resterait certainement beaucoup à faire en terme de documentation d'un plus grand nombre de pratiques significatives et d'approfondissement de l'analyse des enjeux sociaux, politiques et culturels que soulèvent ces pratiques dans leur développement au sein de diverses sociétés où même si les technologies médiatiques numériques constituent des instruments d'une certaine émancipation, elles demeurent cependant au prise avec des mesures de contrôle toutes latitudes confondues.

En s'intéressant à des pratiques de militance ayant recours aux technologies médiatiques numériques, cette étude a voulu d'abord se consacrer plus spécifiquement à l'articulation entre, d'une part, les relations de domination et de résistance s'exprimant tout à la fois dans les mesures de contrôle appliquées aux usages des dispositifs technologiques médiatiques, et d'autre part dans les processus de gouvernance par lesquels ces mesures de contrôles sont définies, débattues et appliquées. Par ailleurs, l'approche privilégiée a permis d'aborder simultanément les deux catégories de pratiques et de relier deux perspectives à première vue distinctes dans les rapports de tension, de complémentarité et de contradiction qu'elles entretiennent mutuellement.

Aussi en guise de conclusion, il nous apparaît pertinent de revenir sur la liens qui unissent les deux catégories de pratiques documentées et analysées, les enjeux qui leur sont associés de même que sur les potentiels et contraintes de l'approche méthodologique pour laquelle nous avons initialement opté et sur la manière qu'il serait possible de prolonger et étayer davantage le corpus de pratiques et son analyse future.

1. Catégorisation des pratiques

De prime abord, puisque que les travaux scientifiques sur la militance et les technologies numériques ont jusqu'ici distinguer de manière relativement radicale les deux types de pratiques dont il a été question dans cette étude, l'option à priori de les distinguer pareillement a permis d'évaluer dans une certaine mesure jusqu'à quel point cette différenciation était justifiée et opératoire. Or, dès le début de la recherche documentaire s'est présenté le problème de la classification des pratiques recensées selon la typologie binome, car si en effet selon leurs mandats et objectifs généraux celles-ci pouvaient en

effet s'insérer dans l'une ou l'autre des catégories, leurs positionnements stratégiques et plus particulièrement les tactiques envisagées dans leurs actions de militance font en sorte qu'elles tendent à s'apparenter de plus en plus.

En ce qui concerne plus spécifiquement le choix des études de cas, les critères pour distinguer les deux types de catégories n'étaient pas du même ordre : les pratiques médiatiques alternatives se particularisant par le recours aux outils que constituent les technologies médiatiques numériques alors que les pratiques de résistance se caractérisent par le type d'enjeux qu'elles revendiquent. Il était dès lors de les départager complètement. D'ailleurs, certaines organisations militant sur des enjeux de gouvernance ont recours bien sûr à des technologies médiatiques numériques pour s'organiser et se mobiliser, toutefois l'un ne va pas sans l'autre : l'appropriation technologique et la défense de celle-ci allant de pair.

Ce constat de l'appariement peut apparaître un peu hâtif puisque le corpus est composé d'un nombre relativement restreint de pratiques. D'un autre côté, le répertoire des actions tactiques est aussi très détaillé au point où les pratiques recourant à une majorité d'entre elles auraient tendance à se ressembler malgré les objectifs premiers qui les distingueraient en terme d'orientation idéologique et des enjeux inhérents. Par ailleurs, les origines géopolitiques et socio-politiques des diverses pratiques, en majorité occidentales (continent américain ou européen) ne permettent pas, loin de là, une quelconque généralisation.

2. Les enjeux associés aux pratiques recensées

L'enjeu premier des « pratiques médiatiques alternatives » est en soi ce qui les définit à priori soit la défense, la valorisation et l'exercice d'une appropriation collective des technologies médiatiques numériques effectuée par des individus et des organisations de mouvements sociaux à des fins de mobilisation sociale, de réseautage et de communication en lien avec des actions de résistance à des rapports sociaux considérés oppressifs. Considérées sur une période de temps de longue durée, ces pratiques s'apparentent à une tradition de pratiques qui depuis la presse écrite jusqu'à l'apparition de technologies médiatiques plus contemporaines (radio, télévision, vidéo, etc.) ont eu pour champ de leur militance le droit de communiquer et l'acquisition des moyens pour l'exercer. Il n'en a pas été autrement avec la venue des plateformes et réseaux numériques.

Par ailleurs, les « pratiques de résistance à la gouvernance des technologies médiatiques numériques », constituent aussi des démarches collectives entreprises par des individus et des organisations de mouvements sociaux afin d'influencer, de contester et de modifier des pratiques, des normes et des effets

de la gouvernance des technologies médiatiques numériques. En réclamant l'accès aux technologies et aux institutions régulatrices afin de participer à l'élaboration des politiques et des réglementations les concernant, et refusent la criminalisation et la marginalisation des usages novateurs, imprévus, alternatifs, spontanés et radicaux socialement constitués de ces technologies, les acteurs de ces pratiques participent du même mouvement de revendication d'un accès libre de toutes entraves politiques, économiques ou technologiques aux moyens de communiquer.

Sur cette question, l'étude nous confirme que si l'objet de leur revendication première, pour les unes, la production médiatique critique, pour les autres la critique de la gouvernance, ces pratiques se rejoignent en ce qu'elles défendent le principe même de l'appropriation des technologies médiatiques et de la liberté d'expression qui lui est consubstantielle : un principe aussi vieux que l'histoire des technologies elles-mêmes et de leurs diverses versions ou avancées générationnelles.

3. Potentiels et contraintes de l'approche méthodologique

À rebours, il est pertinent de questionner dans quelle mesure la catégorisation binaire des pratiques qui, à première vue, s'avérait appropriée sur le plan scientifique en regard des travaux déjà effectués sur la question, tient toujours et de revoir le cas échéant la dénomination des divers positionnements et actions répertoriés auprès des pratiques étudiées. Premièrement constatation, le terme « pratique » est largement repris et associé par les auteurs pour déterminer une variété de mouvements ou actions que génèrent ou auxquels participent à l'élaboration les acteurs impliqués dans l'un ou l'autre type de militance. Aussi, sous le terme « pratique », on retrouve autant la distinction opératoire entre « pratiques médiatiques alternatives » et « pratiques de résistance à la gouvernance des technologies médiatiques numériques », que les actions menées par celles-ci. Il s'agirait davantage ici, de se distancier ici de la nomenclature d'autrui initiale, et de parler alors d'un répertoire d'actions, comme l'inventaire d'autant d'approches tactiques utilisées dans des stratégies plus vastes des pratiques collectives elles-mêmes. De la même façon que ces pratiques collectives participeraient de mouvements historiques et géopolitiquement plus étendus.

Un exemple de ce type de problème. Si l'on s'en tient à la catégorisation (non exhaustive) des « pratiques médiatiques alternatives » soulevées dans la littérature et qui a été retenue en début d'analyse (alternatives technologiques, appel à la mobilisation, brouillage culturel, cadrage médiatique, collecte de fonds, communication tactique, cyberterrorisme, dénonciation publique, diffusion, événement-image, formation, activisme, lobbying électronique, productions par les pairs, recherche, réseautage, surveillance inversée), pour

fine et détaillée qu'elle puisse être, cette typologie constitue davantage un répertoire de techniques et de tactiques mises au profit de pratiques collectives qui usent de plusieurs de ces outils dans leurs actions.

En outre, le petit nombre d'études de cas ne permet pas de tirer des conclusions généralisables à ce stade-ci. Cette contrainte est le résultat direct des capacités matérielles et financières restreintes de cette recherche exploratoire, tout comme le fait de n'avoir pu davantage documenter ces pratiques au-delà de la consultation en ligne de la littérature à leur sujet, par exemple à l'aide de questionnaire ou d'entretiens avec les responsables de ces diverses organisations.

En plus d'augmenter en nombre l'échantillonnage des pratiques significatives, il serait souhaitable dans une phase ultérieure d'étendre leur provenance géographique et de varier leurs différents niveaux ou portée d'intervention (local, national, international), ce qui permettrait certainement d'obtenir d'autres variables à partir desquels il serait possible de mieux particulariser ou de réunir les pratiques recensées. Mais là se posent d'autres problèmes de différents ordres comme la langue, la distance géographique, le contexte culturel et politique, l'accès à la documentation sensible, etc., problèmes nullement incontournables, mais qui doivent être sérieusement pris en considération lors de la mise en place d'un processus plus élaborée d'investigation.

Finalement, pour toutes les raisons évoquées, une conclusion définitive serait plutôt prématurée et il s'agira de prendre en compte ce bilan provisoire sur le plan théorique et méthodologique avant d'entreprendre le cas échéant une nouvelle phase de cette recherche.

Bibliographie

- Allan, S. et Thorsen, E. (Éds) (2009). *Citizen Journalism: Global Perspectives*. New York, NY : Peter Lang.
- Anderson, R. J. (2008). *Security Engineering: A Guide to Building Dependable Distributed Systems*. New York, NY : Wiley Press.
- Arquilla, J. et Ronfeldt, F. (2000). *Swarming and the Future of Conflict*. Santa Monica, CA : RAND National Defense Research Institute.
- Atkinson, J. D. (2010). *Alternative Media and Politics of Resistance: A Communication Perspective*. New York, NY : Peter Lang.
- Atton, C. et Hamilton, J. F. (2008). *Alternative Journalism*. London: SAGE.
- . (2009). Alternative and Citizen Journalism. Dans *The Handbook of Journalism Studies* (p. 265-278). Abingdon, Royaume-Uni : Routledge.
- Aubin, F. (2010). La Convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle et le SMSI de l'UIT: la famille MacBride recomposée. Dans A. Kiyindou, *Cultures, technologies et mondialisation* (p.95-104). Paris, France : L'Harmattan.
- . (2013). Intellectuals, Public Sphere and Dissemination Strategies. Dans P. Thijssen, W. Weyns, C. Timmerman and S. Mels (dir.), *New Public Spheres: Contextualizing the Intellectual* (p.71-87). Londres, Royaume-Uni : Ashgate.
- . & George, É. (2009). Les anciens et nouveaux médias autochtones entre développements socio-culturel et économique. Dans C. Correia et I. Tomé (dir.), *Enjeux et usages des technologies de l'information et de la communication. Dynamiques de développement au carrefour des mondes* (p. 96-110). Lisbonne, Portugal : CITI/Faculdade de Ciencais Sociais e Humanas, Universidade Nova de Lisboa.
- Autonome a.f.r.i.k.a. (2003). What is Communication Guerilla? Dans J. Richardson (dir.), *An@rchitexts*, (p. 86-91). Brooklyn, NY : Autonomedia.
- Ayres, J. M. (1999). From the streets to the Internet: the cyber-diffusion of contention. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 566(1), 132-143.
- . (2005). Transnational activism in the Americas: the internet and innovations in the repertoire of contention. Dans P. G. Coy et I. Wallimann (dir.), *Research in Social Movements, Conflicts and Change* (p. 35-61). Londres, Royaume-Uni : JAI Press.

- Baringhorst, S. (2008). Political Protest on the Net. *German Policy Studies/Politikfeldanalyse* 4(4), 63-93.
- Barney, D. (2004). *The Network Society*. Cambridge MA: Polity.
- Bailey, O. G., Cammaerts, B. et Carpentier, N. (2008). *Understanding Alternative Media*. Maidenhead, Royaume-Uni : McGraw Hill/Open University Press.
- Bekkers, V. et al. (2011). *New Medias, Micro-Mobilization and Political Agenda Setting: Crossover Effects on Political Mobilization and Media Usage*. *The Information Society* 27(4), 209-219.
- Benford, R. D. (1993). You Could Be the Hundredth Monkey: Collective Action Frames and Vocabularies of Motive within the Nuclear Disarmament Movement. *The Sociological Quarterly* 34(2), 195-216.
- . et Snow, D.A. (2000). Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment. » *Annual Review of Sociology* 26: 611-639.
- . (2012). Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan. *Politix* 99(3), 217-255.
- Benkler, Y., Nissenbaum, H. (2006). Commons-based Peer Production and Virtue. *The Journal of Political Philosophy* 14(4), 394-419.
- Benkler, Y. (2011). *A Free Irresponsible Press: WikiLeaks and the Battle over the Soul of the Networked Fourth Estate*. Récupéré du site de l'auteur : http://www.benkler.org/Benkler_Wikileaks_current.pdf.
- Bennett, W. L. (2003). New Media Power: The Internet and Global Activism. Dans N. Couldry et J. Curran, (dir.), *Contesting Media Power: Alternative Media in a Networked World* (p.17-38). Lanham, MD : Rowman & Littlefield.
- . (2004). Communicating Global Activism: Strengths and Vulnerabilities of Networked Politics. Dans V. W. Donk, et al. (dir.), *Cyberprotest: New Medias, Citizens and Social Movements* (p.123-146). New York, NY : Routledge.
- . (2005). Social Movements Beyond Borders: Understanding Two Eras of Transnational Activism. Dans D. Della Porta et S. Tarrow (dir.), *Transnational Protest and Global Activism* (p.203-226). Lanham, MD : Rowman et Littlefield Publishers.
- Besson, M. (2000). L'e-business sur la défensive contre les pirates informatiques. *Finance et technologie*, (82), 13-17.
- Biddix, P. J. (2010). Technology Uses in Campus Activism from 2000 to 2008. Implication for Civic Learning. *Journal of College Student Development* 51(6), 679-693.

- Boler, M. (dir.). (2008). *Digital Media and Democracy Tactics in Hard Times*. Cambridge, MA : MIT.
- Breindl, Y. (2010). Internet-based protest in European policy-making: the case of digital activists. *International Journal of E-Politics*, 1(1), 57-72.
- . (2012). 'All information should be free': Information campaigning on digital rights in the European Union. *Interactions: Studies in Communication and Culture* 3(3).
- Brooke, H. (2011.) *Revolution will be Digitised: Dispatches from the Information War*. Londres, Royaume-Uni : William Heinemann.
- Brooten, L. (2011). Media, Militarization and Human Rights: Comparing Media Reform in the Philippines and Burma. *Communication, Culture and Critique* 4(3), 229-249.
- Buechler, S. M. (2000). *Social Movements in Advanced Capitalism: the Political Economy and Cultural Construction of Social Activism*. New York, NY : Oxford University Press.
- Cain, J. (2009). *Understanding film and video as tools for change: Applying Participatory Video and Video Advocacy in South Africa* (Thèse de doctorat). Stellenbosch University, Stellenbosch, Afrique du Sud.
- Calabrese, A. (2004). The Promise of Civil Society : A Global Movement for Communication Rights. *Continuum: Journal of Media & Cultural Studies* 18(3): 317-329.
- Cameron, D. et Stein, J. G. (dir.) (2002). *Street Protests and Fantasy Parks: Globalization, Culture, and the State*. Vancouver, Canada : UBC Press.
- Cammaerts, B. et Audenhove, L. V. (2005). Online Political Debate, Unbounded Citizenship, and the Problematic Nature of a Transnational Public Sphere. *Political Communication* 22(2), 179-196.
- Cammaerts, B. (2005). ICT-usage among transnational social movements in the networked society - to organise, to mobilise and to debate. Dans R. Silverstone, *Media, technology, and everyday life in Europe : from information to communication* (p. 53-72). Aldershot, Royaume-Uni : Ashgate.
- Cardon, D. et Granjon, F. (2003a). Les mobilisations informationnelles dans le mouvement altermondialiste. Dans *Actes du colloque du GERMM - Les mobilisations altermondialistes* tenu du 3 au 5 décembre 2003 à Paris, France.
- . (2010). *Médiactivistes*. Paris, France : Presses Sciences po.
- Carroll, W. et Hackett, R. (2006). Democratic media activism through the lens of social movement theory. *Media, Culture & Society* 28(1), 83-104.

- Carty, V. (2011). *Wired and Mobilizing: Social Movements, New Technologies and Electoral Politics*. New York, NY : Routledge.
- Castells, M. (2009). *Communication Power*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Chadwick, A. (2008). Web 2.0: New Challenges for the Study of E-Democracy in Era of Informational Exuberance. *Journal of Law and Policy for the Information Society* 5(1), 9-41.
- Chase, T. (2012). Problems of Publicity: Online Activism and Discussion of Same-Sex Sexuality in South Korea and China. *Asian Studies Review*, 36, 151-170.
- Cogburn, D. et Espinoza-Vasquez, F. (2011). From Networked Nominee to Networked Nation: Examining the Impact of Web 2.0 and Social Media on Political Participation and Civic Engagement in the 2008 Obama Campaign. *Journal of Political Marketing* 12(1-2), 189-213.
- Coopman, T. (2011). Networks of Dissent: Emergent Firms in Media Based Collective Action. *Critical Studies in Media Communication* 28(2), 153-172.
- Cortes Vasquez, J. (2011) New Social Movements and The Use of ICT: The Colombian Case of 4 February 2008. *International Journal of Media & Cultural Politics* 6(3), 351-358.
- Costanza-Chock, S. (2003). Mapping the Repertoire of Electronic Contention. Dans Opel, A. et D. Pompper (dir.), *Representing Resistance: Media, Civil Disobedience and the Global Justice Movement*. New Jersey, NJ : Greenwood.
- Cottle, S. (2011). Medias and the Arab Uprisings of 2011 (note de recherche). *Journalism* 12(5), 647-659.
- Couldry, N. et Curran, J. (dir.) (2003). *Contesting Media Power: Alternative Media in a Networked World*. Lanham, MD : Rowman et Littlefield.
- CRIS. (2005). *Manuel d'évaluation des droits à la communication*. World Association for Christian Communications. Récupéré du site de l'organisation: http://centreforcommunicationrights.org/images/stories/database/tools/cris_manuel-d-evaluation.pdf
- Critical Art Ensemble. (1994). *The Electronic Disturbance*. Brooklyn, NY : Autonomedia.
- . (1996). *Electronic Civil Disobedience and Other Unpopular Ideas*. Brooklyn, NY : Autonomedia.
- Crossley, N. (2004). *Making Sense of Social Movements*. Buckingham, Royaume-Uni : Open University.

- Curran, J. S. (2002). *Media and Power*. Londres, Royaume-Uni : Routledge.
- Curry, J. S., Pooley, J. et Pervizpour, L. T. (2011). *Media and Social Justice*. New York, NY : Palgrave MacMillan.
- D'Amelio, L. (2005). Wired for Action: Cyberactivists Are Furiously Typing Their Message and Showing That the Mouse Can Be a Mighty Weapon. *Alternatives Journal*, 31(2).
- Dakroury, A., Eid, M. et Kamalipour, Y. R. (2009). *The Right to Communicate: Historical Hopes, Global Debates and Future Premises*. Dubuque, IA : Kendall Hunt.
- Davis, G. (dir.). (2005.) *Social Movements and Organization Theory*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Deibert, R. J. (2002). Civil Society Activism on the World Wide Web: the Case of the Anti-MAI Lobby. Dans J. Gross Stein et D. Cameron (dir.), *Street Protests and Fantasy Parks: Globalization, Culture, and the State* (p. 88-108). Vancouver, Canada : UBC Press.
- . (2013). Trouble at the border: China's internet. *Index on Censorship* 42(2), 132-135.
- Della Porta, D. et Mosca, L. (2005). Global-net for global movements? A network of networks for a movement of movements. *Journal of Public Policy* 25(1), 165-190.
- Della Porta, D. et al. (2006). *Globalization from Below: Transnational Activists and Protest Networks*. Minneapolis, MN : University of Minnesota Press.
- De Jong, W. et Shaw, M. (2005). *Global activism, global media*, Cambridge, Royaume-Uni : Polity Press.
- DeLuca, K. M. (1999). *Image Politics: the New Rhetoric of Environmental Activism*. New York, NY : Guilford Press.
- Denning, D. E. (2001). Activism, Hacktivism, and Cyberterrorism: Internet as a Tool for Influencing Foreign Policy. Dans J. Arquilla et D. F. Ronfeldt, *Networks and Netwars: The Future of Terror, Crime, and Militancy*. Santa Monica, CA : RAND National Defense Research Institute.
- Dery, M. (1993). Culture Jamming: Hacking, Slashing, and Sniping in the Empire of Signs. *Open Magazine Pamphlet Series, Open Magazine*. Réimpression numérique de 2010 récupéré de : http://markdery.com/?page_id=154
- De Shauwer, E. et Van Hove, G. (2011). Swimming is Never without Risk : Opening Up on Learning through Activism and Research. *Qualitative Inquiry* 17(2), 224-232.

- Diani, M. (1992). The Concept of *Social Movement*. *Sociological Review* (40),1 -25.
- Diani, M. (2000) Social Movement Networks. Virtual and Real. *Information, Communication & Society* 3(3), 386-401.
- . (2003). Introduction: Social Movements, Contentious Actions, and Social Networks: 'From Metaphor to Substance'? Dans M. Diani et D. McAdam (dir.), *Social Movements and Networks : Relational Approaches to Collective Action* (p.1-18). Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- . et McAdam, D. (dir.) (2003). *Social Movements and Networks: Relational Approaches to Collective Action*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Dines, G. & Humez, J. M. (2011). *Gender, Race, and Class in Media*. (3e éd.). Thousand Oaks, CA : SAGE Publications.
- Dominguez, R. (2002). Electronic disturbance: an interview. Dans S. Duncombe (dir.) *Cultural Resistance Reader*. Londres, Royaume-Uni : Verso.
- Donk, V. W., et al. (dir.) (2004). *Cyberprotest: New Medias, Citizens and Social Movements*. New York, NY : Routledge.
- Downing, J. (2001). *Radical Media: Rebellious Communication and Social Movements*. Thousand Oaks, CA : Sage Publications.
- . (2003). The Independent Media Center Movement and the Anarchist Socialist tradition. Dans N. Couldry, et J. Curran, (dir.), *Contesting Media Power: Alternative Media in a Networked World* (p.243-258). Lanham, MD : Rowman & Littlefield.
- . (2011). *Encyclopedia of Social Movement Medias*. Los Angeles, CA : Sage.
- Doyle, T. et McEachern, D. (1998). *Environment and Politics*. Londres, Royaume-Uni : Routledge.
- Dozier, J. B. et Miceli, M. P. (1985). Potential Predictors of Whistle-Blowing: A Prosocial Behavior Perspective. *Academy of Management Review* 10(4), 823-836.
- Drezner, D. W. (2010). Weighing the scales: the internet's effect on state-society relations. *Brown Journal of World Affairs* 16(2), 31-44.
- Druschel, B. et German, K. M. (2011). *The Ethics of Media Information: Social Norms, and New Media Technologies*. New York, NY : Continuum.
- Earl, J. (2006). Pursuing social change online: the use of four protest tactics on the internet. *Social Science Computer Review* 24(3), 362-377.

- , et Kimport, K. (2011). *Digitally Enabled Social Change: Activism in the Internet Age*. Cambridge, MA : MIT Press.
- Eaton, M. (2010). Manufacturing Community in an Online Activist Organization - The Rhetoric of MoveOn.org's E-mails. *Information, Communication & Society* 13(2), 174-192.
- Edwards, R. L. et Tryon, C. (2009). Political mashups as allegories of citizen empowerment. *First Monday* 14(10).
- Efroni, Z. (2011). *Access Right: The Future of Digital Copyright Law*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Eisenstein, E.L. (2012). *The Printing Revolution in Early Modern Europe*. (2 éd.). Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Entnam, R. M. (1993). Framing : Towards clarification of a fractured paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51-58.
- Erickson, J. (2008). *Hacking : The Art of Exploitation*. San Francisco, CA : No Starch Press.
- Escobar, A. et Alvarez, S. E. (dir.) (1992). *The Making of Social Movements in Latin America : Identity, Strategy, and Democracy*. Boulder, CO : Westview Press.
- Eyerman, R. et Jamison, A. (1991). *Social Movements: a Cognitive Approach*. University Park, PA : Pennsylvania State University Press.
- Fanselow, J. (2009). Community Blogging: the New Wave of Citizen Journalism. *National Civic Review*, 97(4), 24-29.
- Flew, T. (2007). Citizen Journalism: A Primer. *Intermedias* 35(5), 30-38.
- Flowers, R. (2005). *Informal and Popular Education in Youth and Community Work : Seeking Insights for Australian Theory and Practice from Theories and Practices in Germany and Singapore* (Thèse de doctorat). University of Technology, Sydney, Australie.
- Foweraker, J. (1995). *Theorizing Social Movements*. Londres, Royaume-Uni : Pluto Press.
- Fraser, Nancy. (1993). Rethinking the Public Sphere : A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy. In B. Robbin (dir.), *The Phantom Public Sphere*, (p. 1-32). Minneapolis, MN : University of Minnesota Press.
- Frey, L. R. & Carragee, K. M. (dir.).(2007). *Communication Activism*. Cresskill, NJ : Hampton Press.

- Gada, M. (2009). The Compelling Story of the White/Western Activist in the War Zone: Examining Race, Neutrality, and Exceptionalism in Citizen Journalism. *Canadian Journal of Communication* 71(4), 659-674.
- Gamson, W. A et al. (1992). Media Images and the Social Construction of Reality. » *Annual Review of Sociology* (18), 373-393.
- Garcia, D. et Lovink, G. (1997). *The ABC of tactical media*. Récupéré de : <http://thing.desk.nl/bilwet/Geert/ABC.txt>
- Garrett, K. R. (2006). Protest in an Information Society : A Review of Literature on Social Movements and New ICTs. *Information, Communication & Society* 9(2), 202-224.
- George, É. (2000a). De l'utilisation de l'Internet comme outil de mobilisation : les cas d'ATTAC et de SalAMI. », *Sociologie et sociétés*, 32(2), 172-188.
- . (2001). *L'utilisation de l'Internet comme mode de participation à l'espace public dans le cadre de l'AMI et au sein d'ATTAC : vers un renouveau de la démocratie à l'ère de l'omnimarchandisation du monde ?* (Thèse de doctorat). Université du Québec à Montréal, Montréal, Canada et École Normale Supérieure de Lettres et sciences humaines, Lyon, France.
- . (2002). « Dynamiques d'échanges publics sur Internet. Dans F. Jauréguiberry et S. Proulx (dir.), *Internet, nouvel espace citoyen?* (p. 49-80). Paris, France : L'Harmattan.
- . (2003a). Les usages militants d'Internet : vers un espace public transnational? *Communication* 22(2), 99-123.
- . (2003b). Internet au service de la démocratie? Dans A. Mattelart et G. Tremblay (dir.), *2001 Bogues - Globalisme et pluralisme (tome 4: Communication, démocratie et globalisation)*, (p. 122-135). Québec, Canada : Les Presses de l'Université Laval.
- . (2004). La communication médiatisée par ordinateur en tant que mode de débat au sein de l'espace public. Dans B. Castagna, S. Gallais, P. Ricaud et J.-P. Roy (dir.), *La situation délibérative dans le débat public (vol. 2, p. 53-70)*. Tours, France : Presses Universitaires François Rabelais.
- . (2006). De la participation à la démocratie à l'heure de la mondialisation. *Sciences de la société* (69), 159-181.
- . (2008a). De la complexité des relations entre démocratie et TIC. *Nouvelles pratiques sociales* 21(1), 38-51.

- . (2008b). Militantisme, Internet et formation de nouvelles solidarités, Dans G. Bajoit (dir.), *Les conséquences de la globalisation sur le contrat social dans les sociétés modernes* (p.181-194). Fribourg, Suisse : Presses universitaires de Fribourg.
- Gillan, K. (2009). The UK Anti-War Movement Online: Uses and Limitations of Internet Technologies for Contemporary Activism. *Information, Communication & Society* 12(1), 25-43.
- Gitlin, T. (1980). *The Whole World is Watching: Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*. Berkeley, CA : University of California Press.
- Goldstein, E. R. (2010). Digitally Incorrect. *Chronicle of Higher Education* 57(7), B6-B9.
- Goodwin, J. et Jasper, J. M. (dir.) (2003). *The Social Movements Reader: Cases and Concepts*. New York, NY : Blackwell Publishing.
- . (2004). *Rethinking Social Movements: Structure, Meaning, and Emotion*. Lanham, MD : Rowman et Littlefield.
- Granjon, F. (2002). Les répertoires d'action télématiques du néo-militantisme. *Le Mouvement Social* 3(200), 11-32.
- Green, M. E. (dir.) (2011). *Rethinking Gramsci*. New York, NY : Routledge.
- Habermas, J. (1981). New Social Movements. *Telos* (49), 33-37.
- Hackett, R. A. & Carroll, W. K. (2006). *Remaking Media: the Struggle to Democratize Public Communication*. Londres, Royaume-Uni : Routledge.
- Hall, S. (1982). The Rediscovery of 'Ideology': Return of the repressed in media studies. Dans M. Gurevitch *et al.* (dir.) *Culture, Society and the Media* (p.56-90). Londres, Royaume-Uni : Methuen.
- Hamelinck, C. J. (2003). The 2003 Graham Spry Memorial Lecture: Toward a Human Right to Communicate. *Canadian Journal of Communication* 29(2), 205-212.
- Hands, J. (2011). *@ is for Activism: Dissent, Resistance and Rebellion in a Digital Culture*. Londres, Royaume-Uni : Pluto.
- Hannigan, J. (2006). *Environmental Sociology*. New York, NY : Routledge.
- Hansen, A. (1993). Greenpeace and the Press Coverage of Environmental Issues. Dans A. Hansen (dir.), *The Mass Media and Environmental Issues* (p.150-178). Londres, Royaume-Uni : Leicester University Press.

- . (2011). Communication, Media and Environment: Towards Reconnecting Research on the Production, Content and Social Implications of Environmental Communication. *International Communication Gazette* 73(1-2), 7-25.
- Harms, L. S. et Richstad, J. (dir.) (1977). *Evolving perspectives on the right to communicate*. Honolulu, HI : University of Hawaii Press.
- . (dir.) (1977). *Right to communicate: collected papers*. Honolulu, HI : University of Hawaii Press.
- Hartley, J. et McWilliam, K. (2009). *Story Circle: Digital Storytelling around the World*. Hoboken, NJ : Wiley Blackwell.
- Hawkins, R. (2010). Boycotts, Bycotts and Consumer Activism in Global Context: an overview. *Management and Organizational History* 5(2), 123-143.
- Hintz, A. et Milan, S. (2009). At the margins of Internet governance: grassroots tech groups and communication policy. *International Journal of Media and Cultural Politics* 5(1-2).
- Hintz, A. (2012). Challenging the digital gatekeepers: international policy initiatives for free expression. *Journal of information policy* 2(2012), 128-150.
- Hirsch, T. et Henry, J. (2005). TXTmob: Text Messaging For Protest Swarms. Communication présentée à la *Conference on Human Factors in Computing Systems: CHI*, Portland, Oregon.
- Holmes, B. (2008). Swarmachine : Activist Media Tomorrow. *Third Text* 22(5), 525-534.
- Hosseini, S. A. H. (2010). *Alternative Globalizations: An Integrative Approach to Studying Dissident Knowledge in the Global Justice Movement*. Londres, Royaume-Uni : Routledge.
- Howard, P. (2010). *Digital Origins of Dictatorship and Democracy: Information Technology and Political Islam*. Londres, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Howard, P. N. et Muzammil M. H. (2013). *Democracy's Fourth Wave? Digital Media and the Arab Spring*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Hutchinson, J. (2013). The Cultural impact of institutional remix: The formalisation of textual reappropriation within the ABC. *M / C Journal* 16(4).
- Illia, L. (2002). Passage to cyberactivism: How dynamics of activism change. *Journal of Public Affairs* 3(4).
- Jasper, J. M. (1997). *The Art of Moral Protest: Culture, Biography, and Creativity in Social Movements*. Chicago, IL : University of Chicago Press.

- Jordan, T. et Taylor, P.A. (2004). *Hacktivism and Cyberwars*. New York, NY : Routledge.
- Johnston, H. et Noakes, J.A. (2005). *Frames of Protest: Social Movements and the Framing Perspective*. Lanham, MD : Rowman et Littlefield.
- Johnson, K. A. et Wiedenbeck, S. (2009). Enhancing Perceived Credibility of Citizen Journalism Web Sites. *Journalism and Mass Communication Quarterly* 86(2), 332-348.
- Jong, W., Shaw, M. et Stammers, N. (dir.) (2005). *Global Activism, Global Media*. Londres, Royaume-Uni : Ann Arbor.
- Jordan, T. et Taylor, P. (2004.) *Hacktivism and Cyberwars: Rebels with a Cause?* Londres, Royaume-Uni : Routledge.
- Jubb, P. B. (1999). Whistleblowing: A Restrictive Definition and Interpretation. *Journal of Business Ethics* 21(1), 77-94.
- Juris, J. S. (2008). *Networking Futures: the Movements against Corporate Globalization*. Durham, NC : Duke University Press.
- Kahler, M. (dir.). (2009). *Networked politics. Agency, power and governance*. Ithaca, NY : Cornell University Press.
- Kalantzis, C. P. et Martin, K. G. (2011). *Emerging Digital Space in Contemporary Society : Property of Technology*. Basingstroke, Royaume-Uni : Palgrave McMillan.
- Kamler, B. et Thomson, P. (2006). *Helping Doctoral Students Write: Pedagogies for Doctoral Supervision*. Londres, Royaume-Uni : Routledge.
- Karanovic, J. (2008). *Sharing publics: Democracy, cooperation, and free software advocacy in France* (Thèse de doctorat). New York, NY : New York University.
- Karatzogianni, A. (2006). *The Politics of Cyberconflict*. Londres, Royaume-Uni: Routledge.
- Kaufhold, K., Valenzuela, S. et Zúñiga H.G. (2009). Political Communication Citizen Journalism and Democracy : How User-generated News Use Relates to Political Knowledge and Participation. *Journalism & Mass Communication Quarterly* 87(3-4), 515-529.
- Keck, M. E. et Sikkink, K. (1998). *Activists beyond borders : Advocacy networks in international politics*. Ithaca, NY : Cornell University Press.

- Kern, H. L. (2011). Foreign Media and Protest Diffusion in Authoritarian Regimes: the Case of the 1989 East German Revolution. *Journal of Comparative political Studies* 44(9), 2-40.
- Klang, M. (2005). Virtual Sit-Ins, Civil Disobedience and Cyberterrorism. Dans M. Klang et A. Murray (dir.), *Human Rights in the Digital Age* (p. 135-145). Londres, Royaume-Uni : Routledge-Cavendish.
- Klein, N. (2000). *No Logo*. New York, NY : Picador.
- Knobel, M. et Lankshear, C. (2008). Remix: The Art and Craft of Endless Hybridization. *Journal of Adolescent & Adult Literacy* 52(1), 22-33.
- Konieczny, P. (2012). *The impact of modern information and communication technologies on social movements* (Thèse de doctorat). University of Pittsburgh, Pittsburgh, PA.
- Kowalchuk, L. (2011). Mobilizing Resistance to Privatization: Communication Strategies of Salvadoran Health-Care Activists. *Social Movement Studies* 10(2), 151-173.
- Kozolanka, K., Mazepa, P. et Skinner, D. (dir.) (2012). *Alternative Media in Canada*. Vancouver, Canada : UBC Press.
- Krapp, P. (2005). Terror and Play, or What Was Hacktivism? *Grey Room*, (21), 70-93.
- Kwon, H., Yoonjae, N. et Lackaff, D. (2011). Wireless Protesters Move Around: Information and Coordinative Use of Information and Communication Technologies for Protest Politics. *Journal of Information Technologies and Politics* 8(4), 383-398.
- Landry, N. (2009). *Poursuites stratégiques contre la mobilisation publique : Guide citoyen d'information*. Montréal, Canada : Parole citoyenne, Office national du film du Canada.
- . (2010). *Les poursuites stratégiques contre la mobilisation publique: l'activisme citoyen et la juridicisation du politique au Québec* (Thèse de doctorat en communication). Université McGill, Montréal, Canada.
 - . (2012a). *SLAPP : répression et bâillonnement du discours politique*. Montréal, Canada : Écosociété.
 - . (2012b). Mouvements sociaux, technologies médiatiques et pouvoir. Dans S. Proulx, M. Millette et L. Heaton (dir.), *Penser les médias sociaux. Enjeux pour la communication*. Québec, Canada : Presses de l'Université du Québec.
 - . (2013). *Enjeux et droits de la communication*. Québec, Canada : les Presses de l'Université du Québec.

- Langlois, A. et Dubois, F. (dir.) (2005). *Autonomous Media : Activating Resistance & Dissent*. Montreal, Canada : Cumulus Press
- Lasn, K. (2000). *Culture Jam*. New York : Quill.
- Latzer, M., Just, N., Surwein, F. et Slominski, P. (2003). Regulation Re-mixed : Institutional Change through Self and Co-Regulation in the Mediamatics Sector. *Communication & Strategies* 50(2), 127-157.
- Leatherman, J. (2004). Beyond Global Arrogance: The Avatars of New Transnational Spaces. Communication présenté dans le cadre du colloque annuel de l'International Communication Association, Montreal, Canada.
- Lessig, L. (2006). *Code V. 2.0*. (2 éd.). New York, NY : Basic Books.
- . (2008). *Remix: Making Art and Commerce Thrive in the Hybrid Economy*. New York NY : Penguin Press.
- Lester, L. et Hutchins, B. (2009). Power games: environmental protest, news media and the internet. *Media Culture Society* 31(4), 579-595.
- Lewis, P.M. et Jones, S. (dir.) (2006). *From the Margins to the Cutting Edge Sub-title: Community Media and Empowerment*. Cresskill, NJ : Hampton Press.
- Liebowitz, S. J. (2003), Alternative Copyright Systems : The Problems with a Compulsory License. Récupéré du site de la School of Management, University of Texas at Dallas : www.utdallas.edu/~liebowit/intprop/complpff.pdf.
- Lievrouw, L. A. (2011). *Alternative and Activist New Media*. Cambridge, Royaume-Uni : Polity.
- Lim, J. S. et Golan, G. J. (2011). Social Media Activism in Response to the Influence of Political Parody Videos on Youtube. *Communication Research* 38(5), 710-727.
- Linds, W., Goulet, L. et Sammel, A. (2010). *Emancipatory Practices: Adult/Youth Engagement for Social and Environmental Justice*. Rotterdam, Pays-Bas : Sense.
- Löblich, M. et Wendelin, M. (2012). ICT policy activism on a national level: Ideas, resources and strategies of German civil society in governance processes. *New Media Society* 14(6), 899-915.
- Lovink, G. (2002). *Dark Fiber : Tracking Critical Internet Culture*. Cambridge, MS: MIT Press.
- Luders, M. (2008). Conceptualizing Personal Media. *New Media & Society* 6(5), 683-702.
- Lynch, M. (2007). Blogging the Arab Public. *Arab Media and Society* (1), 224-251.

- Ma'anit, A. (2010). A world wide web of change. *New Internationalist*, 435.
- MacBride, S. (1980). *Voix multiples, un seul monde : communication et société, aujourd'hui et demain*. Paris, France : La Documentation française.
- Machi, L. A. & McEvoy, B. T. (2009.) *The Literature Review: Six Steps to Success*. Thousand Oaks, CA : Corwin Press.
- MacKinnon, R. (2006). Race to the Bottom: Corporate Complicity in Chinese Internet Censorship. *Human Rights Watch* 18 (8 c).
- Mansell, R. et Raboy, M. (2011). *The Handbook of Global Media Policy*. Chichester, Royaume-Uni : Wiley-Blackwell.
- Mattelart, A. (1980). *Mass media, Ideologies and the Revolutionary Movement*. Brighton, Royaume-Uni : The Harvester Press; Humanities Press.
- Mattoni, A. (2013). Repertoires of Communication in Social Movement Processes. Texte destiné à être publié dans B. Cammaerts, A. Mattoni et P. McCurdy, (dir.), *Mediation and Protest Movements* (p. 39-56). Bristol, Royaume-Uni : Intellect.
- Mayo, M. (2005). *Global Citizens: Social Movements and the Challenge of Globalization*. Toronto, Canada: CSPI.
- McAdam, D, McCarthy, D. et Mayer N. Zald. (1996). *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framing*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- McCauley, D. (2009). Bottom-Up Europeanization Exposed. Social Movement Theory and Non-State Actors in France. *Journal of Common Market Studies* 49(5), 1019-1042.
- McChesney, R. W., et Scott, B. (2004). *Our Unfree Press: 100 Years of Radical Media Criticism*. New York, NY : New Press.
- McChesney, R. W., Newman, R. et B. Scott. (2005). *The Future of Media: Resistance and Reform in the 21st Century*. New York, NY : Seven Stories Press.
- McChesney, R. W. (2009). *The Political Economy of Media: Enduring Issues, Emerging Dilemmas*. New York, NY : Monthly Review Press.
- McCurdy, P. (2012). Mediation, practice and lay theories of news media. Dans B. Cammaerts, A. Mattoni et P. McCurdy, (dir.), *Mediation and Protest Movements*, (p. 57-74). Bristol, Royaume-Uni : Intellect.
- McLeod, K. (2007). *Freedom of Expression: Resistance and Repression in the Age of Intellectual Property*. Minneapolis, MN : University of Minnesota Press.

- . (2011). *Creative License: the Law and Culture of Digital Sampling*. Durham, NC : Duke University Press.
- Meikle, G. (2002). *Future Active: Media Activism and the Internet*. New York, NY : Routledge.
- Meikle, G. & Redden, G. (2011). *News Online: Transformations and Continuities*. New York, NY : Palgrave Macmillan.
- Melucci, A. (1996). *Challenging Codes: Collective Action in the Information Age*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Merry, M. (2011). Interest Group Activism on the Web: the Case of Environmental Organizations. *Journal of Information Technologies & Politics* 8(1), 110-128.
- Meyer, T. et Hinchman, L. (2002). *Media Democracy: How the Media Colonize Politics*. Cambridge, Royaume-Uni : Polity Press.
- Milan, S. et Hintz, A. (2012). Dynamics of Cyberactivism : Organizations, Action Repertoires, and the Policy Arena. Conférence présentée dans le cadre du colloque annuel de l'International Communication Association, Phoenix, AZ.
- Moghadam, V. M. (2009). *Globalization and Social Movements: Islamism, Feminism and Global Justice Movement*. Lanham, MD : Rowman et Littlefield.
- Montgomery, L. et Fitzgerald, B. F. (2006). Copyright and the Creative Industries in China. *International Journal of Cultural Studies* 9(3), 407-418.
- Morozov, E. (2011). *The Net Delusion: The Dark Side of Internet Freedom*. New York, NY : Public Affairs.
- Mosco, V. (2009). *The Political Economy of Communication*. Londres, Royaume-Uni : SAGE.
- Mueller, M. L. (2010). *Networks and States: the global politics of Internet governance*. Cambridge, MS : MIT Press.
- Munck, R. (2007). *Globalisation & Contestation: The New Great Counter-Movement*. Londres, Royaume-Uni : Routledge.
- Musa, B. A., Domatob, J. et Hamelinck C. J. (2011). *Communication, Culture and Human Rights in Africa*. Lanham, MD : University Press of America.
- Mythen, G. (2010). Reframing Risk? Citizen Journalism and the Transformation of News. *Journal of Risk Research* 13(1), 45-58.
- Napoli, P. M. (2007). From Conference Themes to Foundation Principles of Global Internet Governance: An Assessment of the 2007 Internet Governance Forum.

Conférence présentée dans le cadre du colloque annuel de la National Communication Association, San Diego, CA.

- (2007). *Public Interest Media Activism and Advocacy as a Social Movement: A Review of the Literature*. McGannon Communications Research Center Working Paper. Récupéré du site du centre: <http://www.fordham.edu/images/undergraduate/communications/public%20interest%20media%20activism%20and%20advocacy%20as%20social%20movement.pdf>
- & Aslama, M. (2011). *Communication Research in Action: Scholar Activist Collaborations for a Democratic Public Sphere*. New York, NY : Fodham University Press.
- Nash, J. (2005). *Social Movements: An Anthropological Reader*. Malden, MA : Blackwell Pub.
- Near, J. P. et Miceli, M. P. (1985). Organizational dissidence : The case of whistle-blowing. *Journal of Business Ethics* 4(1), 1-16.
- (1995). Effective Whistle-Blowing. *The Academy of Management Review* 20(3), 679-708.
- Noble, D. F. (1984). *Forces of Production: A Social History of Industrial Automation*. New York, NY : Knopf.
- Offe, C. (1985). New Social Movements: Challenging the Boundaries of Institutional Politics. *Social Research* 52(4), 816-868.
- Olesen, T. (2005). *International Zapatismo: The Construction of Solidarity in the Age of Globalization*. Londres, Royaume-Uni : Zed.
- (dir.) (2011). *Power and Transnational Activism*. Abidgon, NY : Routledge.
- Opel, A. et Pompper, D. (2003). *Representing Resistance: Media, Civil Disobedience, and the Global Justice Movement*. Westport, CT : Praeger.
- Opp, K-D. (2009). *Theories of Political Protest and Social Movements. A Multidisciplinary Introduction, Critique, and Synthesis*. Londres, Royaume-Uni : Routledge.
- Padovani, C. (2010). Citizens Communication and the 2009 G8 Summit in L'Aquila, Italy. *International Journal of Communication*, (4), 416-439.
- et Pavan, E. (2009). The Emerging Global Movement on Communication Rights: A New Stakeholder in Global Communication Governance? Dans L. Stein, D. Kidd et C. Rodríguez (dir.), *Making Our Media*. Cresskill, NJ : Hampton.

- Papandrea, M-R. (2007). Citizen Journalism and The Reporter's Privilege. *Minnesota Law Review* 91(3), 516-590.
- Petray, T. L. (2011). Protest 2.0: online interactions and Aboriginal activists. *Media Culture Society* 33(6), 923-940.
- Pidduck, J. (2010) Report Citizen Journalism and the Legacy of Graham Spy. *Canadian Journal of Communication* 35(3), 475-485.
- Polet, F. (2007). *State of Resistance: Popular Struggle in the Global South*. Londres, Royaume-Uni : Zed Books.
- Postel, C. (2007). *The Populist Vision*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Postigo, H. (2010). Information communication technologies and framing for backfire in the digital rights movement : The case of Dmitry Sklyarov's advanced e-book processor. *Social Science Computer Review* 28(2), 232-250.
- Powel, A. (2009). Policy Hacking: Politicizing Communication Technology in Community WiFi and Media Reform. Conférence présentée dans le cadre du colloque annuel de l'International Communications Association, Chicago, IL.
- Puente, S. N. (2011) Feminist Activism: Violence against Women, International Politics and Spanish Feminist Praxis Online. *Continuum* (3), 333-346.
- Raboy, M. (1983). *Libérer la communication: médias et mouvements sociaux au Québec, 1960-1980*. Montréal, Canada : Nouvelle Optique.
- . (1996). *Occasions ratées. Histoire de la politique canadienne de radiodiffusion*. Montréal/Sainte-Foy, Canada : Liber/Les Presses de l'Université Laval.
- . & Landry, N. (2004a). *La communication au cœur de la gouvernance globale : enjeux et perspectives de la société civile au Sommet mondial sur la société de l'Information*. Montréal, Canada : Laboratoire de recherche sur les politiques de communication (LRPC) de l'Université de Montréal (document à usage interne).
- . Landry, N. (2004b). *Militer pour les droits à la communication; la campagne CRIS 2001-2003*. Montréal, Canada : Laboratoire de recherche sur les politiques de communication (LRPC) de l'Université de Montréal (document à usage interne).
- . Landry, N. (2005). *Civil Society, Communication and Global Governance: Issues from the World Summit on the Information Society*. New York, NY : Peter Lang.
- . et Shtern, J. (2010). *Communication Rights and the Right to Communicate in Canada*. Vancouver, Canada : UBC Press.

- . Landry, N. et Shtern, J. (2010). *Digital Solidarities, Communication Policy and Multi-stakeholder Global Governance: The Legacy of the World Summit on the Information Society*. New York, NY : Peter Lang.
- Rennie, E. (2006). *Community Media: A Global Introduction*. Lanham, MD : Rowman et Littlefield.
- Rheingold, H. (2002). *Smart Mobs: The Next Social Revolution*. Cambridge, MA : Basic Books.
- Rheingold, H. (2008). Mobile Media and Political Collective Action. Dans J. E. Katz (dir.), *Handbook of Mobile Communication Studies* (p.225-240). Cambridge, MA : MIT Press.
- Richardson, J. (2003). The Language of Tactical Media. Dans J. Richardson (dir.). *An@rchitexts*. Brooklyn, NY : Autonomedia.
- Rimmer, M. (2007). *Digital Copyright and the Consumer Revolution : Hands off my iPod*. Cheltenham, Royaume-Uni : Edward Elgar.
- Rodríguez, C. (2001). *Fissures in The Mediascape : An International Study of Citizens' Media*. Cresskill, NJ : Hampton Press.
- Rolfe, B. (2005). Building an Electronic Repertoire of Contention. *Social Movement Studies*, 4(1), 65-74.
- Ronfeldt, D. F., Arquilla, J. et al. (1998) *The Zapatista "Social Netwar" in Mexico*. Santa Monica, CA : RAND National Defense Research Institute.
- Rosenkrands, J. (2004). Politicizing Homo economicus: analysis of anti-corporate Websites. Dans W. van de Donk, B. D. Loader, P. G. Nixon et D. Rucht (dir.) *Cyberprotest: New Media, Citizens, and Social Movements* (p. 57-76). New York, NY : Routledge.
- Rossiter, N. (2006). WSIS and Organized Networks as New Civil Society Movements Dans J. Servaes et N. Carpentier (dir.) *Towards a Sustainable Information Society: Deconstructing WSIS*. Bristol, Royaume-Uni : Intellect books.
- Samuel, A. (2004). Hacktivism and the Future of Democratic Discourse. Dans P. M. Shane (dir.), *Democracy Online: The Prospects for Political Renewal through the Internet*. Londres, Royaume-Uni : Routledge.
- Scheufele, D. A. (1999). Framing a theory of media effects. *Journal of Communication* 49(1), 103-122.
- Schwartz, W. (2000). *Cybershock Surviving Hackers, Phreakers, Identity Thieves, Internet Terrorists and Weapons of Mass Disruption*. New York, NY : Thunder's Mouth Press.

- Scott, G. (2007). *We're All Journalists Now : The Transformation of The Press and Reshaping of the Law in The Internet Age*. New York, NY : The Free Press.
- Scott, J.C. (1990). *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*. New Haven, Canada : Yale University Press.
- Sénécal, M. (2003). societecivile.net : l'appropriation citoyenne d'un nouvel espace médiatique. Dans A. Mattelart et G. Tremblay. (dir.), *2001 Bogues - Globalisme et pluralisme, tome 4: Communication, démocratie et globalisation* (p.79-93). Québec, Canada : Les Presses de l'Université Laval.
- . & Dubois, F. (2005). The Alternative Media Movement in Quebec's Mediascape. Dans D. Skinner, J. Compton, J. et M. Gasher (dir.), *Converging Media, Diverging Politics: A political Economy of News Media in United States and Canada*, (p. 249-268). Lanham: Lexington Books.
- . (2008). Communication, émancipation et rapports sociaux. Dans G. Tremblay (dir.), *L'émancipation, hier et aujourd'hui. Perspectives françaises et québécoises*. Québec, Canada : Presses de l'Université du Québec.
- . & Mattelart, A. (2008). Dans l'œil de la communication-monde, *MédiaMorphoses* (24), 5-31.
- . (2009). La Société de l'information: un dédale obligé pour l'examen des dynamiques sociales? Dans É. George et F. Granjon (dir.), *Critiques de la société de l'information* (p.45-68). Paris, France : L'Harmattan.
- Seth, L., Kaufhold, K. et D. Lasorsa (2010). Thinking about Citizen Journalism : The Philosophical and Practical Challenges of User-Generated Content for Community Newspapers. *Journalism Practice* 4(2), 163-179.
- Shade, L.R. (2011). Media Reform in North America: Activism and Advocacy for Media Policies in the Public Interest. Dans R. Mansell et M. Raboy, *The Handbook of Global Media and Communication Policy* (pp.147-165). Chichester, Royaume-Uni : Wiley-Blackwell.
- . & Landry, N. (2012). Social Media and Social Justice Activism. Dans L. Samuelson et W. Antony (dir.), *Power and Resistance: Critical Thinking about Canadian Social Issues* (5^e éd). Halifax, NS : Fernwood Pub.
- Shaw, M. (2005). Peace Activism and Western Wars : Social Movements in Mass-Mediated Global Politics. Dans W. Jong, M. Shaw et N. Stammers, (dir.), *Global Activism, Global Media* (p. 133-146). Londres, Royaume-Uni : Ann Arbor.
- Shtern, J., Landry, N. et Raboy, M. (2013). The least imperfect form of global governance yet? Civil society and multi-stakeholder governance of communication. Dans D. Frau-Meigs *et al.* (dir.), *From NWICO to WSIS: 30 Years*

- of Communication Geopolitics : Actors and Flows, Structures and Divides* (p.134-142). Bristol, Royaume-Uni : Intellect.
- Shirky, C. (2008). *Here Comes Everybody: The Power of Organizing Without Organizations*. Londres, Royaume-Uni : Allen Lane.
- Slobbe, J., Verberkt, S. L. C. (2012). *Hacktivists: Cyberterrorists or Online Activists? An Exploration of the Digital Right to Assembly*. Récupéré de la Cornell University Library : <http://arxiv.org/pdf/1208.4568.pdf>.
- Snow, D. A., & Benford, R. D. (1988). Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization. *International Social Movement Research* (1), 197-217.
- . (1992). Master Frames and Cycles of Protest. Dans A. Morris, et C. McClurg Mueller (dir.), *Frontiers of Social Movement Theory* (p.133-155). New Heaven, CT : Yale University Press.
- Snow, D. A., et Oliver, P. (1995). Social Movements and Collective Behaviour: Social-Psychological Dimensions and Consideration. Dans K. Cook et E. House (dir.), *Sociological Perspectives on Social Psychology* (p.571-599). Boston, MA : Allyn and Bacon.
- Snow, D. A., Soule, S. A. & Kriesi, H. (dir.). (2004). *The Blackwell Companion to Social Movements*. Malden, MA : Blackwell Pub.
- Snow, N. (2003). Framing Globalization and Media Strategies. Dans A. Opel et D. Pompper, *Representing Resistance: Media, Civil Disobedience, and the Global Justice Movement* (p. 109-114). Westport, CT : Praeger.
- Sobieraj, S. (2011). *Sound Bitten: The Perils of Media-Centered Political Activism*. New York, NY : New York University Press.
- Sohn, G. B. (2005). Copyright Reform: The Next Battle for the Media Reform Movement. Dans R. W. McChesney, R. Newman et B. Scott (dir.), *The Future of Media: Resistance and Reform in the 21st Century* (p.243-245). New York, NY : Seven Stories Press.
- Splichal, S. et Wask, J. (dir.) (2005). *Communication and Democracy*. Norwood, NJ : Ablex Pub. Corp.
- Stein, L. (2009). Social movement web use in theory and practice: A content analysis of US movement websites. *New Media & Society* 11(5), 749-771.
- . Kidd, D. et Rodríguez, C. (dir.) (2009). *Making Our Media: Global Initiatives Toward a Democratic Public Sphere*. Cresskill, NJ : Hampton Press.
- Stephen, M. (2008). A net advantage? The internet, grassroots activism and American Middle-Eastern policy. *Media, Culture & Society* 10(2), 247-271.

- Strange, M. (2011). 'Act now and sign our joint statement!' What role do online global group petitions play in transnational movement networks? *Media, Culture & Society* 33(8), 1236-1253.
- Stuart, A. et Thorsen, E. (2009). *Citizen Journalism. Global Perspective*. New York, NY : Peter Lang.
- Stuart, A., Sonwalkar, P. et C. Carter. (2007). Bearing Witness: Citizen Journalism and Human Rights Issues. *Globalization, Societies and Education* 5(3), 373-389.
- Tarrow, S. G. (2011). *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*. Cambridge, MA : Cambridge University Press.
- Tian, Y. J. S. (2009). *Re-thinking Intellectual Property: The Political Economy of Copyright Protection in the Digital Era*. Londres, Royaume-Uni : Routledge-Cavendish.
- Tilly, C. (1995). *Popular Contention in Great Britain, 1758-1834*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- . et Tarrow, S. (2007). *Contentious Politics*. Boulder, CO : Paradigm Publishers.
- Touraine, A. (1985). An Introduction to the Study of Social Movements. *Social Research* 52(4), 748-787.
- . (1992). Beyond Social Movements. *Theory, Culture and Society* 9(1), 125-145.
- Van Der Heijden, H.-A. (2010). *Social Movements, Public Spheres and the European Politics of the Environment*. Basingstoke, Royaume-Uni : Palgrave Macmillan.
- Van Laer, J. (2010) Activists « online » and « offline » : internet as an information channel for protest demonstrations. *Mobilization: An International Journal* 15(3), 405-421.
- . et Van Aelst, P. (2010). Internet and social movement action repertoires : Opportunities and limitations. *Information, Communication & Society* 13(8), 1146-1171.
- Vaver, D. (2006). *Intellectual Property Rights: Critical Concepts in Law*. Londres, Royaume-Uni : Routledge.
- Vegh, S. (2003) Classifying forms of online activism: the case of cyberprotests against the World Bank. Dans M. McCaughey et M. D. Ayers (dir.) *Cyberactivism. Online Activism in Theory and Practice* (p. 71-95). New York, NY : Routledge.
- Wade, L. (2003). Terrorism and the Internet: Resistance in the Information Age. *Knowledge, Technology, & Policy* 16(1), 104-127.

- Waisbord, S. (2011). Between Support and Confrontation: Civic Society, Media Reform, and Populism in Latin America. *Communication, Culture & Critique* 4(1), 9-117.
- Wasko, J., Murdock, G. et H. Sousa. (2011). *The Handbook of Political Economy of Communications*. Chichester, Royaume-Uni : Wiley-Blackwell.
- Wasserman, H. (2011). Mobile Phone, Popular Media and Everyday African Democracy: Transmissions and Transgressions. *Popular Communication* 9(1), 146-158.
- Watson, T. (2008). *CauseWired: Plugging In, Getting Involved, Changing the World*. New Jersey, NJ : John Wiley and Sons.
- Webster, F. (dir.) (2001). *Culture and Politics in the Information Age*. London, Royaume-Unis : Routledge.
- Wray, S. (1999). On Electronic Civil Disobedience. *Peace Review* 11(1). Récupéré du site de la New York University : <http://www.nyu.edu/projects/wray/oecd.html>
- . (1999). Electronic Civil Disobedience and the World Wide Web of Hacktivism: A Mapping of Extraparliamentarian Direct Action Net Politics. *SWITCH [net | work | art]* 4(2).
- Youmans, L. W. et York, J. C. (2012). Social Media and the Activist Toolkit: User Agreements, Corporate Interests, and the Information Infrastructure of Modern Social Movements. *Journal of Communication* 62(2), 315-329.
- Zittrain, J. (2008). *The Future of the Internet and How to Stop it*. New Haven, CO : Yale University Press.

Bibliographie des études de cas

ADBUSTERS

« Adbusters and Occupy Wall Street. » (2012). *State News Services* (5 janvier 2012).

Bennett, L., Jorgensen, H., et Pickerel, W. (2002). Culture Jams and Meme Warfare: Kale Lasn, Adbusters, and media activism: Tactics in Global Activism for the 21st century. *Center for Communication and Civic Engagement* (18).

Boivie, I. (2003). Buy Nothing, improve everything. *The Humanist* 6(63), 7.

Dershem, K. A. (2005). Consumerism and its discontents : Four American Anticonsumerist Movement. College of Bowling Green State University, Bowling Green, OH.

Flam, H., et King, D. (2005). *Emotions and Social Movements*. New York, NY : Routledge.

Gladel, C. (2005, 23 novembre). Après la Journée sans achat... Noël sans achat. *La Presse ACTUEL*, p. 3.

Haiven, M. (2007). Privatized Resistance: AdBusters and the Culture of Neoliberalism. *Review of Education, Pedagogy, and Cultural Studies*. 29(1), 85-110.

Kuan Chung, S., et Kirby, M. S. (2009). Media Literacy Art Education: Logos, Culture jamming and Activism. *Social Sciences* 63(1), 34.

Lasn, K. (1999). *Culture Jam: How to Reverse America's Suicidal Consumer Binge - And Why We Must*. New York, NY : HaperCollins Publishers.

Press, T. C. (2008, 20 février). Anti-Consumer Group Adbusters loses fight to have TV Stations Air Spoof Ads. *The Canadian Press*.

Pub, L. C. d. (2013). « Pourquoi nous appelons-nous les 'Casseurs de pub'. » Récupéré du site de l'auteur le 5 août 2013 : <http://www.casseursdepub.org/index.php?menu=pourquoi>.

Association de Résistance à l'agression publicitaire. (2013). Association Résistance à l'agression Publicitaire. Récupéré du site de l'auteur le 5 août 2013 : <http://antipub.org>.

Rumbo, J. D. (2002). Consumer resistance in a world of advertising clutter : The case of Adbusters. *Psychology and Marketing* 19(2), 127-148.

Sommer, H. (2012, 23 décembre). The War Against Too Much of Everything. *The New York Times, Money and Business/Financial*, BU1.

Ward, D. (2011, 15 octobre). A Revolution is Born: Adbusters hashtag round the world. *Winnipeg Free Press*, A17.

Winkler, A. (2004). Manufacturing Dissent? The Cultural politics and communicative strategy of the Adbusters Media Foundation. (Mémoire de maîtrise), University of Alberta, Edmonton, Canada.

Yardley, W. (2011, 28 novembre). The Branding of the Occupy Movement. *The New York Times, Business/Financial* : B1.

ARTICLE 19

AFP (2013). Mexique: menaces contre une organisation de défense de la liberté de la presse. Récupéré du site de l'AFP : http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gDpxlOylt9xDjbRfV3YTA_MHU7dA?docId=CNG.c1f0ba825629eff9251c0aa3dd437d28.521&hl=fr

Ahmed, A. M. (2012). Official Secrecy, Self-censorship and Political Parallelism: A Study on the Bangladesh Press. *Media Asia* 29(1), 23-31.

Article 19 (2013). Advertising. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/advertising.html>

Article 19 (2013). Anti-Terrorism. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/anti-terrorism.html>

Article 19 (2013). Arts & Artists. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/arts-artists-more.html>

Article 19 (2013). Asia Pacific - Bangladesh. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/bangladesh.html>

Article 19 (2013). Bans. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/bans>

Article 19 (2013). Broadcasting. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/broadcasting.html>

Article 19 (2013). Burma. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/aung-san-su-kyi.html>

Article 19 (2013). Cambodia. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/cambodia.html>.

Article 19 (2013). Censorship, Violence et Press Freedom. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/censorship-violence-press-freedom-more.html>

Article 19 (2013). Civil defamation. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/civil-defamation.html>

Article 19 (2013). Concentration. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/concentration.html>

Article 19 (2013). Conflict & security. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/conflict-security-more.html>

Article 19 (2013). Corruption & Whistleblowers. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/corruption-whistleblowers.html>

Article 19 (2013). Criminal defamation. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/criminal-defamation.html>

Article 19 (2013). Defamation. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/defamation-more.html>

Article 19 (2013). Defences et remedies. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/defences-remedies.html>

Article 19 (2013). Development. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/development-more.html>

Article 19 (2013). Discrimination. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/discrimination.html>

Article 19 (2013). Elections. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/elections-more.html>

Article 19 (2013). Enforcement. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/enforcement.html>

Article 19 (2013). Environment & climate change. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/environment-climate-change.html>

Article 19 (2013). Equality. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/equality.html>

Article 19 (2013). Europe & Central Asia. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/azerbaijan.html> ;
<http://www.article19.org/pages/en/kazakhstan.html> ;

<http://www.article19.org/pages/en/russia.html> ;
<http://www.article19.org/pages/en/uk.html> ;
<http://www.article19.org/pages/en/ukraine.html>. (Pages consultées le 10 août 2013)

Article 19 (2013). False News. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/false-news.html>

Article 19 (2013). Financial regulation. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/financial-regulation.html>.

Article 19 (2013). Freedom of expression. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/freedom-of-expression.html>

Article 19 (2013). Freedom of information. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/freedomofinformation>

Article 19 (2013). Gender & Sexuality. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/gender-sexuality.html>

Article 19 (2013). Governance & democracy. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/governance-democracy.html>

Article 19 (2013). Hate Speech. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/hate-speech-more.html>.

Article 19 (2013). Human Rights. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/human-rights.html>

Article 19 (2013). ICTs et New Media. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/icts-new-media.html>

Article 19 (2013). Indonesia. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/indonesia.html>

Article 19 (2013). Intellectual Property. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/intellectual-property.html>

Article 19 (2013). International. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/upr-faqs.html>.

Article 19 (2013). International guarantee. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/international-guarantee.html>

Article 19 (2013). Kenya. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/kenya.html>

Article 19 (2013). Licensing. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/licensing-more.html>

Article 19 (2013). Limitations. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/limitations.html>

Article 19 (2013). Mandate. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/mandate.html>

Article 19 (2013). Media Regulation. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/media-regulation-more.html>

Article 19 (2013). Middle East & North Africa. Récupéré du site de l'organisme le 09 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/middle-east-north-africa.html>

Article 19 (2013). Mission. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/mission.html>

Article 19 (2013). National security. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/national-security-more.html>

Article 19 (2013). Official secrets. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/official-secrets.html>

Article 19 (2013). Print Media. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/print-media.html>

Article 19 (2013). « Protection of sources. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/protection-of-sources-more.html>. (Page consultée le 10 août 2013)

Article 19 (2013). Protest. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/protest.html>

Article 19 (2013). Public bodies & officials. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/public-bodies-officials.html>

Article 19 (2013). Religion, morality, blasphemy and obscenity. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/religion-morality-blasphemy-obscenity-more.html>

Article 19 (2013). Right not to speak. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/right-not-to-speak.html>

Article 19 (2013). Scope. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/scope.html>

Article 19 (2013). Seizure. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/seizure.html>

Article 19 (2013). South America. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/south-america.html>

Article 19 (2013). Violence. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/violence-more.html>

Article 19 (2013). Vision. Récupéré du site de l'organisme le 9 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/vision.html>

Article 19 (2013). West Africa. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/pages/en/west-africa.html>

Buchanan, S., et Hammerer, L. (2005). Self Media Regulation: Freedom And Accountability, Safeguarding Free Expression Through Media Self-Regulation. *The International Federation of Journalists*, 1-98.

Callamard, A. (2007, 1 avril). A-t-on le droit de tout dire? *Le Monde Diplomatique*, p. 24-25.

Callamard, A. (2013, 7 août). The US should leave Snowden alone. *The Guardian*.

Halliday, J. (2012, 6 juillet). Facebook apologises for deleting free speech group's post on Syrian Torture. *Guardian Unlimited*.

Mendel, T. (2003). Freedom of information as an internationally protected human right. *Comparative Media Law Journal*, 1(1), 39-70.

Mendel, T., et Dr. Khashan, A. *The Legal Framework for Media in Palestine and Under International Law*. Récupéré du site de l'organisme Article 19 le 10 août 2013 de : <http://www.article19.org/data/files/pdfs/analysis/palestine-media-framework.pdf>

Mutahi, P. (2013). Journalists must be protected at all costs. *Daily Nation (Kenya)*. Récupéré du site du journal : <http://www.africareview.com/Opinion/Journalists-must-be-protected-at-all-costs/-/979188/1840444/-/10k1oonz/-/index.html>

Saliba, F. (2002, 2 mai). Au Mexique, la presse victime des cartels. *Le Monde*, p. 8.

CREATIVE COMMONS

Carroll, J., et Michael, W. (2013). Creative Commons and the Openness of Open Access. *The New England Journal of Medicine* 368, 789-791.

- Dumais, M. (2004, 4 octobre). Les droits d'auteur à l'heure numérique: Lancement de la version Canadienne de la Licence Creative Commons. *Le Devoir*, p. B7.
- Garcelon, M. (2009). An information commons? Creative Commons and public access to cultural creations. *New Media Society* 11(8), 1307-1325.
- Kim, M. (2008). The Creative Commons and Copyright Protection in the Digital Era: Uses of Creative Commons Licenses. *Journal of Computer-Mediated Communication* 13, 187-209.
- Lessig, L. (2003). Dunwoody Distinguished Lecture in Law: The Creative Commons. *Florida Law Review* 55(3), 763-777.
- Markoff, J. (2008, 14 août). Ruling Is a Victory for Supporters of Free Software. *The New York Times*, p. C7.
- Postigo, H. (2012). *The Digital Rights Movement: the role of Technology in Subverting Digital Copyright*. Washington, DC : MIT Press.
- Rohter, L. (2006, 26 juin). Some Rights Reserved: Advancing Flexible Copyrights. *The New York Times*, p. E1.
- S. Boynton, R. (2004, 25 janvier). The Tyranny of Copyright? *The New York Times*, p. 40.
- Sundara Rajan, M. T. (2011). Creative Commons: America's Moral Rights? *Fordham Intellectual Property Media & Entertainment Law Journal* 21, 905-969.

ELECTRONIC FRONTIER FOUNDATION

- Bennett, D. (2013, 19 avril). Using Facial Recognition Technology to Track Down the Boston Bombers. *Bloomberg Business Week*.
- Bradley, D. A. (2005). The Divergent Anarcho-utopian Discourses of the Open Source Software Movement. *Canadian Journal of Communication* 30(4), 585-611.
- Danzico. (2013, 24 avril). Online Tracking Debate Heats Up After Flaws Exposed. *BBC*.
- Electronic Frontier Foundation (n.d.). *About EFF*. Récupéré du site de l'organisme le 10 août 2013 de : <https://http://www.eff.org/about>
- Herman, Bill D. (2012). Taking the copyright online: Comparing the copyright debate in congressional hearings, in newspapers, and on the web. *Journal of Computer-Mediated Communication* 17(3), 354-368.

- Lobato, R. (2011). Constructing the pirate audience: on popular copyright critique, free culture and cyber-libertarianism. *Media International Australia* (139), 113-123.
- Oksanen, V. et Välimäki, M. (2002). Transnational Advocacy Network Opposing DRM - a Technical And Legal Challenge to Media Companies. *JMM: The International Journal on Media Management* 4(3), 156-164.
- Postigo, H. (2008). Capturing fair use for the youtube generation : The Digital Rights Movement, the Electronic Frontier Foundation and the user-centered framing of fair use. *Information, Communication & Society* 11(7), 1008-1027.
- Simmons, A. (2012). Rating online transparency. *News Media & the Law* 36(3), 25-25.
- Sithigh, D. M. (2008). The mass age of internet law. *Information & Communications Technology Law* 17(2), 79-94.
- Susskind, J. (2013, 19 avril). California Leads Country in Online Privacy with Right to Know Act of 2013. *Independant Voter Network*.
- Timberg, C. (2013, 22 avril). Advances in image analysis empower law enforcement but worry privacy advocates. *Washington Post*.
- Vlavo, F. (2012). « Click Here to Protest » Electronic Civil Disobedience and the Imaginaire of Virtual Activism. *At the Interface / Probing the Boundaries* 83, 125-148.
- Young, N. (2013, 19 avril). « Shameful » online bill gets through US house - but still faces a fight. *The Drum (Modern Marketing and Media)*.

FREE PRESS

- Almiron-Roig, N. (2011). From Financialization to Low and Non-profit: Emerging Media Alternatives for Freedom. *Triple C* 9(1), 39-61.
- Ammori, M. (2010). Beyond Content Neutrality: Understanding Content-Based Promotion of Democratic Speech. *Federal Communications Law Journal* 61(2), 273-324.
- Baillargeon, S. (2013, 8 avril). Médias - Beau temps pour l'engagement. *Le Devoir*, p. B7.
- Benhamou, L. (2007, 2 août). Un nouvel exemple de la concentration des médias américains. *Le Devoir, ÉCONOMIE*, p. B1.

- Byerly, C. M. (2011). Behind the Scenes of Women's Broadcast Ownership. *The Howard Journal of Communications* 22(1), 24-42.
- Dunifer, S. (2012, 8 décembre). The Low Power FM Deception. *Society - Dissident Voice*.
- Hamelink, C., & Nordenstreng, K. (2007). *Towards democratic media governance. Media Between Culture & Commerce, Bristol, Royaume-Uni : Intellect*, 225-240.
- Corn-Revere. (2009). Fairness 2.0 : Media Content Regulation in the 21st Century. *Policy Analysis* (651), 2-17.
- Elbel, M. (2008). Does media reform make a difference. *Media Development* 2(1), 40-42.
- Kurz, P. (2011, 21 janvier). Comcast-NBCU merger condition for more local news raises questions. *Broadcast Engineering*.
- Fancher, M. R., et Firestone, C. M. (2010). Of the Press: Models for Transforming American Journalism. *Communications and Society Program*, 1-59.
- Free Press. (2011, 8 mars). Free Press President Josh Silver Stepping down: Craig Aaron to Take the Helm. *State News Services*.
- McChesney, R. W. (2007). Freedom of the Press for Whom? The Question to be Answered in our Critical Juncture. *Hofstra Law Review* (35), 1433-1456.
- Nordenson, B. (2007). The Uncle Sam Solution: Can the government help the press? Should it? *Columbia Journalism Review*, 37-41.
- Quail, C., et Larabie, C. (2010). Net Neutrality : Media Discourses and Public Perception. *Global Media Journal - Canadian Edition* 3(1), 31-50.
- Stelter, B. (2012, 28 avril). Media Decoder: Political Ad Database Will Move to the Web. *The New York Times, Business/Financial*, p. B6.
- Taylor Jackson, P. (2009). News as a Contested Commodity: A Clash of Capitalist and Journalistic Imperatives. *Journal of Mass Media Ethics* 24(1), 146-163.
- US, P. N. (2011, 2 juin). FCC Colluded with Leftist Organization Free Press to Push Government Regulation of Internet, Documents Uncovered by Judicial Watch Show. *Judicial Watch*.

FREE SOFTWARE FOUNDATION

- Bauer, A., et Pizka, M. (2002). The Contribution of Free Software to Software Evolution. Dans *Software Evolution, 2003. Proceedings. Sixth International Workshop on Principles of The Computer Society*, 170-179.
- Bauwens, M. (2011). Peer-to-Peer : From Technology to Politics. Dans J. Servaes et N. Carpentier (dir.), *Towards a Sustainable Information Society: Deconstructing WSIS*. Brussels, Belgique : Intellect Books.
- Cammaerts, B. (2011). Disruptive sharing in a digital age : Rejecting neoliberalism? *Continuum : Journal of Media & Cultural Studies* 25(1), 47-62.
- Carreras, X., Chao, I., Padro, L., et Padro, M. (2003). *Freeling : An Open-Source Suite of Language Analysers*. Barcelone, Espagne : TALP Research Center.
- Carver, W. B. (2005). Share and Share Alike: Understanding and Enforcing Open Source and Free Software Licenses. *Berkeley Technology Law Journal* 20, 443-481.
- Categories of Free and Non-Free Software. (2012). Récupéré du site de l'organisme : <http://www.gnu.org/philosophy/categories.html>
- Elliott, M. S., et Scacci, W. *Free Software Developers as an Occupational Community: Resolving Conflicts and Fostering Collaboration*. Institute for Software Research: University of California, Los Angeles, CA.
- Elliott, M. S., et Scacci, W. (2003). Free Software Development: Cooperation and Conflict in a Virtual Organizational Culture. Dans *Free/Open Source Software Development*: IDEA Publishing.
- Elliott, M. S., et Scacci, W. (2008). Mobilization of software developers: the free software movement. *Information Technology et People* 21(1), 4-33.
- Felczak, M., Smith, R., et Lorimer, R. (2008). Online Publishing, Technical Representation, and the Politics of Code: The Case of CJC Online. *Canadian Journal of Communication Corporation*, 33, 271-289.
- Fuggetta, A. (2003). Open Source Software - an evaluation. *The Journal of Systems and Software* 66, 77-90.
- Moglen, E. (2004). Freeing the Mind: Free Software and the Death of Proprietary Culture. *Maine Law Review* 56(1).
- O'Neil, M. (2006). Rebels for the System? Virus Writers, General Intellect, Cyberpunk and Criminal Capitalism. *Continuum: Journal of Media & Cultural Studies* 20(2), 225-241.
- Scacci, W. (2007). *Free/Open Source Software Development: Recent Research Results and Emerging Opportunities*. Institute for Software Research.

- Stallman, R. M. (1987). *RMS Lecture at KTH, KTH Sweeden*. Royal Institute of Technology, Stocholm, Sweeden : Free Software Foundation
- Stallman, R. M. (1994). Why Software Should Not Have Owners. Récupéré de : <http://www.fsf.org>
- Stallman, R. M. (2002). *Free Software, Free Society: Selected Essays of Richard M. Stallman*. Boston, MA : Free Software Foundation.
- Stallman, R. M. (2009). Viewpoint: Why "Open Source" Misses the Point of Free Software. *Communication of the ACM* 52(6), 32-35.
- Stallman, R. M., et Williams, S. (2010). *Free as in Freedom (2.0): Richard Stallman and the Free Software Revolution*. Boston, MA : Free Software Foundation.
- Turner, F. How Digital Technology Met Utopian Ideology : Revisiting the First Hackers' Conference. Récupéré du site de la conférence : http://citation.allacademic.com/meta/p_mla_apa_research_citation/1/1/2/9/9/pages112996/p112996-1.php
- Wu, M. A. W., et Ying-Dar, L. (2001). Open Source Software Development: An Overview. *Computer*, 34(6), 33-38.

OPEN MEDIA

- Anderson, A. *et al.* (2013a). Casting an Open Net: A Leading-Edge Approach to Canada's Digital Future. Récupéré du site Openmedia : <https://aegir.openmedia.ca/plan>
- Anderson, A. *et al.* (2013b). Time for an Upgrade: Demanding Choice in Canada's Cell Phone Market. Récupéré du site Openmedia : https://openmedia.ca/sites/openmedia.ca/files/TimeForAnUpgrade_OpenMedia_130206.pdf
- Blevins, J. L., et Regan Shade, L. (2010). International Perspective on Network Neutrality: Exploring the Politics of Internet Traffic Management and Policy Implications for Canada and the U.S. *Global Media Journal - Canadian Edition* 3(1), 1-8.
- CBC. (2012). Should the Government Protect Independent Cellphone Providers? CBC Blogs. Récupéré du site de CBC : <http://www.cbc.ca/newsblogs/yourcommunity/2012/01/should-the-government-protect-independent-cellphone-providers.html>
- Cohen, N. S., MacDonald, S., Mazepa, P., et Skinner, D. (2011). Making Media Public: From Discussion to Action? *Canadian Journal of Communication* 36, 169-178

- Christopher, D. (2013). Defending a Free and Open Internet. Huffington Post. Récupéré du site du journal : http://www.huffingtonpost.ca/david-christopher/open-internet_b_3659950.html
- Grou, V. (2011). Tarification d'Internet: le CRTC abandonne la facturation à l'utilisation. SRC. Récupéré du site d'ICI Radio Canada : <http://blogues.radio-canada.ca/surleweb/2011/11/15/tarification-dinternet/>
- Misener, D. (2011). Why Canadians should pay attention to proposed changes to lawful access legislation. CBC News. Récupéré du site de CBC : <http://www.cbc.ca/>
- Ed. Moll, M., et Regan Shade, L. (2011). The Internet Tree: The State of Telecom Policy in Canada 3.0. Ottawa: Canadian Center for Policy Alternatives.
- Hackett, R. A., et Anderson, S. (2011). Democratizing Communication Policy in Canada: A Social Movement Perspective. *Canadian Journal of Communication* 36, 161-168.
- Lentz, R. G., et Regan Shade, L. (2011). Democratizing Communication Policy in the Americas: Why it Matters. *Canadian Journal of Communication* 36, 3-9.
- Pulfer, R. (2012). Effective media strengthen good governance and respect for human rights. *Media Development* 2, 25-30.
- Stevenson, J. H., et Clement, A. (2010). Regulatory Lessons for Internet Traffic Management from Japan, the European Union, and the United States: Toward Equity, Neutrality, and Transparency. *Global Media Journal - Canadian Edition* 3(1), 9-29.
- Yeo, R. (2012). Using the Internet to save the Internet. *Media Development* 2(1), 23-25.

QUADRATURE DU NET

- AFP Info Françaises (2009, 21 juillet). La Quadrature du Net dénonce le projet de loi contre le piratage sur le Net. *AFP, Arts, culture et médias; Politique Crime et délits, loi justice*.
- Aigrain, P. (2010). Le Contexte politique et culturel des droits intellectuels. » *Revues.org*, (12).
- CETA, le traité commercial bien trop secret. (2012, 28 novembre). *Le soir, ECONOMIE*.
- Dang Nguyen, G. (2011). Souveraineté nationale et intégration européen face à l'universalisme d'Internet. *Maison des sciences de l'Homme - QUADEMI* 2(75), 29-38.

- Dugrand, M. (2009, 10 mars). L'Internaute, assassin des auteurs? *L'Humanité, Médias*.
- Grand d'Esmon, P. (2011, 14 mars). Des cybercitoyens à l'assaut des lois numériques Hadopi, LOPPSI 2... le parti Pirate, la Quadrature du Net et Numerama contre-attaquent. » *Le Monde Diplomatique, Supplément Télévision*.
- Heinkas, A., Dufresne, D., et Jaussent, V. (2011, 21 novembre). Loi Hadopi: enquête sur la Quadrature du Net. *Mediapart, Culture-idée*.
- Inizan, M. (2011). Peut-on éteindre Internet. *Association Medium*, 4(29), 118-127.
- Kyrou, A., et Moulier-Boutang, Y. (2010). ACTA ES FABULA? *Assoc. Multitudes* 2(41), 9-14.
- Laffon, P. (2011, 1 avril). Neutralité du Net, un loi à l'horizon. *La Revue Parlementaire* (935), p. 20.
- Musiani, F., et Schafer, V. (2011). Le modèle internet en question (années 1970-2010). *Metropolis - flux* 3(85-86), 62-71.
- Passingham, M. (2013, 15 juillet). EU and US Internet privacy talks continue in spite of PRISM spying scandal. *V3.co.uk*.
- Poncet, G. (2010, 26 janvier). ACTA, un traité qui menace Internet. *Le Point.fr, LIBERTÉS (Tech&Net)*.
- Proulx, S., et Goldenberg, A. (2010). Internet et la culture de la gratuité. *La Découverte - Revue du MAUSS* 1(35), 503-517.
- Quadrature du Net (2010). *Responsabilité juridique des fournisseurs de services sur Internet et protection de la liberté d'expression en ligne*. Paris, France : Quadrature du Net.
- Quadrature du Net (2012). *La Quadrature du Net: Propositions*. Paris, France : Quadrature du Net.
- Quadrature du Net (2013a). *Éléments pour la réforme du droit d'auteur et des politiques culturelles liées*. Paris, France : Quadrature du Net.
- Quadrature du Net (2013b). *Statuts: La Quadrature du Net - Association loi 1901*. Paris, France : Quadrature du Net.
- Quadrature du Net (2008). *Ils soutiennent la Quadrature du Net*. Récupéré du site Quadrature du Net le 29 juillet 2013 : www.laquadrature.net/fr/ils-soutiennent-la-quadrature-du-net
- Quadrature du Net (2013c). *Les Outils*. Récupéré du site Quadrature du Net le 29 juillet 2013 : <http://www.laquadrature.net/fr/les-outils>.

- Rimondi, L. (2009, 3 mars). Black-out: contre la loi Hadopi, repeindrez-vous votre cyberspace en noir? *Le Point.fr*.
- Secretan, V., et Kyrou, A. (2012). INTERNET:1 - ACTA:0. *Assoc. Multitudes* 4(51), 163-171.
- Smiers, J. (2010). Le Grand Boulversement, la propriété intellectuelle, c'est le vol! *Manières de voir* (109), 36.

RABBLE.CA

- Award Winning Journalist Cathryn Atkinson joins rabble.ca as News and Features Editor. (2010, 8 février). *Canada News Wire*.
- Cohen, N. S., MacDonald, S., Mazepa, P., et Skinner, D. (2011). Making Media Public: From Discussion to Action? *Canadian Journal of Communication* 36, 169-178.
- Moll, M., & Regan Shade, L. et al. (2011). The Internet Tree: The State of Telecom Policy in Canada 3.0. *Ottawa, Canada : Canadian Center for Policy Alternatives*.
- Pulfer, R. (2012). Effective media strengthen good governance and respect for human rights. *Media Development* 2, 25-30.
- Rabble.ca. (2007). *Annual Report*. Canada. Récupéré du site de l'organisme : rabble.ca.
- Rabble.ca. (2008). *Annual Report*. Canada. Récupéré du site de l'organisme : rabble.ca.
- Rabble.ca. (2009). *Annual Report*. Canada. Récupéré du site de l'organisme : rabble.ca.
- Rabble.ca. (2010). *Annual Report*. Canada. Récupéré du site de l'organisme : rabble.ca.
- Rabble.ca. (2011, 18 avril). On its 10th anniversary, Canada's progressive news source, rabble.ca, launches Real Issues panel: election 2011. *Canada NewWire* (18 avril 2011).
- Rabble.ca. (2011). *Annual Report*. Canada. Récupéré du site de l'organisme : rabble.ca.
- Rabble.ca. (2012). *Annual Report*. Canada. Récupéré du site de l'organisme : rabble.ca.
- Rabble.ca. (2013). Activist Toolkit. Récupéré du site de l'organisme le 13 août 2013 : <http://rabble.ca/toolkit>.

- Rabble.ca. (2013). Advertising Policies. Récupéré du site de l'organisme le 13 août 2013 : <http://rabble.ca/about/advertising-policy>
- Rabble.ca. (2013). Babble Policies. Récupéré du site de l'organisme le 13 août 2013 : <http://rabble.ca/about/babblepolicy>
- Rabble.ca. (2013). Become a Sustaining Partner. Récupéré du site de l'organisme le 14 août 2013 : <http://rabble.ca/about/become-sustaining-partner>
- Rabble.ca. (2013). Biographies. Récupéré du site de l'organisme le 13 août 2013 : <http://rabble.ca/about/bios>
- Rabble.ca. (2013). Landing. Récupéré du site de l'organisme le 13 août 2013 : <http://rabble.ca/about/landing>
- Rabble.ca. (2013). Privacy Policy. Récupéré du site de l'organisme le 13 août 2013 : <http://rabble.ca/about/privacypolicy>
- Rabble.ca. (2013). Support rabble.ca. Récupéré du site de l'organisme le 13 août 2013 : <http://rabble.ca/support>
- Rabble.ca. (2013). Welcome to Rabble.ca. Récupéré du site de l'organisme le 13 août 2013 : <http://rabble.ca/about/welcome>
- Rabble.ca (2010, 12 janvier). Canadians Need a Rex Chage: rabble launches The Not Rex Murphy Contest to provide balance to CBC commentator. *Canada News Wire*.
- Stevenson, J. H., et Clement, A. (2010). Regulatory Lessons for Internet Traffic Management from Japan, the European Union, and the United States: Toward Equity, Neutrality, and Transparency. *Global Media Journal - Canadian Edition* 3(1), 9-29.

PROMETHEUS RADIO PROJECT

- DeClerk, S. N. (2006) Prometheus Radio Project v. FCC: Where Will the Media Deregulation Trend End? *Arkansas Law Review* 58, 705-734.
- Dunifer, S. (2012, 8 décembre). The Low Power FM Deception. *Dissident Voice*.
- Fernandez, B. (2011, 2 janvier). Low-power stations to get a spot on the radio dial. *The Philadelphia Inquirer (PA)*.
- Hill, B. C. (2006). Measuring Media Market Diversity: Concentration, Importance, and Pluralism. *Federal Communications Law Journal* 58(1), p. 170-194.
- Labaton, S. (2004, 25 juin). Court Orders F.C.C to Rethink New Rules on Growth of Media. » *The Media Business*, p. A1.

- Marchi, R. (2009, novembre). Z-Radio Boston: Teen Journalism, Political Engagement, and Democratizing the Airwaves. *Journal of Radio et Audio Media*, 127-142.
- Napoli, P. M., et Gillis, N. (2006). Reassessing the Potential Contribution of Communications Research to Communications Policy: The Case of Media Ownership. *Broadcast Education Association* 50(4), 671-691.
- Perzanowski, A. (2005). Prometheus Radio Project v. FCC : The Persistence of Scarcity. *Berkeley Technology Law Journal* 20, 743-764.
- Steinberg, J. (2003, 21 août). Facing Criticism, F.C.C. is Thinking Local. *The New York Times*, p. C1.



CENTRE DE RECHERCHE
INTERUNIVERSITAIRE

COMMUNICATION
INFORMATION
SOCIÉTÉ

Faculté de Communication - CRICIS
Université du Québec à Montréal
Case Postale 8888 Succursale Centre ville
Montréal, QC H3C 3P8

Le Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société (CRICIS) a pour objectif principal de constituer un pôle d'excellence dédié à l'analyse des rapports entre communication, information, culture et société dans un contexte où les systèmes de communication – qu'il s'agisse des technologies numériques de l'information et de la communication, des médias ou des industries culturelles – et les pratiques sociales qui leur sont liées ont pris une place centrale dans toutes les activités de nos vies quotidiennes, autant dans les sphères publique, privée que professionnelle.

Nous privilégions les perspectives critiques à la fois pour favoriser la pratique systématique de la réflexivité qui doit être au cœur de toute démarche de recherche et pour mettre en évidence tant les inégalités sociales face aux processus et phénomènes communicationnels que les rapports de pouvoir et les potentialités en termes de changements sociaux. Nous nous distinguons en accordant une place centrale à la fois aux recherches macro et micro, à l'importance des contextes structurants tout en étant attentifs aux innovations d'ordre individuel et collectif, et au temps présent tout en situant nos problématiques dans le long terme. Dans les relations entre communication, information, culture et société, nous privilégions les analyses en termes de déterminations réciproques. Les enseignements que nous tirons de nos recherches sont à la fois issus des pratiques sociales de la communication au quotidien et de l'analyse des rapports entre communication, information, culture et société à une échelle historique et géographique beaucoup plus vaste.